



Présidentielle américaine
TRUMP
A-T-IL DÉJÀ TUÉ LE MATCH ?
Page 20



EURO 2024
Les Bleus
face à des Belges revanchards
Pages 28-29



Kevin Costner
Sa vie, ses projets...
L'électron libre d'Hollywood se confie
Pages 38-39

PRÊTRES LE BOOM DES VOCATIONS RELIGIEUSES SE CONFIRME
Page 17

Le Journal du Dimanche

PHILIPPE DE VILLIERS

« Le président devra respecter la démocratie »

» GRANDES MANŒUVRES
Valse des préfets, choix de ses hommes aux postes clés de l'État : comment Macron pourrait garder le pouvoir malgré une cohabitation

» ALARME
Philippe de Villiers, seul haut fonctionnaire à avoir démissionné pour désaccord politique, alerte sur le risque d'un possible « coup de force »





LÉGISLATIVES
LA GUERRE DES TROIS BLOCS
JEAN-LUC MÉLENCHON, GABRIEL ATTAL ET JORDAN BARDELLA BATAILLENT POUR OBTENIR LA MAJORITÉ ABSOLUE À L'ASSEMBLÉE
Pages 2-8

L'événement

Macron - Bardella

La guerre est (déjà) déclarée

NOMINATIONS Préfets, rapporteurs à la Cour des comptes, recteurs d'académie et directeurs d'administration centrale... les grandes manœuvres ont commencé

PLAN L'Élysée fait tout pour court-circuiter une future alternance et paralyser un éventuel gouvernement Bardella

Un grand chambardement dans les administrations et les préfectures, avec des nominations à des postes clés qui pourraient être actées en Conseil des ministres dès mercredi ? Paris, depuis quelques jours, bruisse de rumeurs. Si l'hypothèse est redoutée du côté du Rassemblement national qui y voit déjà une tentative de l'Élysée de vouloir paralyser l'action du futur Premier ministre et d'entraver le bon fonctionnement de l'État, elle augure d'une cohabitation, qui pour hypothétique qu'elle soit encore, serait électrique entre Emmanuel Macron et Jordan Bardella.

Le président se garde bien d'évoquer ouvertement cette perspective. Mieux, il s'évertue à croire et faire croire qu'un « sursaut républicain » est possible. Dans les faits, il s'y préparerait activement et s'emploierait à prendre de vitesse le président du Rassemblement national avant que ce dernier ne pose ses valises à Matignon, comme nous l'ont confirmé plusieurs sources au « château ». Même son de cloche Place Beauvau. Un haut fonctionnaire assure que des discussions ont cours, même si rien ne serait encore définitivement acté. Tout juste nous confie-t-il que « plusieurs scénarii sont sur la table » de Patrice Faure, le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, grand architecte de ces mouvements que le président envisagerait. Mais seuls les résultats de dimanche soir décideront de l'ampleur des changements que le chef de l'État pourrait opérer.

Emmanuel Macron n'entend pas renoncer aux pouvoirs que la Constitution lui garantit. À commencer par son pouvoir de nomination. En effet, comme le prévoit l'article 13, « le président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des ministres. Il nomme aux emplois civils et militaires de l'État ». Une réponse à peine voilée à l'adresse de Marine Le Pen, qui, dans un entretien au *Télégramme* mercredi dernier, minimisait jusqu'à son titre de chef de armées qu'elle juge « honorifique » en temps de cohabitation. Mieux, Emmanuel Macron s'apprêterait à exercer ce pouvoir tant qu'il dispose d'un gou-

vernement à sa main pour ne pas avoir à subir les choix des ministres de Jordan Bardella.

Un vaste mouvement de nominations pourrait donc être dévoilé dans les jours qui viennent. L'heure, nous dit-on, est déjà aux arbitrages. Ces derniers pourraient être finalisés mardi avant que le président ne les officialise mercredi en Conseil des ministres. Le temps presse pour le chef de l'État. Son calendrier est contraint par un déplacement aux États-Unis. Par la perspective que le gouvernement de Gabriel Attal ne résiste pas à la débâcle prévisible de ses troupes à l'Assemblée nationale. Encore que le président disposerait d'un répit si le Rassemblement national et ses alliés n'obtenaient pas la majorité absolue des sièges au Parlement le 7 juillet.

À dire vrai, les grandes manœuvres ont déjà commencé. Si certaines nominations passeraient presque pour anecdotiques – Jean-Philippe Agresti, le mari de Sabrina Agresti-Roubache, la secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté et de la Ville, et Olivier Klein, ancien ministre du Logement d'Élisabeth Borne, ont déjà été nommés respectivement recteur de la région académique Centre-Val de Loire et recteur de l'académie de Strasbourg lors du dernier Conseil des ministres –, d'autres le sont beaucoup moins. À commencer par celle de Sébastien Tiran, promu à compter du 1^{er} juillet à la tête de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED). Comment

Les résultats de dimanche décideront des changements

imaginer que le directeur de cette administration puisse marcher main dans la main avec son futur ministre de tutelle quand ce dernier n'aura pas eu le loisir de le choisir ?

D'autres nominations à venir sont encore plus problématiques parce qu'elles concerneraient des postes clés de l'État. Emmanuel Macron s'apprêterait ainsi à promouvoir le

général Ducept, actuellement commandant de la région Île-de-France, à la tête de la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN). Plus encore, Alexandre Brugère, l'actuel directeur de cabinet de Gérard Darmanin, pourrait hériter de la Direction générale de la police nationale (DGP). Son cas est emblématique du malaise que ces nominations pourraient susciter. Non content de n'avoir jamais exercé dans la police et de connaître une ascension fulgurante dans l'appareil d'État – « il connaît aussi bien la police que je connais les caves du Vatican », se risque un haut fonctionnaire –, il est surtout actuellement candidat suppléant aux législatives et fait campagne pour la majorité présidentielle. Comment imaginer qu'un futur ministre de l'Intérieur puisse composer avec ce genre de profil ? « C'est impossible. C'est littéralement du sabotage. On va tout droit vers une paralysie de l'appareil

d'État », peste un habitué du ministère de l'Intérieur. D'autant que, si ces nominations devraient être annoncées mercredi en Conseil des ministres, ils ne devraient prendre leurs fonctions qu'après les Jeux olympiques, début septembre. La volonté d'Emmanuel Macron est claire : entraver les possibilités d'action de Jordan Bardella.

Le même mouvement pourrait toucher les préfets. Si ces derniers sont nommés par le président, ils n'en restent pas moins les représentants de l'État et du gouvernement dans les départements, et non d'Emmanuel Macron. Un préfet qui a eu vent de cette valse à venir dans la préfectorale n'en revient pas de cette volonté de « macroniser la fonction » qui est contraire à la neutralité des serviteurs de l'État. « C'est même la négation totale de ce qu'est le service de l'État », assure ce préfet en exercice. Emmanuel Macron veut conserver le pouvoir

malgré la défaite. Il serait presque acquis que des conseillers de l'Élysée et des hommes qui bénéficient de la bienveillance d'Emmanuel Macron soient poussés à prendre des responsabilités. Étienne Stoskopf, actuellement conseiller aux Affaires intérieures au cabinet du Premier ministre, après avoir travaillé auprès de Gérard Collomb et de Christophe Castaner, est l'un de ceux dont le nom revient avec insistance pour prendre du galon, Jean-Marie Caillaud, en poste à l'Élysée, est lui aussi sur le départ et pourrait prendre la préfecture de la Haute-

Au RN, certains parlent déjà de « coup d'État administratif »

Savoie. Laurent Hottiaux, préfet des Hauts-de-Seine après avoir accompagné Emmanuel Macron à l'Élysée comme conseiller intérieur et sécurité, devrait être propulsé en région, tout comme Christophe Mirmand, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pourrait se voir promu à la région Auvergne-Rhône-Alpes. Autant de nominations qui ne manqueraient pas de faire polémique. Au Rassemblement national, certains parlent déjà de « coup d'État administratif », encore que dans l'entourage de Marine Le Pen, certains conseillers parient plus volontiers sur la loyauté de ces serviteurs de l'État. L'un d'eux ironise : « Ce serait étrange que celui-là même qui a supervisé le corps préfectoral s'appuie sur les préfets pour contrer Bardella. » ●

RAPHAËL STAINVILLE

Emmanuel Macron n'entend pas renoncer à son pouvoir de nomination, garanti par la Constitution.

JEANNE ACCORSINI/SIPA



LE SERMON DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT AUX ÉLÈVES DE L'ENA



XOÏE BOUZAS/HANS LUCAS

Claire Landais occupe l'un des postes les plus stratégiques de l'État. Secrétaire générale du gouvernement (SGG), c'est à elle qu'échoit la responsabilité de coordonner le travail parlementaire et celui du gouvernement en articulation avec le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel. Le 27 juin, elle convoquait en visioconférence les élèves de deux promotions de l'INSP, l'ex-Ena, pour leur exprimer sa grande préoccupation en cas de victoire des extrêmes. « La loyauté n'empêche pas de continuer à réfléchir et de dire non quand les

lignes individuelles sont dépassées », a-t-elle confié aux futurs hauts fonctionnaires, selon les propos qui nous ont été rapportés. En d'autres termes, le service de l'État et la loyauté trouvent leur limite dans la liberté de conscience de chacun. Un appel à peine voilé à la désobéissance civique. Une première dans l'histoire de la République pour celle qui a conclu son intervention en expliquant qu'à titre personnel, elle ferait jouer sa « clause de conscience », nouveau concept dans le droit de la fonction publique. ● R. S.

L'événement

INTERVIEW

Avez-vous eu vent d'une rumeur selon laquelle Emmanuel Macron envisagerait une « valse des préfets » la semaine prochaine ?

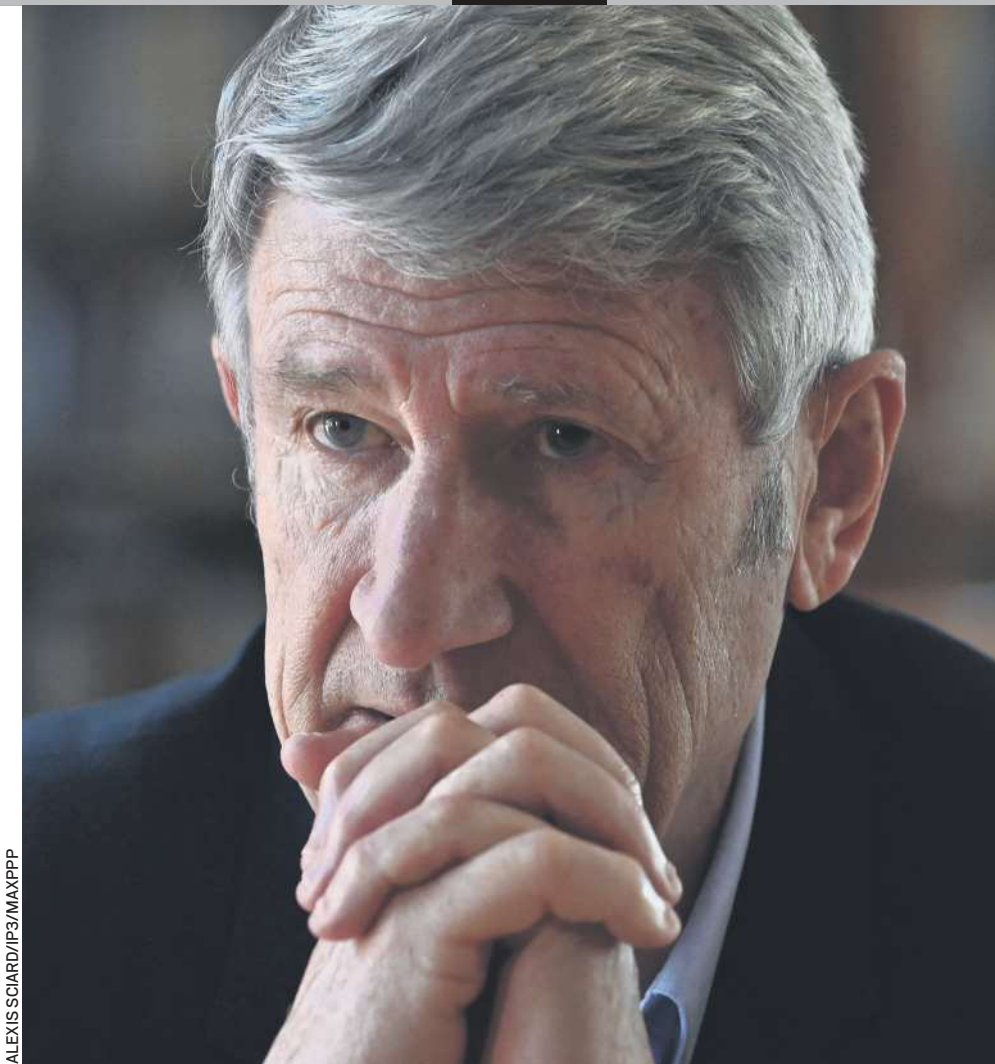
Oui. Hélas. En tant qu'ancien sous-préfet, j'ai gardé de vraies fidélités dans le corps préfectoral auquel je suis profondément attaché. J'ai connu, tout au long de mon parcours politique, de très nombreux préfets et sous-préfets, tous imprégnés du sens de l'État et habités par l'intérêt général. Ils ont enjambé les alternances, et leur loyauté leur a permis de toujours faire la différence entre l'État et le régime, comme les diplomates le font entre les gouvernements et les peuples. Cela fait plusieurs jours que cette rumeur est venue jusqu'à moi. On entend parler d'une « valse des préfets », d'une razzia des postes par les proches du pouvoir. La macronie en débandade alpague les préfectures afin d'organiser une sorte de grève du zèle idéologique pour entraver par leur présence active et subversive l'action du futur gouvernement.

Y voyez-vous une dérive institutionnelle ou démocratique ?

Si ces nominations interviennent avant le second tour, il s'agit d'un pur et simple détournement. On n'est plus très loin d'un putsch. C'est-à-dire qu'on prend de force le pouvoir que le peuple ne veut plus vous accorder. Quand j'étais à l'Ena, on nous enseignait de manière solennelle que la France n'est pas les États-Unis et qu'il n'y a pas chez nous de *spoils system*. En Amérique, le président amène avec lui à Washington ses équipes et nomme à tous les postes de l'État et de l'administration fédérale. La France, vieil État capétien, enrichie dans sa tradition administrative par l'Empereur, a su conserver, par-delà secousses et turbulences, de génération en génération, le devoir de loyauté et l'obligation de réserve. L'obligation de réserve, cela veut dire que le haut fonctionnaire n'a pas à s'exprimer publiquement sur ses convictions intimes. La loyauté, c'est autre chose : elle vient enter l'obligation de réserve, elle est une forme de chevalerie moderne qui nous vient de la France des *missi dominici* et, plus tard, de celle des intendants. Le vassal est loyal à son chef. La loyauté, c'est ce qui permet au chef, qu'il soit civil ou militaire, de ne pas avoir à se retourner pour savoir si les troupes le suivent. Il n'y a pas d'action politique possible sans la loyauté de ceux qui ont en charge le destin de l'État.

Qu'est-ce que cela dit du chef de l'État ?

Sur le pont du *Titanic*, cela porte un nom : panique à bord. C'est un naufrage. Emmanuel Macron a perdu pied. Je l'ai observé lors de ses dernières apparitions à Bruxelles : il a une tête de noyé, les yeux exorbités, le verbe exorbitant. On le sent dans la torpeur. Il n'est plus dans les équilibres de la fonction. Il est dans la recherche d'une faction. Il n'accepte pas le verdict des urnes à venir. Je ne suis pas si étonné de ce comportement erratique, car Emmanuel Macron est un Américain par le tropisme du caractère. Il copie l'Amérique dans un anglais parfait. Le *spoils system* est pour lui



ALEXIS SCAIRD/IP3/MAXPPP

Philippe de Villiers « Emmanuel Macron devra respecter le verdict des urnes »

ALERTE Seul haut fonctionnaire à avoir démissionné en raison d'un désaccord politique, Philippe de Villiers met en garde contre un possible « coup d'État »

depuis toujours une vraie tentation, comme il me l'a confié lors d'un dîner en 2018. Il a cédé à la tentation de déconstruire la puissance publique en supprimant les deux grands corps qui tiennent la souveraineté : le corps préfectoral, qui tient la souveraineté interne, et le corps diplomatique, qui tient la souveraineté externe. Il ne croit pas à l'idée française de la filiation. C'est un homme de l'instant. Il s'emploie avec délices à faire en sorte que l'instant d'après vienne contredire l'instant d'avant. Or, un État s'inscrit dans la longue durée. L'État, c'est comme une cathédrale, un vaisseau renversé dont la fonction publique serait la charpente immémoriale. La démocratie ne peut pas survivre si elle cède à l'idée qu'une oligarchie de rencontre, dérogeant aux principes de la nomination au mérite, s'emploie soudain à récuser la volonté du peuple.

Son rapport à l'État ne vous paraît donc pas conforme à la démocratie moderne ?

Si cette rumeur devait être confirmée, cela voudrait dire qu'Emmanuel Macron ferait main basse sur les postes de décision, ou du moins sur certains d'entre eux. On parle

devant le Conseil d'État d'excès de pouvoir et de détournement de pouvoir. Là, nous sommes devant un détournement de fonction. Une captation du pouvoir, un coup de force, que dis-je, un coup d'État ! Il s'apprêterait à provoquer une mutation de l'État. L'État ne serait plus au service de l'intérêt général et du bien commun, mais au service d'une caste et d'une faction. Cela rappelle un mot célèbre de Fran-

« Macron n'est plus dans les équilibres de la fonction »

çois Mitterrand sur le « gang des copains et des coquins ». Personne ne peut accepter que le président de la République, après l'avoir déconstruit, s'apprête à subvertir l'État républicain. Cela relève de la Haute Cour. Car procéder ainsi avant même le verdict des urnes, c'est manipuler les institutions et en travestir l'esprit. Emmanuel Macron devra respecter le verdict des urnes.

Au cours des quarante dernières années, vous êtes le seul haut fonctionnaire à avoir démissionné en raison d'un désaccord profond sur la ligne politique. Quelles étaient les raisons qui vous ont poussé à prendre cette décision ?

J'ai démissionné le 10 mai 1981 au soir de l'arrivée de François Mitterrand. J'ai rompu mes liens et je ne suis pas resté dans la fonction publique. Je suis parti à cause de l'arrivée de l'alliance socialo-communiste, que je jugeais très mauvaise pour la France. C'était une question de loyauté et d'honneur. Je ne voulais pas servir un gouvernement contraire à mes convictions. Lorsque François Mitterrand m'a nommé secrétaire d'État à la Culture en 1986, nous avons évoqué cette décision. Il a salué avec un brin de sympathie l'élégance du geste. Qu'il y ait aujourd'hui des fonctionnaires gênés par l'arrivée probable de l'Union nationale, on peut le comprendre. Leur honneur serait de partir, ils seront remplacés. S'ils choisissent de rester à leur poste, ils ne doivent pas pratiquer la posture des « baïonnettes intelligentes », comme on dit dans l'armée. Si je suis parti, c'est précisément pour honorer ces

deux principes qui maintiennent debout l'édifice de la République qui dépasse et surplombe alternances et caprices de coteries.

On entend des rumeurs de désobéissance dans certains ministères...

Qu'est-ce que cela vous inspire ?
N'importe quel salarié, dans n'importe quelle entreprise française, qui pratiquerait ce qu'on appelait du temps des Canuts lyonnais des actes de luddisme désorganisant la production, serait immédiatement licencié pour faute lourde, au nom du droit du travail. La même règle vaut

« J'espère que nos agents publics sauront se dresser »

pour la sphère publique depuis la fameuse ordonnance de 1959 : n'importe quel fonctionnaire qui choisirait la désobéissance so-disant civique et se comporterait ainsi comme un saboteur devrait être immédiatement mis à pied, congédié et sanctionné. Dans la déontologie de la haute fonction publique, la désobéissance civique est considérée comme un crime contre l'État. Un ambassadeur qui refuserait d'appliquer les instructions du nouveau Quai d'Orsay encourrait la peine appliquée à tout agent convaincu d'intelligence avec l'ennemi.

Existe-t-il encore de grands serveurs de l'État qui travaillent pour servir et non se servir ?

La France est née de la rencontre de deux pouvoirs qui conjuguent leurs ordres respectifs : le pouvoir de décision qui engage l'État et le pouvoir d'exécution qui applique les normes, les règles permettant à la fois le renouvellement des voisinages affectifs et leur pérennité de génération en génération. C'est le miracle français d'avoir su transmettre jusqu'à nous ce couple harmonieux où chacun est à sa juste place. L'expression que vous utilisez est du Vigny dans le texte. Elle est magnifique. Elle rappelle la phrase de l'évangile : « *Demeurez en tenue de service, et gardez vos lampes allumées.* » Quand on entre dans la fonction publique, on devient en effet un « serviteur de l'État ». Un serviteur de l'État exécute un service oblatif et non pas captatif. Il efface son nom, sa personnalité et ses opinions derrière le cachet de la puissance publique. Quand j'ai entendu ces rumeurs sur ces actes antidémocratiques qui seraient en préparation, mon cœur d'ancien fonctionnaire a saigné. J'espère que nos agents publics sauront se dresser, se lever, pour que leur honneur ne soit pas sali. Aujourd'hui, la France va parler, il faudra respecter ce qu'elle nous aura dit. L'État ne doit pas être livré à la faction d'un enfant qui casse son jouet après avoir tiré la nappe et cassé toute la vaisselle. Les Français réclament trois choses : de l'ordre, de l'ordre, de l'ordre. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JULES TORRES

L'événement

Matignon

Bardella prépare la cohabitation

CRÉDIBILITÉ Face au poids de la fonction qui pourrait lui incomber dans dix jours, le président du RN a conscience qu'il n'y a aucune place pour l'improvisation

Jordan Bardella a l'habitude de citer à ses proches la célèbre phrase de Pierre Mendès France : « Gouverner, c'est choisir. » C'est ce qu'il a fait en repoussant *sine die* la publication de son livre, censé paraître après les élections européennes. Les deux semaines qu'il vient de traverser devraient apporter matière à de nouveaux chapitres. « Qui se souvient du livre ? » plaisante-t-il auprès des membres de son cabinet. Mais là n'est pas l'essentiel. En septembre, s'il obtient une majorité absolue dimanche prochain, il devra batailler pour faire passer son premier budget à Matignon.

Pour atteindre cet objectif, il faut d'abord obtenir le meilleur score dès ce soir, et viser la majorité absolue au second tour. Le mode de scrutin, longtemps défavorable au RN, ne constitue plus un obstacle. Si en 2017, malgré la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, le FN n'avait obtenu qu'une poignée de députés, en 2022, l'arrivée de 88 élus lepénistes a démontré que le parti avait désormais les mêmes chances que les autres. Enfin, le score canon de Bardella aux européennes achève d'installer dans l'opinion l'idée que le RN est un aspirant légitime à l'exercice du pouvoir. « L'histoire s'accélère et je crois que nous pouvons gagner », assure-t-il auprès du JDD. Ce ne sont pas les sondages qui vont le contredire. Selon notre dernier baromètre OpinionWay, CNews, Europe 1 et

le JDD, le RN est crédité de 36 %. En deux ans, il a doublé son score aux législatives. « Si dans les sondages on fait fois 2, en termes de députés, ça peut faire fois 3 », souligne-t-on du côté de l'état-major du parti. De fait, Bardella a gagné plus de quatre points en seulement vingt jours de campagne.

Bardella assure avoir tout son gouvernement en tête

Et comme on ne change pas une équipe qui gagne, il a repris les mêmes ingrédients que lors de la campagne des européennes : incarner l'apaisement face à la « bordélisation et à l'insurrection » de LFI, dénoncer les « mensonges et le bilan » de Macron et la « fracasse du système ».

Outre une présence quasi quotidienne dans les médias, son premier défi a été de présenter un programme pour Matignon, bien différent de celui d'une campagne présidentielle, pensé et budgété pour cinq ans. Bardella doit avant tout rassurer les marchés financiers, les milieux économiques et les électeurs de droite, et surtout dissiper les doutes. Il a tenté de donner un calendrier. D'abord, les mesures d'urgence : baisse de la TVA sur l'énergie, annulation de la

réforme de l'assurance-chômage, suppression du droit du sol, de l'aide médicale d'État et restriction du regroupement familial. Ensuite viendra le temps des réformes de fond dans le cadre du premier budget présenté par sa majorité.

En plus du programme, le potentiel futur Premier ministre doit également trouver des personnalités pour incarner ses propositions. Il consulte et rencontre divers profils. Cette semaine, il a évalué de nouveaux candidats potentiels pour des postes ministériels et pour diriger les cabinets. Parmi eux, des conseillers d'État, des polytechniciens, des préfets et des administrateurs.

Composer un gouvernement est toujours un défi, encore plus pour le RN où les figures crédibles ne sont pas légion. Jordan Bardella assure avoir tout son gouvernement en tête, mais pour l'heure, rien ne fuit. En matière économique, le seul visage connu du parti, souvent envoyé sur les plateaux télé pour ces questions, est celui du député de la Somme, Jean-Philippe Tanguy. Cependant, Marine Le Pen lui aurait déjà indiqué que ce ne serait pas son rôle. Signe que la patronne suit tout cela de près. En dehors d'Henri Proglio, ancien président-directeur général d'EDF, un autre nom émerge, celui de François Durvy. Ce polytechnicien de 41 ans, chez qui Marine Le Pen avait préparé son débat de second tour face à Emmanuel Macron en 2022,

dirige Otium Capital, une société de capital-investissement gérant 1,5 milliard d'euros.

Autre sujet sensible pour Bardella, à qui confier Beauvau ? En effet, le nouveau ministre de l'Intérieur pourrait dès son entrée en fonction faire face à un climat politique et social éruptif. Plusieurs noms circulent : Eric Ciotti, Fabrice Leggeri (prise de guerre des européennes et ancien directeur de Frontex), et Thibault de Montbrial (président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure). Pour la Justice, Jean-Paul Garraud, ancien magistrat passé par le RPR et l'UMP, semble tenir la corde. Autre portefeuille régali, celui des Affaires étrangères, qui pourrait aussi convenir à Eric Ciotti (voir ci-contre).

« Tel Néron, Macron aura mis la France à feu et à sang et partira »

Parmi les diplomates compatibles avec le RN, Xavier Driencourt apparaît comme une option plausible. Pour l'Éducation nationale, la fin de campagne catastrophique de Roger Chudeau, désavoué par Marine Le Pen après ses propos sur la binationnalité, semble écarter l'ancien « monsieur Éducation » de François Fillon de la rue de Grenelle.

Parviendrait-il à former le gouvernement de demain, demeurerait une inconnue : comment exercerait-il le pouvoir ? À l'Élysée, certains le voient en marionnette de Marine Le Pen. « En tant que présidente de groupe, Marine Le Pen sera le premier soutien et la première légitimité du Premier ministre », réplique l'entourage de la triple candidate à la présidentielle. Car en période de cohabitation, le gouvernement et le Premier ministre tirent leur légitimité de leur majorité. Cela n'empêche pas Marine Le Pen de continuer à nourrir ses propres ambitions pour 2027. Voir plus tôt en cas de démission d'Emmanuel Macron. Au RN comme chez Renaissance, ou chez les Républicains, certains prédisent déjà que le président n'ira pas au terme de son mandat. « Tel Néron, il aura mis la France à feu et à sang et partira », glisse-t-on dans l'état-major du RN. Chez Renaissance, on table davantage sur une nouvelle dissolution dans un an.

Mais avant de songer à l'après, il faut rester concentré sur le second tour, dans cette dernière ligne droite où l'on n'est jamais à l'abri d'un imprévu. Bardella compte poursuivre un registre binaire qui efface d'emblée le camp présidentiel : un « saut dans le chaos » avec Mélenchon ou le « choix de la raison » avec lui. Car livre ou pas, il entend bien tourner une page. ●

JULES TORRES

Pour Jordan Bardella, l'histoire s'accélère. À seulement 28 ans, il pourrait devenir Premier ministre.



BLONDET ELIOT/ABACA

L'événement



Marine Le Pen dirigera le groupe RN à l'Assemblée, Eric Ciotti devrait occuper un ministère régalien de premier plan.

Eric Ciotti En position de force

PARI Promis à des « responsabilités importantes » dans un futur gouvernement Bardella, le député des Alpes-Maritimes sera l'un des hommes clés ces prochaines semaines

Le premier déjeuner de la nouvelle vie d'Eric Ciotti a eu lieu dans l'ancien pavillon de chasse de Louis XIV. C'était avec Marine Le Pen et Jordan Bardella. Chez Laurent, ce restaurant niché dans le premier carré de verdure des Champs-Élysées où se croisent depuis toujours hommes d'affaires, personnalités médiatiques et politiques. Le lieu avait été transformé en guinguette pendant la Révolution. Eric Ciotti, lui, vient de faire la sienne. En brisant le fameux « cordon sanitaire » établi par Jacques Chirac pour empêcher à l'époque toute alliance avec le FN, il a scellé une alliance historique avec le Rassemblement national pour les élections législatives.

Depuis ce choix qui lui a valu de nombreuses attaques et une procédure en référé dont il est sorti conforté, le député des Alpes-Maritimes ne s'est jamais senti aussi en phase avec lui-même. « Je me sens libéré, confie-t-il au JDD. Libéré des chaînes de l'immobilisme qui nous entravaient, j'ai sauvé notre famille politique. » Après deux années à la tête des Républicains, Ciotti est convaincu que le parti était « en fin de vie », « voué à disparaître », tiraillé entre Macron et Le Pen. Il ressent d'autant plus cette libération en observant le comportement de ses anciens amis. « Si je n'avais pas agi, j'aurais été complice d'une collusion où les Républi-

cains dissidents négocient en sous-main avec Renaissance pour qu'il n'y ait aucun candidat macroniste face à la moitié des sortants LR. »

Beauvau, Bercy, le Quai... Ciotti a l'embarras du choix

Entre Macron et Bardella, Ciotti n'a eu aucune hésitation. N'avait-il pas déjà assumé de choisir Zemmour contre Macron en cas de duel entre les deux au second tour en 2022 ? Cela ne l'avait pas empêché d'arriver en tête au premier tour de la primaire de la droite, signe que les adhérents étaient sans doute prêts à une alliance avec le RN. « Cela aurait dû alerter mes amis », insiste-t-il. De fait, un récent sondage Ifop pour le JDD indique que la majorité des sympathisants LR soutiennent l'alliance conclue aujourd'hui par Ciotti avec le parti de Bardella.

Eric Ciotti y a gagné un statut de partenaire central dans l'hypothèse d'une majorité absolue du RN. « Il reviendra à l'Assemblée sans doute avec plus de députés que nous », se désole un député LR. En effet, avec une forte participation – et donc des triangulaires –, de nombreux

députés Républicains pourraient perdre leur siège tandis que les candidats du courant ciottiste pourraient arriver en force et former un groupe d'une trentaine d'élus...

Mais l'avenir de Ciotti, en cas de victoire du RN, se dessine au sein du gouvernement. Dans le JDD, Jordan Bardella a confirmé qu'il serait bien ministre, à des « responsabilités importantes », sans préciser encore avec quel portefeuille. Connue pour sa ligne ferme sur l'immigration, la sécurité et la lutte contre l'islamisme, sur le modèle de Charles Pasqua, Ciotti est un prétendant naturel au ministère de l'Intérieur. Mais son expérience et ses qualités pourraient aussi être utiles à Bercy. « Il incarne une rigueur budgétaire rassurante pour les patrons et les marchés », souligne-t-on du côté du RN. Sa présence aux côtés de Jordan Bardella devant le Medef il y a quelques jours n'est pas anodine. Beauvau, Bercy, ou encore un grand ministère des Armées, le Quai d'Orsay – où le RN cherche un profil expérimenté pour négocier avec les pays du Maghreb et faire respecter la voix de la France à l'international. Dans tous les cas, Eric Ciotti, si Bardella l'emporte, tiendra un rôle central pour lester la crédibilité du nouveau gouvernement. ●

JULES TORRES

À l'Élysée, Le temps s'est arrêté...

TORPEUR Il flotte comme une ambiance de fin de règne dans les couloirs du palais présidentiel où l'on attend avec fébrilité les résultats du premier tour des législatives

Sous un soleil de plomb, une colonie d'une quinzaine de personnes patiente sur le trottoir, derrière des barrières en métal, en face du palais de l'Élysée. Sac à dos, sandales, bermuda, casquette, les visiteurs aux allures de vacanciers sont emmenés par groupes de trois vers le porche d'entrée. « Vous êtes en visite touristique ? – Non, non, on est en repérage pour le tournage d'un film ! » Sur le côté, un collaborateur du Premier ministre en costume-cravate attend son tour pour passer la barrière, il a rendez-vous avec le directeur de cabinet du président de la République. Encore sous le choc de la dissolution, il se désole. « Ce matin, ma fille de 13 ans est venue me voir avec son portable, elle suit Bardella sur TikTok. Elle m'a demandé : "C'est vrai qu'il est d'extrême droite Bardella ? Il a l'air super cool pourtant !" » Entre deux groupes d'intermittents, le costume cravate parvient à prendre la priorité.

Au premier étage du palais, une secrétaire interloquée regarde des gens en tenues légères fouler le gravier de la cour – ce qui en principe est rigoureusement interdit par le règlement militaire en vigueur à l'Élysée. Certains miment avec les mains l'objectif d'une caméra. Tout cela sous les yeux de cinq colosses du service de protection du président, en mode détente.

Il règne dans les couloirs un silence inhabituel, aucun bruit de pas provenant des étages supérieurs, pas le moindre signe d'activité, photocopieuses en veille... Même en l'absence du président, parti à Bruxelles pour un Conseil européen, l'Élysée n'est jamais figé, éteint. Le calme qui règne en ce jeudi midi ressemble au silence des monastères.

Reçu quelques minutes par un collaborateur du président pour un bref échange, on comprend qu'il a fallu aux conseillers du « PR » force

insistance pour le convaincre de se faire discret d'ici le premier tour. Comme pour souligner sa mise à l'isolement après une décision qu'il aurait bien prise seul, et non sur les conseils d'un pseudo-quarтерon d'influents courtisans, son plus proche conseiller, Clément Léonarduzzi, a avoué ces jours-ci qu'il n'a jamais suggéré ou approuvé la dissolution au soir du 9 juin. Ce qui ne l'empêche pas de s'être mis en congé de Publicis, pour revenir coordonner la communication de la majorité présidentielle en crise, depuis le siège de Renaissance.

Les ministres, au milieu de bureaux dont certains sont déjà vidés, reçoivent les journalistes, et – en off – s'acharnent sur le président. « Il a buggé ! s'emporte un poids lourd du gouvernement, il

La fidélité est une vertu fragile en politique

est en train de comprendre qu'on est au bord de la crise de régime, et le plus grave, c'est qu'il n'a aucun plan. Si le Rassemblement national a la majorité absolue, les institutions de la V^e République n'apporteront aucune réponse. »

Rares sont les voix pour défendre celui que ministres et collaborateurs ont vénéré depuis sept ans, bienheureux d'être conviés à la table du pouvoir. Reconnaissance et fidélité sont des vertus fragiles en politique. Un ministre, peut-être le seul, s'en désole et dénonce « ceux qui, il y a six mois encore, lui écrivaient pour le supplier de rester ministre et qui aujourd'hui lui crachent à la gueule ! » Et d'ajouter : « Ça m'insupporte ! » ●

ANTONIN ANDRÉ



Jeudi 27 juin dans la cour de l'Élysée.

ANTONIN ANDRÉ

L'événement

Nouveau Front populaire Pour Glucksmann, nécessité fait loi

DEVOIR Le député européen s'est résigné à s'asseoir sur ses convictions pour faire barrage au RN, quitte à s'allier avec les Insoumis qui l'ont dénigré et insulté ces dernières semaines

Envoyé spécial, Rouen

Le soleil de la fin d'après-midi inonde la façade ouvragée de Notre-Dame de Rouen. Sur le parvis de la cathédrale, des écoliers batifolent devant une scène en cours d'installation. Dans un peu plus d'une heure, le député européen Raphaël Glucksmann y prendra la parole lors d'un ultime meeting de soutien à la candidate socialiste Florence Hérouin-Léauté, investie par le Nouveau Front populaire (NFP). Ces derniers jours, le troisième homme des élections européennes a multiplié les déplacements auprès des candidats estampillés Place publique ou Parti socialiste. Après l'Essonne aux côtés de Jérôme Guedj, le Tarn-et-Garonne, en soutien de Valérie Rabault, et une kyrielle d'autres apparitions un peu partout en France, le voilà donc à Rouen, sur les terres du maire socialiste Nicolas Mayer-Rossignol.

Attablé à la terrasse d'une brasserie au pied de la cathédrale, Raphaël Glucksmann échange avec des militants et sympathisants. Ici, personne n'est vraiment séduit par cette alliance scellée en trois coups de cuillère à pot par les différentes composantes de

la gauche après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, mais tous s'accordent sur la nécessité de conjurer la « menace de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ». Tout de même, la perspective d'avoir à choisir entre un Insoumis et un frontiste au deuxième tour en démoralise certains : « On fera barrage, bien sûr, mais ça ne sera pas de gaité de cœur », concède Lucie, une militante associative sympathisante Place publique. « Et toi, Raphaël ? Ça donne quoi dans la circo où tu votes ? » l'interroge une élue socialiste. L'essayiste ébauche un sourire : « J'ai de la chance, c'est une écolo chez moi. Heureusement que je ne vote pas dans le 9^e ! » Dans cet arrondissement parisien où il réside, le Nouveau Front populaire a investi le candidat insoumis Raphaël Kempf.

Intrigué par le petit attroupe-ment sous les tonnelles rouges de la brasserie Paul, un couple de badauds s'approche. « Ah, c'est Glucksmann qui fait la retape pour la Nupes », lâche l'homme. « Le Front populaire », le reprend son épouse. « Tu parles ! C'est du même tonneau. » Aux européennes, Yves et Isabelle, tous deux fraîchement retraités, ont voté des deux mains pour l'essayiste, croyant sincère-

À Rouen, vendredi, le député européen a dénoncé la fausse équivalence entre les extrêmes.

ment au retour d'une « gauche raisonnable ». Mais la dissolution est passée par là et Raphaël Glucksmann a perdu la main. « Enfin, rien ne l'obligeait à se commettre avec des gens qui l'ont insulté pendant toute la campagne », s'agace Yves. Comme un tiers des électeurs de la liste PS-Place publique aux élections européennes, le couple ne votera pas pour le Nouveau Front populaire aux législatives. Pour qui alors ? « Peut-être la majorité, peut-être blanc. »

Comment les convaincre, ces électeurs qui ont le sentiment d'avoir été cocufiés ? Le maire de Rouen comprend leur désarroi, parfois leur colère, mais insiste sur le danger supérieur de l'accession au pouvoir du Rassem-

blement national : « À ceux qui doutent, je leur dit que cette coalition est la seule façon de s'opposer à l'extrême droite, c'est de l'arithmétique. La majorité présidentielle est morte, c'est Édouard Philippe lui-même qui l'a dit », souligne Nicolas Mayer-Rossignol auprès du JDD. Mais peut-on raisonnablement prétendre lutter contre le RN en s'alliant avec un parti, les Insoumis, dont les provocations à répétition contribuent à le renforcer ? La gêne se lit sur le visage de l'édile. « Oui, on peut, lâche-t-il après un court moment de silence. Mettez-vous à notre place, nous n'avons pas le choix. On ne fait pas barrage tout seul ! Bernard Cazeneuve a refusé l'alliance, il est où aujourd'hui ? » Sur

la question spécifique du parti de Jean-Luc Mélenchon, il appelle à ne pas confondre des dérives individuelles et un système.

Du Lider Maximo il sera beaucoup question tout au long de l'après-midi. Replié à l'intérieur de la brasserie, Raphaël Glucksmann s'agace devant une poignée de journalistes de la place accordée au fondateur de la France insoumise « qui ne sera pas Pre-

Le risque d'une majorité RN efface tous les autres

À Massy La guerre des gauches

DIVORCE Refusant l'étiquette Nouveau Front populaire, le socialiste Jérôme Guedj affronte une candidate dissidente.

Plus facile de choisir ses cerises que son candidat, pour Saïd. Devant les étals chamarrés du marché de la place de Narbonne, à Massy, le retraité encore indécis ce vendredi matin assure que ce sera « l'un des deux ». Les deux, ce sont Jérôme Guedj, député sortant, et son ancienne suppléante Hella Kribi-Rom-

dhane, entrée en dissidence après vingt-cinq ans à ses côtés. Cette 6^e circonscription de l'Essonne fait exception : ici, le label Nouveau Front populaire (NFP) n'a pas rassemblé, mais fracturé. Jérôme Guedj a refusé les couleurs de son investiture par la coalition des gauches, « par devoir de vérité et de loyauté

envers les électeurs ». Il arbore donc sur ses affiches et tracts les logos des partis de gauche, à l'exception de LFI et du Nouveau Parti anticapitaliste. En face, Hella Kribi-Romdhane, écologiste de Génération-s et conseillère municipale de Massy, se présente au nom du Nouveau Front populaire.

Deux notoriétés s'opposent, celle du député sortant, bien implanté en Essonne, et celle d'une « marque » récente mais déjà puissante. « Contre le RN ! » lance Irina à la volée en proposant un tract NFP. La jeune femme, tendance LFI, préfère l'union d'une « gauche écologiste, sociale, antiraciste ». Un de ses camarades appuie : « Dans cette circonscription multiculturelle, il faut un rassemblement le plus large possible. » « Votre député Jérôme Guedj, contre l'extrême droite ! » lance le candidat lui-même, au coin opposé du marché.

Elu il y a deux ans sous la bannière Nupes, Guedj ne devra rien à LFI cette fois, assure-t-il en tirant sur sa cigarette, avant de revenir sur cette rupture pro-

gressive. Il regrette que LFI n'ait appliqué que la moitié du mot d'ordre « radicalité et solennité », prôné par Clémentine Autain au début de la législature. Les violentes attaques personnelles de Jean-Luc Mélenchon, son ancien mentor, sur fond de conflit israélo-palestinien, ont consommé le divorce.

Le camp présidentiel n'a pas présenté de candidat face au socialiste : un soutien implicite. Le baiser de la mort ? « Il est quand même très difficile de faire de moi un macroniste », balaie Guedj en souriant. Même si la liste Bardella y est arrivée en tête aux européennes (19,2 %), la circonscription semble promise à la gauche. Mais laquelle ? Le duel a des airs de primaire et les rivaux envisagent un désistement en cas de triangulaire dangereuse. « La profession de foi du second tour n'est pas facile à préparer », reconnaît Jérôme Guedj. À deux pas, Sarah tracte avec ferveur pour lui. Et pour la survie d'une gauche à l'ancienne ? « D'une gauche républicaine », corrige-t-elle.

mier ministre ». « Le sujet de cette élection, ce n'est pas Jean-Luc Mélenchon, mais le risque d'une majorité absolue pour le RN. Et ce risque-là efface tous les autres », poursuit-il. Et pourtant, Dieu sait à quel point cette coalition lui coûte. En début de soirée, devant quelque 300 sympathisants réunis sur un parvis clairsemé, il en parlera en termes d'« unité d'action électorale », comme pour souligner le caractère purement circonstanciel de cette alliance. Alors oui, il « ne [peut] pas supporter certaines idées de Jean-Luc Mélenchon et de ses sbires », mais il « n'est pas moral de ne pas hiérarchiser les périls », s'époumone le quadragénaire. La sortie en fait tiquer certains dans l'auditoire : « À une heure où nous avons besoin d'unité, cette petite phrase est assez malvenue », déplore Stéphane Martot, conseiller municipal écologiste de Rouen. « Il ne peut pas s'empêcher », s'agace Thomas, un militant Insoumis. Le jeune homme n'a pas non plus apprécié la promesse de l'essayiste à la fin du meeting de bâtir « une gauche humaniste sans outrance ni violence » au lendemain du 7 juillet. « Ce message nous était clairement destiné, mais il oublie qu'à la fin, c'est le parti qui a le plus de circo qui impose son tempo. Et ça ne sera pas le sien. » À gauche, les retrouvailles n'auront qu'un temps. ●



LOU BENOIST/AFP

L'événement

Laurent Wauquiez Le combat qu'il attendait

RETOUR En désaccord avec Éric Ciotti sur l'alliance avec le RN, celui qui était il y a peu le « candidat naturel » de LR pour 2027 choisit de retourner dans l'arène politique. Risqué

Envoyé spécial à Yssingeaux (Haute-Loire)

Yssingeaux, sous-préfecture de la Haute-Loire, 19 heures. La place centrale de cette commune de 7 000 âmes est déserte, la plupart des boutiques fermées. L'écho d'un match de foot à la télé indique qu'un troquet est encore ouvert. Accoudés au zinc, les trois clients du Central Bar ont les yeux rivés sur la rencontre Ukraine-Belgique, « une purge ». Savent-ils que le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes tient une réunion publique à 20 heures dans la commune ? « Non. Enfin, j'ai peut-être

VERO MARTIN/HANS LUCAS/AFP



Le 11 juin, à Yssingeaux (Haute-Loire), Laurent Wauquiez annonce sa candidature.

Il a beau jouer à domicile, le match n'est pas gagné

dû entendre parler de ça » ; « Ah, d'accord. » L'information glisse sur le zinc du bar sans laisser la moindre trace. L'essentiel est ailleurs, à la télé donc : « On risque de se taper la Belgique en huitième. »

Direction le foyer rural, une bâtisse perchée sur les hauteurs de la ville offrant une vue imprenable sur les sucres, ces dômes volcaniques caractéristiques de la région. Si attaché qu'il soit à ce morceau de France, Laurent Wauquiez n'imaginait sans doute pas devoir y

battre la campagne des législatives sur son nom il y a encore quelques semaines. L'ancien ministre a beau jouer à domicile, le match n'est pas gagné. Ici, le RN a réalisé une performance : 37,7 % aux européennes dans le département. Et si certains qui ont voté Bardella le 9 juin choisiront Wauquiez ce dimanche – « Il est de chez nous et puis il est de "droite-droite" », fait valoir Corinne, 58 ans –, d'autres sont à convaincre – « Voyons d'abord ce qu'il a à dire », tempore son voisin. 20 h 15, l'homme du jour fait son apparition. L'accueil est chaleureux, le tutoiement de rigueur. Laurent Wauquiez connaît tout le monde, nomme les gens par leur prénom, s'enquiert de la bonne marche de tel commerce, du parcours scolaire du petit dernier. C'est en bras de chemise qu'il se

présente devant un auditoire de quelque 150 personnes, dont une majorité de tempes grises.

D'emblée, il prévient qu'il ne s'attardera pas sur son adversaire frontiste, un « parachuté complet qui habite en Belgique et vote à Nice ». Non, ce soir, Laurent Wauquiez défend son choix d'être candidat. « Cette crise profonde dans laquelle s'enfoncé le pays » et à laquelle « il ne saurait se résoudre ». Et de dresser l'inventaire de tout ce qui tombe en quenouille dans le pays : l'école, la santé, la sécurité, la justice ou encore les comptes publics. Bref, « il faut tout rebâtir ! » Et pour cela, la France a besoin d'un vrai chef de chantier. Une personne qui, à l'instar de Georges Pompidou, « a les deux pieds sur le territoire et le regard qui porte au-dessus de la colline ». Une personne comme

Laurent Wauquiez ? « En tout cas, moi, je peux tous vous regarder et affirmer qu'on a tenu tous nos engagements pour le territoire. Et ce qu'on fait pour la région et le département, on peut le faire à l'échelle nationale. » Le candidat déroule ses priorités dans un registre offensif : en finir avec la bureaucratie parisienne qui « est en train de tuer notre pays », rétablir l'ordre et l'autorité dans une société où « on excuse les délinquants et ignore les victimes », redonner du sens au travail en empêchant qu'une personne « gagne plus au chômage qu'en bossant ». Wauquiez fait mouche, l'assistance hoche la tête à l'unisson, jusqu'à ce qu'une question de la salle ramène tout le monde à une réalité plus terre à terre : « Même si tu es élu, comment vas-tu peser dans une Assemblée où

le rapport de forces te sera défavorable ? » Laurent Wauquiez marque un court silence, puis reprend doucement : « Tu sais combien ils étaient aux côtés du général de Gaulle quand il est parti en 1958 ? Deux : Pompidou et Debré. » Cette fois, la formule provoque plutôt des soupirs, comme si l'invocation rituelle du père fondateur de la V^e République avait fini par lasser jusqu'au peuple de droite. Wauquiez serait l'homme providentiel de gaullistes en perdition ? Le sénateur LR du coin s'enflamme : « Le parti, ce ne sont pas que les députés, mais aussi 140 sénateurs LR et des milliers d'élus locaux. Et parmi eux, beaucoup croient en Laurent Wauquiez. » En silence, serait-on tenté d'ajouter. ●

VICTOR-ISAAC ANNE

Frédéric Dabi (Ifop) « Ces législatives sont les élections de la trouille »

PARTICIPATION Les Français pourraient battre tous les records de participation aux élections législatives depuis l'instauration du quinquennat. Décryptage

Frédéric Dabi est directeur général de l'institut de sondage Ifop.



ROMUALD MEIGNEUX/SIPA

INTERVIEW

Depuis l'annonce de la tenue de ces élections législatives, le taux de participation mesuré par les instituts de sondage ne cesse de monter, 63 %, 65 %...

Ça peut encore monter plus haut ?

Oui, nous sommes dans une dynamique de participation complètement inédite. 67 %, le dernier taux mesuré par l'Ifop est de 18 points plus élevé que la participation – pour la France métropolitaine – en 2022. Je vois trois raisons à cela.

La première : on reste sur la dynamique de la participation élevée des européennes, qui a atteint 52 %.

Deuxième raison : la configuration de la dissolution, qui provoque des législatives décorréées de l'élection présidentielle. En 1997, au premier tour des législatives provoquées par Jacques Chirac, le taux de participation était de 67,8 %.

Enfin, nous vivons des élections sous tension. À l'Ifop, nous avons mis en place un indice permettant de mesurer chaque mois l'optimisme des Français depuis les années 1980. Ce taux est tombé en juin à 17 % ! En janvier, 35 % de nos concitoyens avaient encore confiance en l'avenir. Ces élections sont les élections de la trouille, de l'incertitude en l'avenir. Et la trouille n'épargne personne ! Jeunes, retraités, actifs, la mobilisation grimpe dans toutes les classes d'âge, dans toutes les catégories professionnelles.

Cette très forte participation risque de provoquer un grand nombre de triangulaires. Est-ce ce qui rend aléatoires les projections en siège ?

Les législatives sont le seul scrutin en France dans lequel le taux de participation a une répercussion sur le second tour. Aux municipales, vous passez la barre des 10 %, que la participation ait été

de 20 % ou de 80 %, vous pouvez vous maintenir au second tour. Aux législatives, pour vous maintenir, vous devez rassembler au moins 12,5 % des inscrits. Donc plus le nombre de votants est élevé, plus vous avez une chance d'y parvenir. C'est la raison pour laquelle nous prévoyons à ce stade entre 150 et 200 triangulaires.

À qui profite cette configuration, c'est toute la question ?

A priori, plus il y a de triangulaires, plus c'est bon pour le RN, puisque mécaniquement, en cas de maintien de trois candidats au second tour, cela favorisera sa victoire. En revanche, si les candidats de la gauche et ceux de la majorité présidentielle se mettent d'accord pour le désistement en faveur du candidat le mieux placé, le résultat devient beaucoup plus incertain. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTONIN ANDRÉ

L'événement

L'après-Macron Jour 1

SUCCESSION Le mandat d'Emmanuel Macron s'est arrêté le 9 juin au soir avec l'annonce de la dissolution. La bataille pour lui succéder comme candidat du « bloc central » commence

PAR ANTONIN ANDRÉ

Édouard Philippe L'affranchi



CASTEL FRANK/ABACA

À l'inverse de ce qu'Emmanuel Macron prétend, Édouard Philippe estime qu'il ne lui doit rien, pas plus qu'à Nicolas Sarkozy, auquel il n'a jamais prêté allégeance, « *et qui ne lui a jamais rien donné* », glisse un de ses proches. Sous la présidence Sarkozy, Philippe est resté simple conseiller général de Seine-Maritime avant d'être élu député en 2012. Quand Darmanin et Le Maire prenaient leur carte chez Renaissance, lui s'y refusait, préférant créer Horizons après son départ de Matignon. Tissant son réseau d'élus locaux, s'astreignant à une loyauté (presque) sans accroc à l'endroit du président, « Doudou » Philippe tape dur depuis l'annonce de la dissolution. Et pour cause, « *ce n'était pas son timing* », peste-t-il en privé. « *Ça fait quatre ans qu'on le cogne en disant qu'il a fumé les vapeurs du Havre en rêvant à l'Élysée*, assène un proche, maintenant au moins, il est totalement libre. »

Bruno Le Maire Le solitaire



THIBAUT CAMUS/AP/SIPA

Est-ce par mimétisme ou par déterminisme ? Il y a quelque chose en lui de Dominique de Villepin. Cette façon romanesque d'appréhender la conquête du pouvoir en ne croyant qu'en soi-même contre tous les codes et usages de la politique. Bruno Le Maire n'a plus d'attaches et donc plus « *d'après* ». Aucune base électorale – élu à trois reprises député de l'Eure, il s'était engagé à ne pas faire plus de trois mandats –, aucun retour possible dans la haute fonction publique – dont il a démissionné –, et sans doute peu de chances de se recaser dans le privé sans risquer le conflit d'intérêts, après avoir été sept ans ministre de l'Économie. Pour autant, il n'a renoncé à rien. « *Je vais continuer à faire de la politique et avec l'ambition de peser dans le redressement du pays*, confie-t-il en privé. – *Comment ? – Vous verrez* », répond-il énigmatique.

Gérald Darmanin Le caméléon



HENRI SZWARC/STARFACE

Méthodique, redoutable politique, le ministre de l'Intérieur fut longtemps un proche de Xavier Bertrand, avant de devenir coordonnateur de la campagne de Nicolas Sarkozy lors des primaires de 2016, puis de faire campagne aux côtés de François Fillon. Il rédige alors l'une des tribunes les plus violentes contre Macron sous le titre « *le bobopopulisme de monsieur Macron* », avant de devenir en mai 2017 son ministre des Comptes publics. Déçu de ne pas avoir eu Matignon à l'été 2023, Darmanin a l'art de doser des rapports parfois conflictuels avec Macron. Il est l'un des seuls ministres à toujours avoir eu l'oreille du président au point de peser sur ses choix. Y compris sur celui de la dissolution. Après son probable retour à l'Assemblée, Darmanin compte étendre en 2026 son fief de Tourcoing à la communauté urbaine de Lille. D'un commun accord avec son ami Édouard Philippe, en 2027, le mieux placé des deux aura le soutien de l'autre.

Laurent Wauquiez Le revenant



GREGOIRE ELODIE/ABACA

Paradoxalement, la crise chez Les Républicains offre au président de la région Auvergne-Rhône-Alpes une rampe de lancement idéale pour retrouver un rôle central dans la politique nationale. Lui qui n'a jamais renoncé à être candidat à la présidentielle en 2027 a retrouvé le goût et le sens du combat : « *Nous allons reconstruire un pôle, qui sera peut-être petit au début, qui apportera de la sagesse et de la stabilité*, promet-il à ses troupes, *il va falloir tout reconstruire, et je vais essayer de m'y atteler, afin de proposer une vraie alternative dans trois ans !* » Convaincu que les valeurs de la droite sont majoritaires parmi les électeurs, Wauquiez reproche à Macron d'avoir voulu effacer les sujets idéologiques et culturels. Mais à la différence d'Eric Ciotti, il compte aller chercher l'alliance avec les électeurs, y compris ceux qui votent RN, en récusant les accords d'appareils.

Gabriel Attal Le cuirassier



XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

Vingt-quatre heures sans desserrer les dents. Lorsqu'Emmanuel Macron lui assène le choix de la dissolution alors que d'autres ont été informés avant lui, Gabriel Attal « *prend acte* » de la décision du président. Il lui faudra vingt-quatre heures pour encaisser. Vingt-quatre heures avant de remonter à cheval devant le groupe Renaissance à l'Assemblée nationale pour lancer les troupes dans la campagne. L'une des forces de Gabriel Attal est de n'avoir jamais cédé à la colère et à l'emportement contre Emmanuel Macron, au moins en public. Des désaccords, mais jamais de reproches, encore moins d'insultes. Même quand le président, méprisant, le désigne comme son « *petit frère* ». Entré en politique à 18 ans comme stagiaire à l'Assemblée, le bon élève de la macronie s'est construit un blindage pour encaisser du lourd. Il prépare la suite : ressouder une majorité « *centrale* », rebâtir le parti, en explosant au passage le carcan étrié de l'héritier.

La femme ou l'homme providentiel L'inconnu(e)

Sur les routes de la 14^e étape du Tour de France ce 16 juillet 2011, entre Saint-Gaudens et le plateau de Beille, un candidat à la primaire socialiste relit le texte de l'interview qu'il a accordée au journal *Le Monde*. Au téléphone avec son conseiller économique, le candidat suit scrupuleusement les modifications de son expert. Le conseiller économique en question est un jeune associé de la banque d'affaires Rothschild âgé de 34 ans. Il s'appelle Emmanuel Macron. Six ans plus tard, il est élu président de la République. Avec l'essoufflement des partis politiques qui structuraient jusqu'alors la vie politique et exerçaient un monopole sur l'élection présidentielle, l'émergence d'un présidentiable « *hors système* », n'ayant jamais exercé le moindre mandat électoral, peut en une campagne imposer sa candidature. Suivant l'adage gaullien de la rencontre entre un peuple et un homme, le meilleur successeur d'Emmanuel Macron peut très bien aujourd'hui être dans l'anonymat le plus complet.



PIERRE TRÉMOLET

OPTIMISTES

POUR CHANGER LA DONNE

“
**Augmenter nos ressources
en eau disponibles,
ça change la donne !**”

Marta, Responsable d'une usine de traitement
des eaux usées située sur les rives du Llobregat

À Barcelone, Marta et ses collègues
inventent des solutions pour traiter
et réutiliser directement les eaux
usées pour l'irrigation*.
Une façon de ne pas toujours
puiser dans les nappes
phréatiques.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.

Découvrez l'histoire de Marta et des autres Ressourceurs sur veolia.com

* Nos actions en détail : veolia.com/reutilisation-eaux-usees. Crédit photo : Bobby – Fisheye.
Veolia Environnement SA – Capital 3 572 871 835 € – RCS Paris 403 210 032 – 21, rue La Boétie, 75008 Paris.
L'énergie est notre avenir, économisons-la !



Les indiscrets

Poignant avait prévenu Macron

L'ancien maire socialiste de Quimper, compagnon de route de François Hollande et fin connaisseur de la vie politique contemporaine, avait alerté Emmanuel Macron dès le lendemain du second tour des législatives en 2022. « Cette Assemblée sera dissoute », écrivait Bernard Poignant dans une note détaillée envoyée au président de la République. Poignant y décelait le risque de paralysie d'une majorité relative dont l'élargissement aux Républicains était structurellement impossible. Un courrier qu'a exhumé récemment l'un des proches du chef de l'État qui confirme que Macron lit toujours avec attention les notes que l'érudit Poignant lui adresse régulièrement. ●



Législatives : une soirée exceptionnelle sur CNews et Europe 1

Ce dimanche soir, les résultats des élections législatives seront sur toutes les lèvres. Pour cette occasion, CNews, Europe 1 et le JDD mettent en place un dispositif sans précédent pour suivre au mieux les résultats de ce scrutin qui n'a jamais semblé autant intéresser les Français. Dès 17 heures, Romain Desarbres lancera la soirée avec un « before ». À 19 heures, Laurence Ferrari et Pierre de Vilno prendront les rênes de la soirée (en simultané sur Europe 1 de 19 h 30 à 22 h) jusqu'à 22 h 30. Dès 20 h 30, tous les résultats du premier tour ville par ville seront disponibles en scannant le QR code ci-dessus. De 22 heures à minuit, Eliot Deval présentera un « after », et de minuit à 2 heures du matin, Olivier Benkemoun proposera un programme 100 % politique pour aller encore plus loin dans l'analyse des résultats. Les journalistes du JDD (partenaire de cet événement) seront présents tout au long de la soirée électorale. ●

Beaune risque gros

L'ex-ministre des Transports et prétendant à la candidature à la mairie de Paris pour le parti Renaissance d'Emmanuel Macron pourrait tout perdre dans ces législatives. Candidat dans la 7^e circonscription de l'est de la capitale, Clément Beaune affronte Emmanuel Grégoire, premier adjoint d'Anne Hidalgo et lui aussi intéressé par la conquête de Paris en 2026. Réélu de justesse en 2022 face à la candidate Nupes Caroline Mecary, Beaune fait figure d'outsider. S'il chute face à Grégoire, non seulement il ne sera plus député, mais il pourra s'asseoir sur son rêve de succéder à Anne Hidalgo. ●

« Des chiffres et des lettres » de retour ?

Le plus ancien jeu télévisé français va quitter les grilles de France Télévisions à la rentrée. Diffusé pour la première fois en 1972, il n'était plus programmé que le week-end sur France 3 depuis septembre 2022. Cependant, le jeu créé par Armand Jammot, pourrait vivre encore de belles années... Selon nos informations, C8 envisagerait de reprendre « Des chiffres et des lettres » dès la rentrée prochaine. ●

Lescure sur la touche ?

Alerte à France Télévisions après un tweet de Pierre Lescure. Le pilier de l'émission « C à vous » sur France 5, présentée par Anne-Élisabeth Lemoine, pourrait se retrouver dans le viseur de l'Arcom. En cause, son tweet du 15 juin, où il appelle à la « responsabilité politique » en invitant à voter pour le Nouveau Front populaire, qu'il qualifie de « seule force face au RN ». Le chroniqueur de 78 ans verra-t-il son temps d'antenne décompté ? ●

« Grandir » s'engage pour la recherche

Le groupe à la tête du réseau de 800 crèches privées Les Petits Chaperons rouges s'engage via sa fondation aux côtés de l'Institut du cerveau de l'enfant à hauteur de 225 000 euros. Grandir entend soutenir la recherche dans le neurodéveloppement des enfants au cours des mille premiers jours de la vie. Une partie des fonds permettra la promotion de clepsy.fr, plateforme qui prodigue des outils d'accompagnement et de soin aux familles. ●

BONNE SEMAINE >



JULIEN ASSANGE

La conclusion d'une épopée judiciaire de près de quinze ans prend fin. Le fondateur de Wikileaks a retrouvé la liberté et son pays natal, l'Australie. Après avoir passé plus de cinq ans en détention provisoire en Angleterre, Julien Assange a reçu une sentence de 62 mois de prison lors d'un procès qui s'est déroulé devant un tribunal des îles Mariannes, une peine qu'il a déjà purgée. Libéré dans le cadre d'une procédure de plaider-coupable négociée avec la justice américaine, Assange était poursuivi pour la diffusion de centaines de milliers de documents confidentiels américains durant les années 2010.



WILLY SAGNOL

C'est la surprise de ce début d'Euro 2024. Pour sa première participation à un championnat d'Europe, la Géorgie a décroché son billet pour les huitièmes de finale. Après une défaite contre la Turquie, l'équipe dirigée par Willy Sagnol (58 sélections avec les Bleus) a fait sensation en arrachant un nul face à la République tchèque, puis en triomphant du Portugal. Un exploit pour ce petit pays de 40 000 licenciés masculins. Ce dimanche soir à 21 heures, la Géorgie jouera sans pression contre l'Espagne, la seule équipe à avoir remporté ses trois matchs de poule.

MAUVAISE SEMAINE >



REDA BELKADI

La France insoumise a retiré son soutien à Reda Belkadi, candidat de l'alliance de la gauche dans la 1^{re} circonscription du Loir-et-Cher, en raison de « tweets à caractère antisémite ». En 2018, cet ex-conseiller municipal de Vineuil a posté : « Hitler aussi était pro-Israël » et « Moi, j'ai traité un pote juif de youpin devant un prof, ça a mal fini aussi ». Le parti de Jean-Luc Mélenchon a aussi demandé l'exclusion immédiate de Belkadi de LFI.



ALEXANDRE BENALLA

L'ancien collaborateur de l'Élysée a été condamné à trois ans de prison, dont un ferme, pour des violences commises en marge de la manifestation du 1^{er} mai 2018 à Paris. Benalla avait été identifié dans une vidéo amateur par une journaliste du Monde alors qu'il frappait des manifestants protégé par un casque utilisé par les forces de l'ordre. Proche d'Emmanuel Macron à l'époque, il avait justifié ses actions comme un « réflexe citoyen » pour aider des policiers agressés. Il bénéficiera d'un aménagement de sa peine. ●

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le ministère de l'Intérieur a comptabilisé plus de 2 millions de procurations, signe qu'une forte participation est attendue.

À SUIVRE CETTE SEMAINE

Lundi 1^{er} >

La Hongrie prend la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. ● Troisième vague de la cession de 287 magasins Casino à Auchan, Carrefour et Groupement Les Mousquetaires. ● Publication d'une présélection de candidats pour la direction de Sciences Po Paris après la

démission de Mathias Vicherat. ● Tournoi de Wimbledon.

Mardi 2 >

Date limite du dépôt des candidatures pour le second tour des législatives à 18 heures. ● Comparution d'une militante écologiste de Riposte alimentaire après son action contre le tableau

Les Coquelicots de Claude Monet au musée d'Orsay.

Mercredi 3 >

Comparution à Paris de Marco Mouly, l'une des figures de l'escroquerie géante à la TVA, pour organisation frauduleuse d'insolvabilité, tentative d'escroquerie en récidive légale, abus de biens sociaux et recel.

● Décision après avis d'experts médicaux sur la capacité de Jean-Marie Le Pen à participer au « procès des assistants parlementaires du RN » qui s'ouvre en septembre.

Jeudi 4 >

Débat sur les élections législatives sur France 2. ● Fin de la détention provisoire

de l'agresseur présumé de la Première ministre danoise Mette Frederiksen. ● Cérémonie au Japon pour le palmarès hôtelier du guide Michelin.

Vendredi 5 >

24^e édition organisée à Aix-en-Provence par le Cercle des économistes sur le thème « Relier les

mondes vers une réconciliation ». ● Inauguration à Paris d'un campement militaire de 5 000 soldats, baptisé caporal Alain-Mimoun, participant à la sécurisation des Jeux olympiques. ● Jugement de trois mineurs pour avoir menacé de mort sur internet le proviseur d'un

lycée d'Ivry-sur-Seine accusé d'avoir voulu retirer de force l'abaya d'une élève.

Samedi 6 >

Début des vacances d'été. ● Manifestation à Barcelone pour protester contre le tourisme de masse.

Dimanche 7 >

Deuxième tour du scrutin anticipé,

après la dissolution par Emmanuel Macron de l'Assemblée nationale. ● Commémoration de la mort du ministre et résistant Georges Mandel, assassiné en 1944 par la milice en forêt de Fontainebleau. ● Visite du pape François à Trieste pour la 50^e Semaine sociale des catholiques.

MAUBOUSSIN

PARIS
DEPUIS 1827



95€

Sac "Caméra" Cuir d'agneau

Paris. 15, rue de la Paix - 66, av. des Champs-Élysées - 0 805 80 1827 (appel gratuit) - www.mauboussin.fr

Opinion

LA CHRONIQUE DE

Sonia Mabrouk
Néron ou Mac Mahon ?

ÉPISODE 3

Depuis l'annonce de la dissolution, une campagne éclair s'est ouverte avant les législatives des 30 juin et 7 juillet. Sonia Mabrouk vous invite à travers trois fictions à vivre les premières heures de l'après-scrutin comme si nous étions au cœur du pouvoir et dans la même pièce que les principaux protagonistes. Cette semaine, notre chroniqueuse imagine le RN arriver en tête avec une majorité relative

Il est 20 heures, dimanche 7 juillet, et le couperet vient de tomber. Le Rassemblement national n'a pas obtenu la majorité absolue. Avec 252 élus, le RN devient avec ses alliés ciottistes le premier parti d'opposition à l'Assemblée, mais comme l'a indiqué son patron, il ne gouvernera pas le pays. Un scénario envisagé dans les moindres détails le matin même par les leaders frontistes. Après avoir voté à Hénin-Beaumont, Marine Le Pen a convié à déjeuner chez elle Jordan Bardella pour évoquer cette éventualité. Dans la maison de Saint-Nom-la-Bretèche, l'ambiance est à la bonne franquette. Au milieu de la table trône un rôti d'épaule de veau parsemé de lamelles d'ail et accompagné de pommes de terre boulangères tandis qu'en fond sonore, les enceintes crachent du Dalida. « *Paroles, paroles, paroles. Encore des mots, toujours des mots, les mêmes mots* », fredonne la triple candidate à la présidentielle visiblement à la fête. Selon les remontées de terrain à la mi-journée, l'hypothèse d'une majorité relative avec une fourchette haute entre 250 et 280 députés RN tient la corde. C'est le meilleur scénario, exulte la maîtresse de maison qui s'est toujours méfiée du piège de Matignon avant 2027.

Bardella acquiesce sans pour autant partager le même enthousiasme que sa patronne. L'enfant gâté du RN se voyait déjà prendre ses quartiers rue de Varenne. Dans le plus grand secret, il avait même rédigé le chapitre consacré à son intronisation en tant que chef de gouvernement. « *Une fois passé le porche en demi-lune, en levant les yeux vers l'aile est de la cour d'honneur sur laquelle est inscrite la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, j'ai senti sur mes épaules le poids écrasant des responsabilités* », a-t-il griffonné quelques jours avant le second tour. Son livre, mi-intime, mi-politique, n'aura pas le même retentissement sans l'aura de Matignon. Las, il engloutit la dernière bouchée de rôti en prêtant une oreille distraite à l'exposé de Marine Le Pen sur le pouvoir. La prétendante à l'Élysée affirme que la haute administration gouverne la France. Les juges constitutionnels, Bruxelles et la haute fonction publique détiennent les manettes ! Mieux vaut avoir une majorité relative ce soir, explique-t-elle en caressant un chaton Bengal langoureusement allongé sur ses genoux.

20 h 15. Le président n'est plus entouré que de ses plus proches conseillers. La plupart des ministres de poids ont préféré rester dans leur circonscription, marquant ainsi leur rupture définitive avec le chef de l'État. « *Il a joué avec le feu et il s'est complètement cramé* », analyse de son côté Yaël Braun-Pivet. Celle qui est encore au perchoir pour quelques heures ne pardonne pas à l'enfant-roi, comme elle le surnomme, d'avoir craqué une allumette sur une France en proie aux flammes de la division. Tel Néron avisé de l'incendie qu'il a lui-même provoqué, Macron cherche désormais à diriger l'organisation des secours. Il ne lui reste plus qu'à déclamer quelques vers comme l'a fait l'empereur en regardant Rome brûler, s'agace Édouard Philippe. L'ancien Premier ministre, qui a vu tous ses plans déjoués pour la présidentielle, s'inquiète d'une France ingouvernable avec la menace de multiples motions de censure faisant chuter les gouvernements successifs. La rancœur envers le président est maintenant paroxystique. Les députés de la majorité battus évoquent ouvertement sa démission en citant la célèbre phrase de Léon Gambetta lors de la campagne législative de 1877 : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien, Messieurs, il faudra se soumettre ou se démettre*. » Loin du tumulte, enfermé dans le

salon d'angle de l'Élysée, aussi appelé le « bureau qui rend fou », Emmanuel Macron réfléchit à un gouvernement de techniciens apte à gérer les affaires courantes du pays. L'objectif étant de tenir coûte que coûte jusqu'à la prochaine dissolution dans un an. Mais, d'ores et déjà, le RN et le Nouveau Front populaire ont prévenu qu'ils ne cautionneraient pas un budget estampillé Macron, quel que soit le profil du Premier ministre, fût-il le plus neutre possible. La France entre dans une zone de graves turbulences. Aucun gouvernement n'est assuré de durer au-delà de quelques semaines. Le chef de l'État persiste malgré tout à former une équipe apolitique avec à sa tête un technicien d'expérience. Aux orages désirés de la jeunesse, il préfère désormais le ciel calme de la maturité. « *Il nous faut un sage* », lâche-t-il devant des conseillers au bout du rouleau et consultant frénétiquement leur smartphone en quête d'offres de service dans le but de quitter au plus vite le Titanic élyséen.

Aucun nom ne fuse. Un silence monacal règne. La libido macroniste est en berne. Le président ne donne même plus envie à ses conseillers autrefois énamourés de sa personne. Seul un petit cercle d'amis lui est resté fidèle. Il va les consulter toute la nuit. Parmi eux, le grand rabbin de France plaide aussi pour le retour de la sagesse à Matignon. Haïm Korsia verrait bien une personnalité au-dessus des officines partisans, comme Bernard Cazeneuve. Il a une parfaite

maîtrise des rouages de l'État, sans compter une volonté de fer et l'ascèse d'un méditatif, écrit-il dans son SMS à Macron.

Circonspect, le président reste sur son idée d'un Mario Monti français. Cet universitaire austère qui a su se faire respecter en Europe avait impressionné en 2012 le jeune Emmanuel Macron. Dans un pays au bord de l'asphyxie, le Professore a lancé une série de réformes qui avait même remporté l'adhésion d'une Angela Merkel pourtant peu suspecte d'indulgence à l'égard de la cigale Italie.

22 heures. Appelé en urgence au Château, François Bayrou balaie d'un revers de la main l'idée d'un pur technicien pour un profil politique capable de plaire à la fois à la droite et à la gauche tout en maîtrisant les arcanes parlementaires. « *Il te faut un type solide qui en impose. Quelqu'un avec une image de rigueur budgétaire* », assène, sûr de son fait, le patron du MoDem. Le mouton à cinq pattes porte le nom de Charles-Amédée du Buisson de Courson, dit Charles de Courson. Si l'homme n'a pas un stock de charisme en surabondance, le député centriste est devenu, à l'épreuve de la réforme des retraites, un parlementaire redouté et admiré sur tous les bancs de l'Assemblée nationale. L'idée de Bayrou séduit Emmanuel Macron. Mais celui qui a failli faire tomber le gouvernement Borne et qui n'a eu de cesse de dénoncer l'amateurisme des macronistes acceptera-t-il d'être Premier ministre ? « *Il faut jouer sur sa fibre patriotique. C'est la seule façon de faire friser sa raie impeccablement peignée sur le côté. Tu vas voir, les Français vont adorer son côté aristo révolutionnaire et conservateur en même temps. Il va resacraliser la fonction* », argumente le maire de Pau. Courson à Matignon ! Le président est ragaillard par cette alternative à laquelle personne ne s'attend, pas même le principal intéressé. Les affaires reprennent de plus belle. Bayrou profite de l'oreille attentive du chef de l'État pour dissenter sur le peuple en manque de rêves et de repères. Et de citer Fustel de Coulanges : « *Les peuples qui ne rêvent plus sont condamnés à mourir de froid*. »

6 heures du matin, lundi 8 juillet. Le président regarde se lever le soleil d'Austerlitz sur les jardins de l'Élysée. Ses adversaires politiques et la presse l'ont trop vite enterré. Emmanuel Macron n'est pas Mac Mahon, il n'y aura pas de démission. Tel un joueur de casino enivré de lui-même, il pense encore et toujours pouvoir rafler la mise, quitte à faire une nouvelle fois tapis. Au fond, personne ne sait vraiment ce que Macron a dans son jeu. Et si tout changeait pour que rien ne change ? ●

Tel un joueur de casino, le président pense encore rafler la mise

CNEWS/AUGUSTIN DÉTIENNE



Ne subissez pas la hausse des prix du gaz⁽¹⁾.

Avec les offres gaz à prix fixe de TotalEnergies pour les particuliers, un prix fixe reste vraiment fixe sur la durée promise :

- Pas d'augmentation du prix HT du kWh
- Pas d'augmentation du prix HT de l'abonnement⁽²⁾

C'est plus que jamais le moment de changer de fournisseur ! Nos tarifs fixes en vigueur restent inchangés pendant un an pour toute souscription aux offres gaz Standard Fixe ou Verte Fixe pour les particuliers jusqu'au 30 septembre 2024 inclus⁽³⁾.



TotalEnergies

☎ 3099 | 💻 totalenergies.fr
Service & appel gratuits



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

(1) Hausse des prix du gaz consécutive à l'évolution au 1^{er} juillet des tarifs d'acheminement (ATRD) annoncée par la Commission de Régulation de l'Énergie (source : communiqué de la CRE en date du 2 février 2024 concernant l'évolution des grilles tarifaires du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF). Absence de répercussion de la hausse des prix hors renouvellement, changement d'offre ou nouvelle souscription à une offre à prix fixe à compter du 1^{er} octobre 2024.

(2) Prix HT (Hors Taxe) du kWh et de l'abonnement, soit prix hors évolution des impôts, taxes et contributions de toute nature.

(3) Offre Standard Fixe Gaz et Offre Verte Fixe Gaz : offres soumises à conditions, valables pour un client particulier en France métropolitaine (hors Corse). Prix HT de l'abonnement et du kWh de gaz définis par TotalEnergies fixes sur la période contractuelle d'un an à compter de la date de début de fourniture. Offre Verte Fixe Gaz : TotalEnergies achète une garantie d'origine émise par des producteurs français pour chaque MWh (1000 kWh) de biogaz consommé, garantissant l'injection sur le réseau d'une production équivalente de biogaz. Pour plus de détails, voir les conditions générales de vente et la grille tarifaire des offres.

TotalEnergies Électricité et Gaz France, SA au capital de 5 164 558,70 euros - 442 395 448 RCS Paris - Siège social : 2 bis, rue Louis Armand 75015 Paris.

Actualité Société

Réforme de la garde à vue La police entre colère et inquiétude

DROIT Pour se conformer aux exigences de la Commission européenne, la France vient d'adopter une réforme de la garde à vue qui renforce les droits de la défense

« On passe notre temps à entendre parler d'un choc de simplification... et, à la fin, c'est toujours plus de complexité. » Cet enquêteur relate la colère policière qui accompagne l'entrée en vigueur de la dernière réforme de la garde à vue. Surtout à quelques jours des Jeux olympiques, qui risquent d'engendrer un surcroît d'activité pour eux. Ce n'est pourtant qu'un hasard de calendrier : la décision est en réalité une volonté de se conformer à de vieilles réclamations de l'Union européenne.

La directive initiale de cette dernière, en l'occurrence, date du 22 octobre 2013. En 2016 puis en 2021, la Commission avait déjà exigé une mise en conformité de la part de l'État français, sans succès. Jusqu'à hausser le ton, le 28 septembre dernier, en donnant deux mois à la France pour « prendre les mesures nécessaires pour remédier aux manquements ». Le 15 novembre, le gouvernement déposait un projet de loi en procédure accélérée, finalement adopté le 22 avril. L'entrée en vigueur est donc prévue pour demain, lundi 1^{er} juillet.

Trois points étaient notamment soulevés dans l'avis de la Commission européenne. En premier lieu, la liste des personnes qu'un gardé à vue peut prévenir de sa rétention. Jusqu'à maintenant, le Code pénal français prévoyait que ce soit la personne avec qui il vit habituellement, un parent direct, frère et sœur ou son employeur. La Commission a estimé que la liste était trop restrictive. Résultat, la récente loi ajoute à la liste « toute autre personne qu'elle désigne ». « Un complice par exemple ? interroge un policier excédé. Il est très difficile, à ce stade de l'enquête, de démontrer que tel ou tel est impliqué dans l'affaire ! On pourra surseoir à l'avis tant que les perquisitions ne sont pas faites, c'est vrai, mais ce sont encore des papiers à remplir, et nous manquons déjà

de temps pour le fond des enquêtes. Était-ce à ce point nécessaire ? »

Autre décision qui satisfait de nombreux avocats, tout en inquiétant les forces de l'ordre : la Commission a enjoint la France de respecter le droit, pour tout suspect, de bénéficier de la présence effective de son avocat lors de l'audition. Avant 2011, en France, le gardé à vue pouvait bénéficier d'un entretien de 30 minutes avec son avocat. Depuis, ce dernier est autorisé à assister à toutes les auditions. Mais jusqu'à maintenant, il existait un « délai de

Ils déplorent une complexification défavorable à l'enquête

carence » de deux heures avant l'arrivée du conseil : passé ce délai – déjà significatif puisque la garde à vue est limitée dans le temps –, les enquêteurs pouvaient procéder sans avocat. C'est terminé : sans renonciation expresse de sa part, le gardé à vue ne pourra être entendu seul, quels que soient les délais. Seul garde-fou : le texte prévoit la saisie du bâtonnier si l'avocat désigné ne peut intervenir afin qu'il désigne un avocat commis d'office. « Et ce dernier pourra, lui aussi, jouer la montre ! » insiste un enquêteur. C'est la raison pour laquelle l'étude d'impact qui accompagnait le projet de loi du gouvernement reconnaissait de possibles implications « sur le déroulement des enquêtes », tout en relativisant la portée de ces conséquences « limitées par la désignation d'un avocat commis d'office ». Avant de préciser que cette modification était toutefois « susceptible d'augmenter la charge administrative et procédurale reposant sur les services enquêteurs ».

Charge dont se plaignent (déjà), sans relâche, les enquêteurs.

Une dérogation à la présence de l'avocat est toutefois envisagée. Jusqu'à présent, le Code pénal le prévoyait « lorsque les nécessités de l'enquête l'exigent », à la demande de l'OPJ et sur décision écrite et motivée du procureur de la République. Il prévoyait également, à titre exceptionnel et sur autorisation écrite et motivée du procureur ou du juge des libertés et de la détention (JLD), un éventuel report de la présence de l'avocat. La loi du 22 avril préserve cette possibilité afin de permettre le bon déroulement d'investigations urgentes visant à recueillir ou à conserver des preuves ; ou pour prévenir une atteinte grave et imminente à la vie, à la liberté ou à l'intégrité physique d'une personne. « C'est hors-sol. Dans la réalité, les parquetiers sont absolument débordés et ces dérogations ne sont jamais utilisées ! » commente encore un officier de police judiciaire.

Si l'avocat arrive en cours d'audition, le texte prévoit une interruption de celle-ci pour qu'il puisse s'entretenir avec son client. S'il est absent sur dérogation, il pourra consulter les auditions et confrontations de son client.

« Cette complexification va poursuivre l'effondrement d'un édifice que le politique s'emploie depuis des années à faire pencher du côté du délinquant. Ce n'est plus un état de droit, c'est la Tour de Pise ! Plus personne ne voudra devenir enquêteur s'il s'agit d'être greffier. »

Avocats et enquêteurs s'entendent sur un point : il s'agit d'une nouvelle entreprise de renforcement des droits de la défense. Si les premiers s'en félicitent plutôt, les seconds déplorent souvent une complexification défavorable à l'enquête, « et donc aux victimes ». ●

CHARLOTTE D'ORNELLAS



Frédéric Lauze.

DR

Frédéric Lauze « Désormais, une garde à vue pourra être bloquée si l'avocat ne se présente pas »

COLÈRE Le secrétaire général du Syndicat majoritaire des commissaires de la Police nationale (SCPN) s'inquiète de la réforme de la garde à vue qui entre en vigueur ce 1^{er} juillet

INTERVIEW

Que va, concrètement, changer cette réforme pour les enquêteurs de police ?

Cette réforme, c'est clairement « l'avis au complice » ! Cette nouvelle loi va encore complexifier le travail des enquêteurs de police. Déjà, elle va permettre au gardé à vue de communiquer avec toute personne de son choix, et non simplement avec sa famille. Décision catastrophique, car nous allons devoir vérifier que la personne appelée ne soit pas un complice qui puisse faire pression sur les témoins ou détruire des preuves... C'est donc toute la procédure pénale qui va être fragilisée, et autant de temps qui ne sera pas consacré au fond du dossier et à l'élucidation des faits. Ensuite, cette réforme impose désormais de manière quasi absolue la présence de l'avocat pendant les auditions. Si l'avocat ne se déplace pas dans les deux heures, l'enquêteur n'aura pas d'autre choix que d'attendre qu'un avocat vienne ou d'appeler le procureur. On supprime donc le délai de carence qui permettait aux investigations de débiter après deux heures d'attente.

Y voyez-vous un déséquilibre entre les droits des mis en cause et ceux des enquêteurs ?

Clairement. L'avocat devient le maître des horloges. Je n'ai rien contre les avocats, on travaille en bonne intelligence avec eux, mais on fait comme si l'avocat avait le même rôle qu'un officier de police judiciaire dans une procédure pénale ! C'est faux. Dans le régime de la garde à vue, l'officier de police travaille à charge et à décharge à travers une procédure écrite et hypercontrôlée. L'avocat, lui, travaille avant tout – et c'est normal – pour son client mis en cause, et non pas pour l'intérêt général. C'est donc un très mauvais signal pour le droit des victimes, qui jette un sentiment de suspicion sur les policiers et d'impunité pour les délinquants.

Cette réforme arrive à trois semaines de l'ouverture des JO où un surcroît d'activité peut être attendu...

Le risque, c'est que cela ralentisse encore un peu plus la procédure de la garde à vue face à la délinquance du quotidien. La période des Jeux olympiques porte le risque d'une délinquance accrue, mais pas seulement... La période estivale est toujours très chargée. Ces nouvelles mesures viennent clairement entraver le travail d'enquête et alimentent le sentiment d'inefficacité de l'action publique. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR ADRIEN BAGET

Depuis des années, la Commission européenne, présidée par Ursula von der Leyen, exige cette réforme en France.

THIERRY MONASSE/HANS LUCAS/AFP : MYR MURATET/DIVERGENCE



Les policiers s'inquiètent qu'un gardé à vue puisse prévenir toute personne qu'il désigne. Un complice par exemple ?

Actualité Société

Nouvelle-Calédonie

Le pire est-il à venir?

ANGOISSE Après l'incarcération en métropole de leaders indépendantistes, les violences ont repris de plus belle dans l'archipel

« C'est à nouveau incontrôlable. On est revenu à l'équivalent de la période insurrectionnelle qu'on a connue mi-mai. » Ces mots sont ceux d'un policier envoyé en Nouvelle-Calédonie pour tenter de rétablir l'ordre. Voilà cinq semaines que CRS et gendarmes mobiles essuient cocktails molotov, jets de pierre, parfois des tirs au gros calibre. Après une courte accalmie, la situation sécuritaire s'est à nouveau nettement dégradée cette semaine. Le feu a été ravivé par les arrestations et transferts le week-end dernier vers des prisons de la métropole de sept militants indépendantistes, dont Christian Tein, le porte-parole de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), accusé par les autorités d'être à l'origine du soulèvement sur l'archipel. Et c'est désormais dans la brousse que les émeutiers conduisent des embuscades alors qu'ils étaient jusqu'à présent stationnés à Nouméa et sa région.

Les nouvelles du terrain sont alarmantes. Certains effectifs ont dû faire 24 heures de vacation quand d'autres, qui traitent les affaires judiciaires – plus de 1 200 gardes à vue – n'ont eu qu'une journée de repos en trois semaines. « On n'arrive pas à décrocher, la guerre est loin d'être terminée », rapporte depuis le Caillou un policier. Certaines relèves, par rotation, sont arrivées. Une source locale évoque plus de 150 membres des forces de l'ordre blessés depuis le début de l'insurrection. Certains ont dû être évacués en Puma – les hélicoptères de l'armée –, avant de rejoindre en avion l'Hexagone,

d'où devaient à l'inverse partir une dizaine de tonnes de munitions, gilets pare-balles, casques lourds, lampes et équipements individuels, selon les informations du JDD. Preuve du durcissement de la confrontation et de la tension sur le matériel disponible, Alexandre Brugère, le directeur de cabinet de Gérard Darmanin, a autorisé mardi « l'usage à la main » des grenades GM2L, dont l'utilisation était limitée depuis l'été 2021 au lance-grenade.

Si les policiers et les gendarmes s'accrochent au moindre mètre carré de terrain gagné, les trois chargés de mission arrivés le 21 mai dernier avec Emmanuel Macron, eux, sont rentrés à Paris. Censés jouer le rôle de médiateurs, ils sont des dommages collatéraux de la dissolution. Le constitutionnaliste Eric Thiers, l'ancien

Les moyens capacitaires pour rétablir l'ordre sont bien limités

conseiller de Manuel Valls, Frédéric Potier, et l'ancien secrétaire général du Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie Rémi Bastille ont mis en stand-by les négociations avec les indépendantistes. Le chef de l'Etat leur avait fixé un mois pour un « retour au calme ». Le calendrier ne sera donc pas tenu. « Les projecteurs médiatiques ne sont

plus du tout braqués là-bas. On sent même une forme de chape de plomb dans l'administration sur ce qu'il s'y passe », observe une source parisienne proche du dossier.

Seuls les états-majors chargés des moyens capacitaires de la place Beauvau gardent un œil de l'autre côté du globe. Ils savent que la marge de manœuvre est restreinte. A ce jour, une trentaine d'unités de forces mobiles y sont déployées, soit environ 20 % du contingent national disponible. Dans le détail, les compagnies de CRS dites de « nouvelle génération », spécialement conçues pour faire face à des violences urbaines de haute intensité, ont engagé dix sections sur seize, soit plus de 60 % des effectifs.

Seule une section de la CRS 8 est restée en métropole, alors que se profile une nouvelle séquence d'hyperactivité policière dès ce soir, après le premier tour, dans les grandes villes du territoire métropolitain où, selon le renseignement, des « éléments radicaux pourraient tenter des actions en direction des bâtiments institutionnels ou des permanences électorales de certains candidats ». Les craintes de troubles à l'ordre public pour le second tour dimanche prochain sont « plus élevées » encore, écrit le renseignement qui anticipe des « violences urbaines » et des « affrontements entre militants d'ultra-gauche et d'ultra-droite ».

« Il n'est pas question à ce stade de lever la voilure du dispositif déployé

dans l'archipel », veut rassurer un cadre du ministère de l'Intérieur. Il n'est pas non plus question de le renforcer, hormis les relèves habituelles. D'autant que si les législatives sont enjambées sans trop de casse, arrivent ensuite les Jeux olympiques. « Nous ferons face, mais à quel prix ? » s'interroge Eric Henry, conseiller spécial au syndicat de police Alliance. La force Sentinelle a déjà été portée pour les JO de 10 000 à 18 000 militaires. Les policiers en repos – hors congés déjà posés – sont d'ores et déjà rappelés dans leurs services. La Nouvelle-Calédonie s'apprête à traverser l'été sans pouvoir compter davantage sur la métropole. ●

WILLIAM MOLINIÉ



DELPHINE MAYEUR/AFP

La suppression d'un barrage routier a entraîné de nouveaux heurts le 24 juin avec des manifestants indépendantistes.

DPE Un assouplissement attendu

LOGEMENT Décrié, le diagnostic de performance énergétique évolue demain, pour les petites surfaces. En attendant mieux ?

JOHAN BEN AZZOUZ/VOIX DU NORD/MAXPPP



Un sursis bienvenu : pour Anthony, propriétaire d'un studio de 20 mètres carrés dans le 18^e arrondissement parisien, l'assouplissement des règles du diagnostic de performance énergétique (DPE) arrive à point nommé, ce 1^{er} juillet. Il pourra donc officiellement garder sur le marché son logement sévèrement catégorisé « passoire thermique » malgré une rénovation récente et complète. Le mode de calcul précédent lui avait attribué la catégorie G, qui lui interdisait la location au 1^{er} janvier 2025, d'après le calendrier fixé par la loi Climat et résilience votée en 2021. Problème, le chauffage à l'électricité plombe le barème, tout comme la consommation d'eau chaude sanitaire, « sans lien réel avec le nombre d'occupants » reconnaissait le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu en février. Le mode de calcul a donc été affiné et 140 000 logements devraient en bénéficier, soit 11 % des biens de moins de 40 mètres carrés. D'après le simulateur en ligne qu'il a consulté, Anthony

verra ainsi son studio passer dans la catégorie F. La location en sera interdite le 1^{er} janvier 2028 ; il gagne quelques années, mais le problème reste entier. L'alternative se réduit à de lourds travaux impossibles à financer ou à une location au marché noir : « Le seul truc qui te reste, c'est de te mettre hors la loi ! »

Incohérent, drastiquement excessif et contre-productif : le nouveau DPE est critiqué depuis son entrée en vigueur, notamment pour cette interdiction de louer les « passoires thermiques » qui s'applique au moment du renouvellement du bail. « Une plaie », peste un agent immobilier excédé par « une notation absurde, à l'importance démesurée, qui mine un marché déjà compliqué ». Sylviane Noël, sénatrice LR de Haute-Savoie, avait déposé à l'automne dernier une proposition de loi « visant à atténuer la crise du logement par une modification rationalisant la méthode de calcul ». « J'espérais en faire un amendement au texte relatif à la programmation

pluriannuelle de l'énergie, qui devait être discuté au Sénat la semaine suivant les européennes, mais la dissolution a suspendu tous les travaux parlementaires », déplore-t-elle. « On avait alerté sur le fait que ce serait intenable, on avait plaidé pour un assouplissement, au moins sur le calendrier : on a tous la volonté de parvenir à un parc immobilier moins énergivore, mais pas à n'importe quel prix ! » L'examen du texte renvoyé aux calendes grecques est un dommage collatéral de la crise politique. Mais le sujet pourrait revenir par la fenêtre des législatives : le Rassemblement national propose dans son programme de lever l'interdiction de louer des logements classés G et F, une mesure d'urgence qui serait prise dès cet été. De leur côté, des candidats LR affichent sur leur profession de foi l'abrogation de cette sortie progressive qui « tue le marché locatif ». Le DPE fera-t-il l'union des droites ? ●

HUMBERT ANGLEYS

Actualité Société

EN BREF

LÉGISLATIVES

UN TAUX RECORD DE PROCURATIONS

Le ministère de l'Intérieur affirme que plus de 2 millions de procurations ont déjà été effectuées en France depuis le 10 juin, afin de voter pour les prochaines élections législatives du 30 juin et du 7 juillet. C'est près de quatre fois plus que lors du dernier scrutin similaire, tenu au lendemain de l'élection présidentielle de 2022. Un phénomène qui s'explique d'abord par des élections anticipées, annoncées quelques jours avant leur tenue et dont le second tour coïncide avec le début des vacances scolaires d'été. Mais cet élan a également éveillé la crainte, chez certains, d'une fraude organisée. Dans le sud de la France, par exemple, où des infirmiers à domicile ont mis en garde contre des militants venus soudoyer les procurations de personnes âgées. « On n'a jamais eu ce phénomène-là, des militants de partis politiques qui viennent au domicile de personnes âgées et demandent à avoir une procuration pour les législatives », explique Jean-François Bouscain, de l'Union des professionnels de santé infirmiers d'Occitanie,



SYSPEO/SIPA

au micro de France 3 Occitanie. Reste que la participation devrait être très forte ce dimanche. Jusqu'aux années 1980, elle était comprise entre 70 et 80 % avant de connaître un fort déclin... jusqu'à atteindre son taux le plus bas lors du premier tour en 2022, avec seulement 47,5 % des inscrits. Selon une enquête Ipsos, le taux de participation pourrait s'élever aujourd'hui à 63 %.

PARENTS SÉPARÉS
TOUS DEUX RESPONSABLES

NICOLAS MESSIAS/SIPA

Lors d'un débat cette semaine sur TF1, Gabriel Attal a affirmé : « Quand un mineur commet un acte de délinquance, c'est le parent chez qui il réside qu'on vient chercher en termes de responsabilité. Je propose de changer la loi et qu'on aille désormais chercher les deux parents. » Ce vendredi 28 juin, la Cour de cassation a tranché le débat en examinant le cas d'un adolescent condamné pour avoir mis le feu à plusieurs

reprises dans des espaces publics, à Aubagne. La cour s'interrogeait donc sur la personne qui devait payer les dégâts en question : le père ou la mère ? Le père affirmait que sa responsabilité ne pouvait être engagée car la résidence habituelle de son enfant n'était pas fixée chez lui mais chez la mère. Et c'est un fait : jusqu'à maintenant, la loi prévoyait que seul le parent chez qui la justice avait fixé la résidence de l'enfant pouvait être condamné à réparer les dommages. Mais la cour a justement fait évoluer la jurisprudence dans son arrêt : « Lorsque les parents exercent conjointement l'autorité parentale, la condition de cohabitation est donc considérée comme remplie, même lorsqu'ils sont séparés et que l'enfant ne réside plus que chez l'un d'entre eux. Dans ce cas, les deux parents demeurent responsables des dommages causés par l'enfant mineur. »

COQUELUCHE
DANGER POUR LES NOURRISSONS

Santé publique France vient de confirmer par communiqué la recrudescence des cas de coqueluche : « Depuis le mois de janvier 2024 et jusqu'au 26 juin 2024, un total de dix-sept décès a été retrouvé : parmi eux, trois adultes de plus de 85 ans et quatorze enfants de moins de 15 ans », a indiqué l'agence sanitaire dans son bilan épidémiologique. Le mois dernier déjà, l'Institut Pasteur alertait : « Plus de 5 800 cas ont été enregistrés, contre 495 en 2023. » Une recrudescence d'autant plus inquiétante que cette infection bactérienne, dix fois plus contagieuse que la grippe, se transmet par voie aérienne. Or si la coqueluche se guérit par antibiotiques, elle peut s'avérer beaucoup plus grave chez les plus vulnérables comme les personnes âgées, les femmes enceintes ou les enfants. En juin, deux nourrissons sont décédés à Montpellier : « Plus de 90 % des décès par coqueluche surviennent

chez les nouveau-nés et les enfants de moins de 6 mois, insiste la Haute Autorité de santé. Or les nourrissons sont particulièrement fragiles en raison de l'impossibilité de les vacciner avant deux mois. Raison pour laquelle Santé publique France lance un appel à la vaccination des femmes enceintes en « privilégiant la période allant du 5^e au 8^e mois de grossesse, afin de protéger le nourrisson jusqu'à ses 6 mois. »



JOURNAL SAÛNE-ET-LOIRE/MAXPPP



Le capitaine de vaisseau Georges-Antoine Florentin.

LE PARISIEN/ARNAUD JOURNOIS/MAXPPP

Georges-Antoine Florentin
« Notre métier, c'est d'être prêt à faire la guerre »

ENTRETIEN Le porte-avions Charles-de-Gaulle était en mission en mer Méditerranée du 22 avril au 26 mai dernier. Son chef répond au JDD

INTERVIEW

Ancien numéro deux du porte-avions Charles-de-Gaulle de 2020 à 2022, le capitaine de vaisseau Georges-Antoine Florentin est désormais à la tête du navire amiral de la Marine nationale et de ses 1 200 membres d'équipage, à 47 ans. Le 26 mai dernier, il a regagné Toulon après avoir commandé le navire, au sein d'un groupe aéronaval, en mer Méditerranée.

Vous avez pris la mer le 22 avril à la tête du Charles-de-Gaulle pour la première fois. Quel a été votre sentiment en quittant la rade de Toulon ? Il y avait surtout de la concentration. Quand on part en mission, ce n'est jamais anodin, on ne sait jamais ce qu'il va se passer. Il y a une dimension d'aventure collective qui est assez forte. Avant notre départ, le Charles-de-Gaulle avait été pendant de longs mois en arrêt technique. Alors nous sommes remontés en puissance, nous nous sommes entraînés, nous étions prêts à partir avec un certain nombre d'objectifs à atteindre.

Lesquels ?

La mission Akila a permis de mener des missions aériennes, de réassurance, vis-à-vis de nos alliés de l'est de l'Europe. Elle a également donné l'occasion de réaliser des démonstrations de capacité. Parfois, nos aéronaves sont allés à plusieurs milliers de kilomètres du porte-avions, ce qui a permis de démontrer que le groupe aéronaval français dispose d'un savoir-faire de pointe que peu de nations possèdent. Cette mission a également permis de travailler sous le contrôle opérationnel de l'Otan. Des frégates alliées de Grèce, d'Italie et du Portugal étaient présentes au sein du groupe aéronaval, et ce travail conjoint permet d'entretenir nos savoir-faire communs et de générer la confiance de nos partenaires.

Pour la première fois, du 26 avril au 10 mai, le navire est en effet passé

sous le contrôle opérationnel de l'Otan. Concrètement, qu'est-ce qui a changé pour vous ?

Effectivement, c'était une première. Mais concrètement, j'ai presque envie de dire que rien n'a varié ni pour moi ni pour l'équipage. Le véritable changement, ce sont les missions confiées au commandant du groupe aéronaval, le contre-amiral Jacques Mallard, par l'Otan. Mais elles étaient finalement assez similaires de celles que l'on reçoit habituellement du commandement national. D'autant que lorsque se pose la question de savoir « comment

« Nous pourrions être engagés dans des combats de fort au fort »

nous allons faire », cela me revient puisque je commande le bateau. Ce n'est pas l'Otan qui nous dit comment positionner un bateau, par exemple. Par ailleurs, les missions sont données par l'Otan, mais la France peut récupérer le contrôle opérationnel à tout moment, s'il est nécessaire d'employer le bateau différemment.

Durant la mission, vous avez aussi réalisé un exercice à haute intensité avec la marine italienne. Quel est l'intérêt de tels entraînements ?

Notre métier est d'être prêt à faire la guerre, et à la gagner avec un adversaire symétrique, c'est-à-dire de même niveau que nous. En effet, nous pourrions désormais être engagés dans des combats subis, et ne plus être dans une situation de fort au faible mais de fort au fort. Nous nous y préparons. Nous n'avons jamais arrêté de faire de la préparation opérationnelle de haute intensité dans ce groupe aéronaval, c'est même notre ADN, mais depuis 2022, l'accent a été mis sur cet axe-là.

Au cours des derniers mois, le comportement agressif de la marine russe a été évoqué. Avez-vous eu des interactions avec eux lors de cette mission ?

En Méditerranée, j'ai observé pour ma part une situation calme et des interactions professionnelles.

Le porte-avions Charles-de-Gaulle a été mis à l'eau en 2001. Comment s'adapter aux évolutions techniques et aux changements de menaces ?

Une telle plateforme, en l'occurrence un porte-avions, est un outil qui peut s'adapter tout au long de sa vie. À chaque arrêt technique, nous entretenons les installations pour augmenter leur potentiel et nous faisons évoluer le bateau pour qu'il reste au meilleur standard du monde. Il y a quelques années, nous avons modernisé le central opération - l'endroit où sont prises toutes les décisions tactiques. Cet été, nous allons nous doter d'un data hub embarqué qui permet de centraliser et d'exploiter toutes les informations numériques provenant des radars, sonars et qui s'appuie sur l'intelligence artificielle pour fournir des outils d'aide à la décision. Le but étant donc de capitaliser ces données pour les faire parler.

Un porte-avions de nouvelle génération (PANG) est annoncé à horizon 2040. Que souhaitez-vous pour ce successeur ?

Pour gagner la bataille en mer, l'un des grands atouts est l'alonge, c'est-à-dire la capacité de frapper un adversaire plus loin que ce dont lui est capable. Un porte-avions à catapulte offre cela. Le Charles-de-Gaulle en possède deux, mais il est évident que ces systèmes ont besoin de maintenance. Si je devais faire le choix, je dirais qu'il faut trois catapultes pour le PANG. Avoir plus de catapultes, ça permet de lancer des avions à un rythme supérieur. Ce serait un avantage concurrentiel non négligeable.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS CUOCO

Actualité Société

Ordinations de prêtres

Augmentation de 20 % cette année

RELIGION Malgré une augmentation des ordinations cette année, et notamment ce dimanche, la France fait face à la menace d'une pénurie de prêtres

L'augmentation est significative mais risque d'être de courte durée. Le nombre de prêtres catholiques ordonnés cette année en France affiche une hausse de 20 % par rapport à l'année dernière. Ils étaient 88 en 2023 et seront 105 en 2024, a annoncé l'archevêque d'Auch, Mgr Bertrand Lacombe, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 19 juin dernier dans les locaux de la Conférence des évêques de France (CEF). Un chiffre auquel il convient d'ajouter au moins trois oublis : deux prêtres de l'Institut du Christ-Roi et un frère de l'abbaye de Lagrasse.

Malgré cette embellie liée à un pic d'entrées dans les séminaires diocésains en 2017, les statistiques restent préoccupantes

En France, le ratio fidèles/prêtres reste stable

pour les catholiques : le nombre de séminaristes diocésains ne cesse en effet de baisser. En 2000, ils étaient 976, pour seulement 673 en 2023. Seuls les séminaires traditionalistes et celui de la Communauté Saint-Martin, de tendance conservatrice, échappent à cette fatalité. Cette diminution est mécaniquement due, en premier lieu, au recul de la religion catholique en France, car l'environnement familial joue un rôle crucial dans la transmission de la foi et du désir de devenir prêtre. Une enquête réalisée par le journal *La Croix* en décembre 2023 révèle que 72 % des séminaristes

français proviennent de familles très pratiquantes et qu'un tiers d'entre eux ont envisagé la prêtrise pour la première fois avant l'âge de 10 ans.

Mais la déchristianisation n'est pas l'unique responsable de cette baisse. Observateur avisé du monde ecclésial, le père Jean-François Thomas, jésuite, note aussi une réticence générale de la jeune génération à s'engager. « On le constate pour les vocations sacerdotales et religieuses mais aussi pour la vie de couple. Les jeunes vivent dans l'incertitude et l'angoisse. Ils sont souvent marqués par des expériences familiales compliquées, peu propices à leur stabilité personnelle », analyse-t-il. Il estime en outre que l'image de l'Église dans la société a été profondément affectée ces derniers temps par les révélations d'abus sexuels. Mais il évoque également des réticences liées au mode de fonctionnement de l'Église : « La présence au sein des paroisses de laïcs souvent très autoritaires et qui ont soif de pouvoir peut décourager les jeunes gens. D'autant plus que, depuis le

Concile Vatican II, les prêtres ne font que passer dans les paroisses, tandis que les laïcs y demeurent. En outre, beaucoup d'évêques peuvent apparaître parfois comme des fonctionnaires du culte, très timorés, qui ne font que gérer la crise dans leur diocèse, fermant leurs églises et prenant acte de la disparition des communautés religieuses. » Mgr Bertrand Lacombe, quant à lui, n'a pas fait part de son analyse. Saluant sobrement l'augmentation du nombre d'or-

dinations, il s'est réjoui de voir « de plus en plus de jeunes et des moins jeunes qui désirent recevoir le baptême, l'eucharistie et la confirmation », ajoutant que « l'Esprit continue de souffler et d'appeler ceux qui, aujourd'hui encore, font ce choix exigeant et si gratifiant de mettre leurs pas dans celui du Christ ». L'archevêque a également souligné que le ratio fidèles/prêtres en France restait stable. Pour le père Jean-François Thomas, le ratio n'est certes pas

contestable, mais la question est ailleurs. « Notre problème majeur est le déclin du nombre de fidèles, dit-il, ainsi que la crise profonde dans laquelle l'Église s'enfonce et de laquelle elle ne pourra sortir qu'au prix d'un retour à la tradition. »

Le rayonnement des « tradis »
Figurant au rang des forces vives de l'Église, cette frange du monde catholique fait l'objet, de la part des instances romaines, d'une persécution que d'aucuns jugent incompréhensible. En 2021, plusieurs documents signés par le pape ou son entourage proche restreignaient la possibilité de célébrer la messe dans le rite traditionnel. Ces jours derniers, Rome bruissait d'une rumeur selon laquelle les proches collaborateurs du pape lui soumettraient prochainement un texte interdisant de manière « stricte, radicale et définitive » la célébration de cette « messe en latin » pour tous les prêtres diocésains. Des décisions qui interrogent d'autant plus que les « tradis » rayonnent très au-delà de leurs communautés et que leur travail bénéficie largement à l'Église de France. Deux sondages récents de *La Croix* révèlent que 38 % des jeunes catholiques apprécient le rite préconciliaire et près de la moitié des séminaristes diocésains ont fréquenté régulièrement ou occasionnellement une paroisse ou une communauté « tradi ». ●

ÉLISABETH CAILLEMER



Cérémonie d'ordination sacerdotale à l'église Saint-Sulpice de Paris (6^e).

MAEVA DESTOMBES/HANS LUCAS

COLLECTION "À LA UNE" | NOUVEAU HORS-SÉRIE

BRIGITTE BARDOT

Interview exclusive
« Je suis prisonnière de moi-même et l'ai toujours été. C'est le prix à payer. »
Ses confidences vérité

L'album privé d'une icône
Ses plus belles photos au naturel
Brigitte en liberté
Son combat pour les animaux
Les copains d'abord

92 PAGES DE PHOTOS ET DE RÉCITS EXCLUSIFS
Hors-série en vente actuellement - 8,50 € -

ILS ONT CHOISI DE DEVENIR PRÊTRE

Ex-judoka de haut niveau, le père Jason Nioka, 28 ans, a été ordonné prêtre le 23 juin pour le diocèse de Meaux. Une vocation qu'il doit en premier lieu à sa mère : « Elle m'a offert une Bible quand je suis parti en sport-études et m'a dit : "Ce n'est pas le judo qui va t'emmener au ciel. Quand tu seras seul, sache que Dieu sera toujours là. Mets-Le à la première place dans ta vie." » Jason a également été inspiré par les prêtres de sa paroisse de Saint-Colomban, au Val d'Europe, et la figure de saint Jean-Baptiste : « Il annonce le Christ en disant : "Voici l'agneau de Dieu qui enlève les péchés du monde." C'est le sens de mon existence : montrer le Christ en donnant ma vie pour Lui. » Prêtre depuis le 15 juin dernier, l'abbé Pierre-Damien Luisier, 28 ans lui aussi, est issu d'une famille catholique pratiquante. Très jeune, il est marqué par le rayonnement et la joie de vivre de ses cousins prêtres ou religieux. Étudiant en droit, il travaille dans une entreprise de

pompes funèbres et prend conscience de la vacuité d'une vie sans Dieu. « La vie terrestre n'est qu'une étape ; nous sommes créés pour la vie éternelle ! Pour y accéder, il est essentiel de connaître Dieu et d'observer ses commandements. C'est pourquoi je souhaite Le faire connaître. » Il choisit d'entrer à la Fraternité Saint-Pierre, attachée à la liturgie traditionnelle. Les rumeurs sur la suppression de la messe traditionnelle ne l'ont pas perturbé : « Je suis confiant. Le pape nous a assuré qu'il y aurait toujours une place pour nous dans l'Église. » Comment envisage-t-il le célibat ? « Il est évident que je renonce à la chaleur d'un foyer et à la joie d'avoir des enfants. Le célibat peut être insupportable s'il est perçu comme une privation. Mais lorsqu'il est vécu comme un don total de soi à Dieu, il nous comble et nous épanouit. Le prêtre n'est à personne parce qu'il est à tout le monde. » ● É. C.



Actualité Société

Corse

Petits arrangements écologiques ?

U LEVANTE Une organisation corse de protection de l'environnement est accusée de partialité dans les actions qu'elle intente

« Chacun dirige l'eau vers son moulin », dit le proverbe corse. Et sur l'île de Beauté, la mouvance écologiste ne fait pas exception. De Bastia à Figari, tout le monde connaît U Levante, cette association spécialisée dans la préservation de l'environnement. « Des retraités de l'Éducation nationale imprégnés de gauchisme », dénoncent les uns ; « des militants qui ont tant œuvré pour nos paysages ! » défendent les autres. Fondée en 1986 pour défendre le site montagneux de la Restonica, en Haute-Corse, d'un projet d'urbanisation, U Levante est devenue l'organisation écolo la plus influente de l'île. « Ils ont pris beaucoup d'ampleur au début des années 2000. Ils font un peu la pluie et le beau temps sur le littoral ! » glisse un conseiller de la préfecture de Corse.

Et pour cause, U Levante siège dans de nombreuses instances locales, comme l'influent Conseil régional des sites, mais aussi dans certaines institutions nationales comme le puissant réseau France, nature et environnement (FNE) ; autant d'adhésions qui renforcent la légitimité de l'association. Mais celle-ci ne défend-elle que des motivations écologiques ? Certains en doutent et commencent à s'en agacer, dans une Corse pourtant unanime à défendre la pureté de son littoral. Contactée par le JDD, U Levante affirme avoir obtenu l'« annulation de plusieurs centaines de permis de construire » depuis sa fondation, « contribuant ainsi à préserver des milliers d'hectares d'espaces naturels ». Mais plusieurs s'interrogent sur la partialité de l'association. « Ils distribuent les bons points en fonction de leurs intérêts. Combien de complexes en béton ont vu le jour en Corse ces dernières années ? Et U Levante n'a jamais

rien dit ! » peste un entrepreneur local. Dans l'extrême sud de l'île, à Ventilegna, où le maquis corse domine le paysage, les agissements d'U Levante questionnent. Depuis dix ans, l'association s'oppose corps et âme à la mise en place d'un projet agro-touristique appuyé par la commune de Figari et la Chambre d'agriculture de Corse du Sud. La raison ? La présence de plusieurs espèces endémiques. Mais des élus locaux s'étonnent d'une certaine partialité. Le mouvement écolo est resté muet face à la construction d'une maison d'habitation et d'un ponton, au cœur de cette zone et sur le domaine public maritime, par Baptiste Canonici, un ancien chef du FLNC, décédé en avril dernier. L'association renvoie vers « le Conservatoire du littoral, propriétaire des terrains concernés, qui semble avoir autorisé cette maison », sans pour autant en condamner la construction.

Un deux poids, deux mesures qui interroge les insulaires

Un autre détail attire l'attention : la présence, entre 2014 et 2018, au sein de la direction collégiale d'U Levante, de Lisandru Plasenzotti. Cette figure locale, connue de la justice pour des affaires liées à la détention illégale d'armes, est aussi, selon nos sources, fichée par le Service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée (Sirasco). Au sein d'U Levante, Plasenzotti a

multiplié les prises de parole, notamment dans l'affaire des villas Ferracci, ces maisons de luxe construites par l'homme d'affaires Pierre Ferracci. U Levante s'était mobilisée pour faire démolir l'une des villas près de Bonifacio, en vain. Celle-ci a finalement été plastiquée en 2019 par des activistes du FLNC. Aucune suspicion ou condamnation, en effet, n'interdit à l'activiste de s'engager dans la préservation de la nature corse. Au JDD, l'association répond d'ailleurs ne s'être intéressée « ni aux engagements ni aux activités passées » de Plasenzotti, assurant choisir ses membres « sans discrimination ni a priori ». C'est un autre silence qui étonne : avec son cousin germain Massimu Susini, assassiné en 2019 en marge d'histoires mafieuses, Lisandru Plasenzotti a, selon nos informations, cogéré la Paillote 1768, créée en 2015... dont l'emplacement est pourtant illégal, puisque contraire à la loi Littoral chère à U Levante. Cette loi interdit en effet la construction sur « une bande littorale de 100 mètres à compter de la limite haute du rivage ». La démolition de la Paillote 1768 avait été demandée par les services de l'État, qui ont finalement reculé. U Levante assure avoir posté sur son site internet un compte rendu préfectoral demandant le retrait du restaurant... Mais n'a jamais intenté d'action contre la paillote illégale.

Sur l'île de Beauté, ces réactions perçues par certains comme hémiplegiques finissent par animer régulièrement les débats : la question d'U Levante, aussi sensible qu'épineuse, pourrait s'inviter à la table du scrutin législatif. ●

GEOFFROY ANTOINE



PHILIPPE ROY/AURIMAGES

Français et boulangers Une histoire d'amour qui dure

CONFIANCE Pour repenser la boulangerie de demain, le lien social qui unit les Français et leurs boulangers doit rester intact

Après un hiver difficile pour les boulangers – compte tenu de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières comme le blé, dont le prix a triplé, ou celui du sucre qui a doublé –, la Confédération des boulangers et des boulangers-pâtisseries de France (CNBPF) a lancé une grande consultation nationale. Objectif de l'opération ? Trouver des solutions pour répondre aux enjeux actuels des boulangers et de leurs établissements. Clients, boulangers, agriculteurs, acteurs du métier ont été appelés à s'exprimer, et ce fut un franc succès : 139 000 votes ont été enregistrés et 750 propositions déposées.

À l'issue, cinq priorités se détachent : la transparence, le coût et la fiscalité, la formation, les matières premières, le réseau et la clientèle. Le premier thème plébiscité concerne donc la confiance, pour 36 % des personnes interrogées ! Du point de vue du consommateur, la CNBPF souhaite agir sur la transparence quant à l'origine des produits et des matières premières ; du point de vue du boulanger, l'enjeu est de maintenir la confiance en valorisant les pratiques vertueuses. « Il faut renforcer la communication entre le boulanger et le consommateur qui est de plus en plus preneur d'informations sur ce qu'il achète. C'est essentiel pour maintenir un lien de confiance déjà très élevé dans notre secteur », explique le président de la CNBPF Dominique Anract. Ce dernier suggère notamment de mettre en place un système d'affichage pédagogique dans les boulangeries, sur l'origine du levain par exemple.

Mais l'enquête révèle aussi que les Français et leurs boulangers entretiennent une relation affective qui dépasse même les préoccupations économiques pourtant lourdes en France.

« Certains boulangers refusent catégoriquement d'augmenter leurs prix pour ne pas pénaliser leurs clients, et ce, malgré l'augmentation de certaines factures. De l'autre côté, les Français sont préoccupés par le bien-être de leur commerçant : ils souhaitent que leur boulanger puisse bénéficier de jours de repos, même si cela implique ne pas avoir de pain un jour par semaine », développe Dominique Anract. Les boulangeries constituent un véritable lieu de vie et s'im-

Un fonds de développement va être mis en place

posent dans le quotidien de nombreux Français : en effet, l'Hexagone compte 35 000 boulangeries et les Français achètent six milliards de baguettes par an. Ces établissements maintiennent le lien social, notamment dans les espaces ruraux français.

Pour concrétiser certaines solutions dégagées par cette consultation, un fonds de développement, dont le dossier est en préfecture, va être mis en place. Financé par des mécènes, il a vocation à aider concrètement les boulangeries à évoluer. « Il peut jouer un rôle dans la pérennisation de la profession. Il pourrait financer des jeunes afin d'inciter à reprendre des boulangeries et à se lancer dans l'aventure par exemple », poursuit Dominique Anract. La profession de boulanger est déjà forte de ses 30 000 apprentis par an, mais le président de la CNBPF espère « faire encore plus ». ●

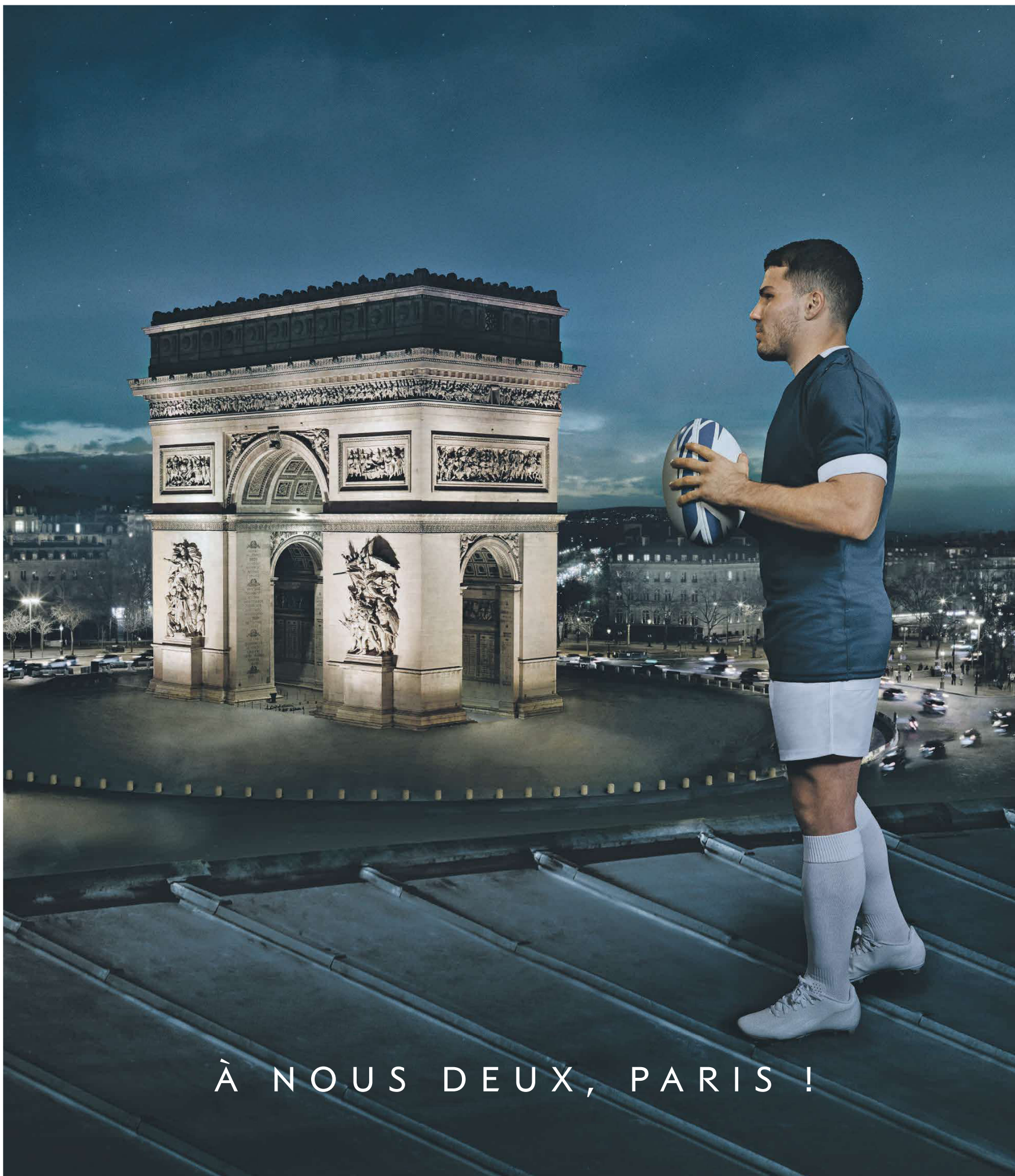
HÉLÈNE ROUÉ

Manifestation devant la maison de l'homme d'affaires Pierre Ferracci, le 13 août 2017.



PASCAL POCHARD-CASABIANCA/AFIP

775 670 417 R.C.S. Paris.



À NOUS DEUX, PARIS !

LVMH ET LOUIS VUITTON FÉLICITENT ANTOINE DUPONT POUR TOUTES SES VICTOIRES
ET L'ENCOURAGENT POUR SON PROCHAIN DÉFI, PARIS 2024.



LVMH | LOUIS VUITTON

ARTISAN DE TOUTES LES VICTOIRES



Actualité **International****Présidentielle américaine****Un nouveau Trump devenu imbattable**

DÉBAT Biden, désorienté, a sombré lors du premier débat. Mais son adversaire, assagi, est désormais un candidat redoutable

ÉLECTORAT L'ancien président veut rallier les modérés, en particulier les femmes de banlieue, indécises dans les sondages

L'affaire est entendue. Pour les journalistes libéraux de New York, comme pour les experts des think tanks de Washington : la prestation jeudi soir de Joe Biden, opposé, dans un débat inédit à ce stade de la compétition présidentielle, à Donald Trump, a été désastreuse. La vieillesse est certes un naufrage, mais ce fiasco doit pourtant autant à l'âge avancé de Joe Biden qu'à la professionnalisation de Donald Trump. Tout occupés qu'ils sont désormais à Washington à essayer de trouver ouvertement un remplaçant au candidat démocrate avant la convention de Chicago de mi-août, sénateurs et représentants au Congrès ont peut-être oublié l'évidence... Et même l'essentiel : leur adversaire républicain a été étonnamment bon. Plus affûté qu'ils ne l'avaient estimé. Et si ce Trump était devenu bien meilleur que les cuvées précédentes ? Et si ce n'était pas l'âge du capitaine qu'il fallait mettre en cause mais l'absence d'une ligne claire chez les démocrates qui laisse presque systématiquement Biden entre deux compromis bancals sur des sujets aussi importants que l'immigration ou le Proche-Orient ?

En 2020, l'unique débat les ayant opposés avait tourné en la défaveur de Donald Trump. Brouillon, porteur d'un bon bilan économique mais entaché par une gouvernance chaotique et hyperpersonnelle de la pandémie de Covid dans les derniers mois de sa présidence, Trump ruminait en s'impatiant : on l'entendait littéralement soupirer et renifler dans ses micros pendant que Biden déroulait son programme – car à l'époque, il en avait un ! Jeudi, Trump se trouvait certes à nouveau en territoire hostile. Et plus précisément à Atlanta, ville de CNN, chaîne que les républicains surnomment « Clinton News Network », pour ses positions pro-Hillary en 2016. Au cœur de la Géorgie, là même où Trump avait réclamé il y a quatre ans au secrétaire d'État les 12 000 voix manquantes pour inverser les résultats de ce *swing state* qui avait choisi Biden. La chaîne s'en est d'ailleurs donné à cœur joie, plusieurs heures avant la diffusion du débat entre les deux plus vieux candidats que les États-Unis aient jamais connus. Mary Trump était carrément en plateau, en guest-star. Il faut dire que la nièce psychologue s'est trouvée une spécialité très rémunératrice : vomir son oncle Donald, « nul », « narcissique », « dangereux », « complexe », « fou », « jaloux » (pour résumer les symptômes qu'elle a listés dans un livre sur son tonton). Or l'attitude de Trump était inhabituellement calme (« pour les standards trumpiens en tout cas », s'est empressé de nuancer le *Wall Street Journal*, qui s'étonnait du *self-control* affiché par l'ancien président). Aucune saillie injurieuse du genre de celles qui l'avaient rendu si flamboyant (et télégénique) lors des primaires de 2016 : « *Jeb, faible énergie* » pour Jeb Bush, « *petit Marco* » pour le sénateur de Floride Rubio, « *Ted le menteur* » pour Cruz, sénateur du Texas.

À l'inverse de Biden, Trump vieillit bien, conseillé par sa codirectrice de campagne, Susie Wiles, modèle de discrétion et de mesure qui, en quelques mois, a professionnalisé celui qui ne cesse de répéter qu'il n'est pas du *swamp*

(ces « marais » sur lesquels a été construit Washington et qui désignent l'État profond dans la terminologie populiste). En adoptant la technique du bilan contre bilan, Trump s'est offert un parcours de santé pendant une heure et demie dans une répétition grandeur nature de ce que seront les futurs débats cet automne, autrement plus décisifs. « *Retenir ses coups, tout en se préparant au pire, telle a été sa stratégie* », confiait au *Washington Examiner* Chris LaCivita, conseiller en chef du milliardaire, autre cerveau du nouveau clan Trump. Pas de *punchline* aussi forte que face à Hillary Clinton en 2016 et qui avait marqué alors le débat : « *Vous seriez en prison* », avait-il répondu à la can-

didate qui se félicitait que « *Trump ne soit pas en charge de la Justice* ». Quelques traits d'humour bien disséminés, comme lorsqu'il a glissé ne pas avoir compris la fin de la phrase de son adversaire (« *...et je pense que lui non plus* »), une façon de suggérer, sans en rajouter, que Biden marmonne et qu'il est probablement sénile... Aucun accrochage non plus avec les modérateurs : une rareté chez Trump qui, spécialement en 2016, ne mettait pas de gants, notamment avec les modératrices. Où était, jeudi, le dictateur en puissance que dénoncent les démocrates à longueur de journée ? Le psychopathe grossier que décrit sa nièce ?

Donald Trump a compris qu'il doit convaincre les modérés et les indépendants qui lui ont tant fait défaut il y a quatre ans. Ce ton policé relativement nouveau et qu'il a souvent promis d'adopter (notamment en 2018 après une défaite aux Midterms) sans jamais tenir son engagement ne sera pas suffisant à lui seul pour attirer vers lui ceux qui, non, même avec un pince-nez, ne voteront jamais pour cet excentrique. La convention républicaine, quelques jours après que sa peine sera prononcée dans l'affaire de falsification des comptes de campagne (il a été reconnu coupable par le tribunal de New York), se tient dans deux semaines, à Milwaukee, dans le Wisconsin. Jeudi soir, derrière le pupitre de CNN, le Trump assagi dessinait sans doute déjà l'un des angles adoucis du tandem qui constituera le ticket présidentiel et qui fait la joie des *bookmakers*. Trump, désor-

mais vieux sage mais pas gâteaux, aguerri par trois campagnes consécutives et un mandat présidentiel sans être diminué, devrait aller puiser parmi les figures modérées du Grand Old Party. Celles qui ne haussent jamais le ton, ne font pas de vagues. Celles qui rassurent la femme de banlieue toujours aussi indécise dans les sondages d'intentions

Le républicain, professionnalisé et affûté, a retenu ses coups

de vote. Marco Rubio pourrait être ce vice-président idéal. Sur CNN, peu après le débat, il s'est répandu en compliments sur le nouveau Trump, tout en refusant d'indiquer si le poste lui avait été proposé. Plus inattendu encore, Nikki Haley, son ex-rivale des primaires et ancienne ambassadrice à l'Onu, que beaucoup espéraient voir se lancer dans la course en indépendante, en faisant le pari que « *Biden ne sera jamais investi à la convention* », par son ralliement à son ancien patron, semble être de retour en grâce. « *Cerveille de moineau* », comme la surnomme Trump, qui assurait il y a encore un mois qu'elle ne serait jamais sa vice-présidente, pourrait parachever son opération de recentrage. C'est à ce prix qu'il conservera son avance jusqu'en novembre. ●

ALEXANDRE MENDEL



Jeudi soir, sur le plateau de CNN, Donald Trump a semblé faire allusion à la sénilité de Joe Biden.

JUSTIN SULLIVAN/GETTY IMAGES/AFP



Joe Biden a souvent paru hagard pendant le débat qui l'opposait à son adversaire républicain.

JUSTIN SULLIVAN/GETTY IMAGES/AFP

Actualité International

Gadzhimurad Kagirow a participé à des combats, en 2021, sous les couleurs de Eagle MMA.

65

Attentats au Daghestan Un combattant de MMA parmi les terroristes

DJIHADISME Gadzhimurad Kagirow était l'un des poulains de l'ancien champion du monde de la discipline, Khabib Nurmagomedov

Le Daghestan a longtemps servi de sanctuaire aux djihadistes les plus durs, notamment après les guerres en Tchétchénie voisine au début des années 2000. Pourtant, si le pays à majorité musulmane est réputé pour la radicalité de certains de ses habitants, jamais les extrémistes ne s'étaient attaqués de façon si coordonnée à des édifices religieux chrétiens et juifs comme ils l'ont fait dimanche dernier. Ce retour en force des djihadistes caucasiens, particulièrement actifs au sein de l'État islamique à l'époque de son apogée, dans les années 2015-2017, fait suite à l'attentat contre une salle de concert, le Crocus City Hall à Moscou, le 22 mars dernier, où tous les assaillants étaient des Daghestanais.

« Puisse le Tout-Puissant défigurer le visage de cette créature »

Des églises orthodoxes et une synagogue ont été incendiées le 23 juin dernier. On compte 19 morts dont plusieurs policiers et un prêtre, contre six terroristes abattus. C'est la capitale du Daghestan, la ville de Makhatchkala, ainsi que la ville côtière de Derbent, qui étaient visées pendant la Pentecôte de l'Église orthodoxe. La synagogue incendiée se trouvait à Makhatchkala. Signe que les juifs ne sont pas les bienvenus dans le pays, en octobre 2023, après les attaques terroristes du Hamas contre le sud d'Israël, la rumeur diffusée sur les réseaux sociaux de l'escalade d'un vol reliant Tel-Aviv à Moscou et comportant des juifs à son bord

avait vu une foule se précipiter à l'aéroport dans le but assumé de les passer à tabac. Vingt personnes avaient été blessées.

En plus des lieux de culte, des hommes masqués habillés de noir ont attaqué un check-point de la police daghestanaise. Parmi les assaillants se trouvait un combattant de MMA, des arts martiaux mixtes, un sport très populaire et qui compte de nombreux champions dans le Caucase. Gadzhimurad Kagirow avait appartenu au Eagle MMA, une salle de combat créée par le champion du monde, Khabib Nurmagomedov, aujourd'hui à la retraite. Sous les couleurs de ce club, il a participé à deux combats en 2021. Le paradoxe est que cette salle a été fondée avec le principe affiché de « promouvoir les sports de combat pour lutter contre l'extrémisme ». Khabib Nurmagomedov a présenté ses condoléances aux victimes, sans jamais cependant mentionner son ancien poulain. « L'éducation des âmes est plus importante que l'éducation des corps », a-t-il écrit sur son compte Instagram.

L'ancien champion du monde n'est pas à une ambiguïté près. On se souvient que, tout en condamnant le terrorisme, il avait eu des mots inadmissibles envers Emmanuel Macron lors de l'hommage du président français à Samuel Paty, victime d'un terroriste tchétchène. « Puisse le Tout-Puissant défigurer le visage de cette créature et de tous ses partisans, avait-il dit. Sous le slogan de la liberté d'expression, ils offensent les sentiments de plus d'un milliard et demi de croyants musulmans. » Ces propos répondaient au fait qu'Emmanuel Macron avait annoncé que la France ne renoncerait pas aux caricatures religieuses... **R.L.S.**

Bachar el-Assad Un mandat d'arrêt émis par la France

SYMBOLIQUE Poursuivi pour les attaques chimiques dans la Ghouta orientale, le président syrien pourrait être jugé pour crime contre l'humanité en son absence

Le mercredi 26 juin, la cour d'appel de Paris a validé le mandat d'arrêt international émis en novembre 2023 et visant le président syrien, accusé de complicité de crimes contre l'humanité. Il était poursuivi en France pour les attaques chimiques dans la Ghouta orientale, une banlieue de Damas, qui avaient causé la mort d'un millier de civils en août 2013. L'instruction était menée par des juges du pôle Crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris.

L'affaire n'est pas banale, car il s'agit du premier mandat d'arrêt émis par une juridiction étrangère contre un chef d'État en exercice. En théorie, ils bénéficient tous d'une immunité de juridiction qui interdit à un État étranger de les poursuivre devant leurs juridictions. Cette immunité a été reconnue par la Cour internationale de justice dans un arrêt du 14 février 2002. Le parquet national anti-terroriste (Pnat) demandait l'annulation du mandat d'arrêt contre Assad au motif de cette immunité. La cour d'appel de Paris lui a donné tort. Une décision « historique », comme la qualifient les parties civiles, et qui pourrait donner lieu bientôt à un procès du dirigeant syrien sur le territoire français, autre grande première.

Elle fait suite à un précédent procès contre trois dirigeants syriens proches de Bachar el-Assad – dont le chef des services secrets Ali Mamlouk, un des hommes les plus puissants du pays –, qui s'est déjà tenu sur notre sol. Le 24 mai dernier, Ali Mamlouk, Jamil Hassan et Abdel Salam Mahmoud ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité d'emprisonnement, de torture, de disparition forcée et d'atteinte volontaire à la vie. Ces

faits sont constitutifs de crimes contre l'humanité. Ce procès, en leur absence, concernait l'affaire Dabbagh, c'est-à-dire la disparition forcée et la mort sous la torture de Mazzen Dabbagh, conseiller principal d'éducation au lycée français de Damas, et de son fils, Patrick Dabbagh. Ces deux citoyens franco-syriens avaient été arrêtés à leur domicile à Damas en 2013 par les services de renseignement. Depuis, plus personne n'avait de nouvelles. En 2018, les autorités syriennes les avaient déclarés morts.

Désormais, l'immunité ne garantit plus l'impunité

« Le temps où l'immunité pouvait servir de bouclier garantissant l'impunité est terminé », s'est félicité Mazen Darwish à l'annonce du maintien du mandat d'arrêt contre Assad. Fondateur du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), il s'était porté partie civile avec Civil Rights Defenders et Syrian Archive notamment. Pour justifier cette action en France, ils expliquent que la Cour pénale internationale n'étant pas reconnue par la Syrie, qui n'a pas ratifié le statut de Rome qui fonde la CPI, elle ne peut obtenir mandat pour juger des crimes commis en Syrie que si le Conseil de sécurité des Nations unies la saisit de la situation dans ce pays. Or, à l'Onu, tout ce qui concerne la Syrie est systématiquement l'objet d'un veto de la part de la Russie et de la Chine. Pour Frédéric Pichon, spécialiste de géopolitique et auteur de *Syrie, une guerre pour rien*, paru en 2017, « il s'agit de

tout sauf d'un mandat d'arrêt international. Par conséquent, il s'appliquerait seulement si Bachar mettait le pied sur le territoire français. Hypothèse hautement improbable. Il pourrait, cela dit, y avoir un procès en son absence. Bien. Mais inutile. On est donc dans le symbolique. Cela va permettre à une opposition syrienne fantomatique et germanopratin de s'agiter un peu, histoire qu'on ne les oublie pas... »

À noter que parmi les parties civiles derrière l'initiative contre Bachar el-Assad, on trouve aussi l'Open Society Justice Initiative. À la suite du verdict, son avocat Steve Kostas a déclaré : « Nous travaillons pour que, dans le futur, personne, nulle part, quel que soit son statut, ne soit au-dessus des lois. » Vraiment ? Cette association fait partie de la galaxie du milliardaire philanthrope américain George Soros. Or, lorsqu'on regarde de plus près ses travaux, on se rend compte que les puissants auxquels elle s'attaque, comme Bachar el-Assad, appartiennent tous à la catégorie des « diables autorisés ». Une démarche extrêmement sélective qui dénonce les crimes de certains, mais laisse tranquille les autres. Nulle trace par exemple d'une quelconque action qui aurait pu viser George Bush, Dick Cheney ou encore Tony Blair, responsables d'une guerre illégale en Irak vendue sous des prétextes mensongers, qui a causé la mort de plusieurs centaines de milliers de civils et a donné lieu à tout un tas d'atrocités. À cette heure, George Bush passe une retraite tranquille dans son ranch au Texas où il passe ses journées à peindre ou à faire du vélo quand Dick Cheney coule des jours paisibles dans son ranch du Wyoming. ●

RÉGIS LE SOMMIER

AFP



Le chef d'État syrien Bachar el-Assad marche avec son état-major dans la Ghouta orientale, le 18 mars 2018.

Actualité Internationale

Afrique Mélenchon drague le vote communautaire

DIASPORA Panafricanisme, décolonialisme... Jean-Luc Mélenchon et ses amis de LFI appliquent une stratégie jusqu'aboutiste, à grand renforts d'électoratisme

L'éternelle cravate rouge sur son costume sombre, Jean-Luc Mélenchon ne boudait pas son plaisir à l'heure de prendre la parole aux cris de « *Mélenchon, Mélenchon* », à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, le 17 mai dernier, en compagnie du nouveau Premier ministre Ousmane Sonko. Normal, c'est au Sénégal, au cœur de cette « Francafrique » tant décriée que l'homme fort de la gauche radicale française trouve ses plus gros soutiens. Au passage, l'avocat d'Ousmane Sonko, lorsqu'il était en prison, n'était autre que Juan Branco, proche de LFI et ancien conseil de Mélenchon. Très inspiré, celui qui se verrait bien Premier ministre, avait commencé sa diatribe anticolonialiste en Afrique ou à Gaza par un « *Je suis des vôtres* » aux accents gaullois (« *Je vous ai compris !* »). Ayib Daffé, secrétaire général des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), le parti au pouvoir depuis avril, avait donné le ton : « *Souveraineté, panafricanisme et solidarité internationale contre l'impérialisme sont des valeurs que nous partageons avec LFI.* » Reçu comme un chef d'État, Mélenchon avait eu le droit à tous les égards de la part des nouvelles autorités sénégalaises, à la fois très à gauche et profondément attachées à la tradition musulmane. « *On l'a présenté comme le messie progressiste, un trophée, c'était : "Voilà notre France"* »,

ironise un ancien ministre du président sortant Macky Sall.

En échange, Jean-Luc Mélenchon aime bien rappeler qu'il est lui-même africain, né en 1951 à Tanger, surtout lorsqu'il caresse depuis des années dans le sens du poil une diaspora franco-africaine en métropole et des Français de l'étranger pour la plupart binationaux, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, véritable réserve de voix pour son camp... Dans un sens, cela peut se comprendre, lorsque la fin de cette double nationalité est régulièrement agitée par le Rassemblement natio-

À Bamako comme à Alger, Mélenchon rafle la majorité

nal, pas vraiment populaire, pour sa part, en Afrique... Pour preuve, lors des dernières élections européennes, dans la fameuse 9^e circonscription des Français de l'étranger (Maghreb et Afrique de l'Ouest), Manon Aubry, candidate de LFI, a obtenu 41,39 % des voix, presque la moitié des votants, contre seulement 9,59 % pour Jordan Bardella. Un résultat étonnamment très éloigné des réalités du scrutin en métro-

pole. Pour rappel, dans ce même territoire, les électeurs avaient placé Jean-Luc Mélenchon (39,8 %) légèrement devant Emmanuel Macron (38,3 %) au premier tour de l'élection présidentielle 2022, avec des pointes à 47 % à Bamako, voire 57 % à Alger ou 54,5 % à Tanger, sa ville natale, selon les chiffres du ministère des Affaires étrangères. Si Danièle Obono, Française d'origine gabonaise, députée de Paris, a permis certains rapprochements avec des personnalités africaines, Arnaud Le Gall, député du Val-d'Oise devenu conseiller aux questions internationales du groupe parlementaire LFI, laboure le terrain depuis quelques années pour tisser des liens et faire du chef de La France insoumise l'un des nouveaux leaders de cette jeunesse panafricaine en pleine expansion. JLM était d'ailleurs venu à Ouagadougou en juillet 2021, en sa présence, se recueillir sur le site du mémorial du grand héros révolutionnaire Thomas Sankara : « *Haute figure de l'insoumission* ». C'est aussi Arnaud Le Gall qui l'aurait mis en

contact avec Alioune Sall, ancien député sénégalais de la diaspora zone Enoc et coordonnateur de Pastef France. Une rencontre utile quand on sait les scores importants engrangés par LFI, en région parisienne notamment.

Forte du soutien parfois à peine dissimulé de certains journalistes des médias français de service public ou des chaînes de télévision et sites panafricains installés à Paris, la gauche radicale a lentement imprégné les esprits en Afrique. « *Le discours de la "mélenchonnie" a été relayé en Afrique par les réseaux syndicaux, comme Sud, infiltrés dans les instances de la CFE [Caisse des Français de l'étranger], les amicales des lycées, les réseaux consulaires* », raconte sous couvert d'anonymat un ancien enseignant au Sahel, réfugié en France. « *Il y a toute une bourgeoisie franco-africaine multipropriétaire, adepte du "décolonialisme caviar", qui n'a cessé de critiquer la France ces dernières années, sous couvert d'un panafricanisme irréel. Le pire, c'est que beaucoup de ces gens sont aujourd'hui*

considérés par cette jeunesse tentée par l'autoritarisme comme des profiteurs dans leur propre pays. » Dans toute l'Afrique francophone, « *révolution citoyenne* », « *dégagisme* », ont longtemps trouvé un écho favorable du côté des Insoumis, jusqu'à ce que les démocraties dévoyées d'avant, trop alignées sur la France, soient remplacées par des régimes militaires plus proches de Moscou.

Au Mali, si la gauche radicale française bénéficie toujours d'une certaine sympathie parmi la population, les relations entre le leader de LFI et Bamako se sont distendues depuis l'arrivée au pouvoir du président Assimi Goïta, suite au coup d'État du 18 août 2020. Pendant des années, le grand allié de Jean-Luc Mélenchon au Mali était le leader du parti de gauche Sadi, le docteur Oumar Mariko, surnommé « *le Mélenchon malien* », mais honni par l'actuel Premier ministre Choguel Maïga. « *Mélenchon a beaucoup de relais au Mali qui sont d'anciens cadres du Parti socialiste français partis revivre au pays. Il répond en plus à certaines craintes de la population sur la double nationalité. Il est aussi le premier à avoir demandé le retrait des troupes militaires françaises au Sahel* », explique Tiambel Guimbayara, secrétaire général de l'Union de la presse des communicateurs maliens de France (Upcom). « *Mais le fait qu'Oumar Mariko ait été arrêté, puis exilé en France, lui a compliqué la tâche avec les autorités actuelles.* » La popularité de Mélenchon en Afrique connaît aussi ses limites à travers cette célèbre phrase du Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, lors de la fameuse rencontre de Dakar : « *La question liée aux mœurs et aux LGBTQ risque d'être le prochain casus belli* », avait-il lancé, dénonçant un Occident qui essaie d'« *imposer sa vision sur ces questions* ». « *Vous venez de dire ce sur quoi nous sommes en désaccord* », avait rétorqué Mélenchon, avant d'être copieusement hué par la foule. ●

CAMILLE MOTAIS

Le JDD
À TRAVERS SES « UNES »

DIMANCHE 28 JUIN 2009

La mort de « l'artiste total »



Un créateur, un danseur, un chanteur, un showman, un businessman, que n'a-t-il pas été, Michael Jackson, dans sa courte existence de 50 ans ? Tout, il aura été tout, ou presque. À la fois ange, démon et mortel. Célébrité planétaire, artiste le plus titré de tous les temps, figure primordiale de l'industrie du spectacle, icône culturelle internationale majeure du XX^e siècle. C'était le Roi ou le Dieu de la pop. « *Précurseur même dans la mort* », écrit pour le JDD Nicolas Moscovici.

L'annonce de sa disparition a littéralement ébranlé Internet, plongeant la planète dans le deuil à la vitesse du numérique. Face à l'énorme afflux de requêtes, Google a ainsi cru à une attaque virale. Un même déferlement a été enregistré sur Facebook. Le réseau de micro-blogging Twitter n'a pas échappé à la frénésie, Michael Jackson colonisant jusqu'à 27 % des messages.

La « Une » du JDD pose la question : qui a tué la star ? Réponse : les médecins, les producteurs, les banquiers. Son décès, rendu officiel par son frère aîné, a été aussitôt considéré comme suspect par la police. Un décès causé par le stress, l'usure, un état général déclinant et l'abus de médicaments et de drogues. L'enquête commence, et l'autopsie rendra son verdict. Il y a tout lieu de penser qu'il s'agit d'un schéma d'overdose. La seule certitude, c'est que la possibilité d'un attentat a été écartée ; aucune trace de traumatisme extérieur, aucun indice de crime sur le corps du chanteur.

La police s'intéresse de près au docteur Conrad Murray, devenu depuis quelques semaines le médecin personnel du chanteur. Quand est-il venu pour la dernière fois rendre visite à son célèbre patient ? Qu'a-t-il fait ? A-t-il effectué une injection, et si c'est le cas, de quoi ? Toutes les télé-

américaines entonnent le refrain de la chasse aux « charlatans », et Murray affiche le profil de ces médecins peu scrupuleux disposés à prescrire un arsenal de médicaments sans la moindre justification thérapeutique vu qu'au prix fort, tout s'achète, même l'éthique. À l'arrivée, Murray sera reconnu coupable d'homicide involontaire. Dans le JDD, François Bon, écrivain et éditeur, tire le portrait de « *michaeljackson* » – ce nom qu'on a toujours prononcé en un seul mot – parce qu'il y avait trop de Jackson. « *Ils étaient cinq et lui n'avait que cinq ans quand on le mit à danser dans le Jackson 5. Pour la légende, il faut toujours une famille de trop d'enfants (neuf) dans une maison pauvre d'une banlieue de grande ville (Chicago)...* La musique était puissante, exacerbée... Mais qu'est-ce qui t'a pris "michaeljackson" de la renier, ta peau ? N'était-elle pas noire par essence, cette insolence, cette force ? »

C'est vrai qu'il y eut chez le chanteur, à partir des années 80, cette volonté pathétique de ne plus apparaître comme noir, et dans cette obsession de gommer ses traits, une forme de haine de soi, assortie d'une absence totale d'engagement politique ou civique. Sans compter que son image fut ternie par certains volets de sa vie privée, son excentricité, avec un train de vie estimé à 30 millions de dollars par an, et encore, et surtout, par deux plaintes pour abus sexuel sur mineur.

Il reste que, selon Frédéric Beigbeder, « *Michael Jackson était un "artiste total". Les gens du monde entier savent que, dans le fond, il a payé de sa vie une consécration de tous les instants à sa musique. En se massant autour des églises pour allumer des cierges à sa mémoire, le public a reçu la dimension sacrificielle de M.J., qui était un peu Jésus à sa manière.* » ●

DOMINIQUE GRIMAUT

Opinion

DE LA CHRONIQUE

Christine Kelly Qu'est-ce qui nous manque pour être unis ?

Alors que notre pays est en proie à la discorde, notre chroniqueuse s'interroge sur ce qui unit, ce qui fait nation.

Les célébrations, les victoires, les désastres, le drapeau, l'éducation ? Et si, par-dessus tout, c'était l'adhésion à la France ?

MAT NINAT STUDIO/CNEWS

Vendredi, 10 h 47. Je suis à la remise des prix de fin d'année à l'école de ma fille, comme beaucoup de parents. On se salue, on s'embrasse, car après toutes ces années de primaire, on se connaît tous et on s'apprécie. Les enfants sont là, debout sur l'estrade, si fiers d'être appelés et félicités devant leurs parents. Ils reflètent l'éducation qu'on leur a donnée, l'espoir qu'on leur a insufflé, tel un miroir de ce que nous sommes. Ce sont eux qui feront demain. C'est sur eux que nous devons compter dans le monde de demain. Pour cette dernière journée scolaire avant les vacances d'été, tous les petits du CP au CM2 entonnent alors cette chanson de Jean-Jacques Goldman, *J'irai au bout de mes rêves*. Au fil des mots coulent mes larmes.

*Et même si le temps presse
Même s'il est un peu court
Si les années qu'on me laisse
Ne sont que minutes et jours
... J'irai au bout de mes rêves
Tout au bout de mes rêves
J'irai au bout de mes rêves
Où la raison s'achève
Tout au bout de mes rêves
J'irai au bout de mes rêves
... Et même si les tempêtes
Les dieux mauvais, les courants
Nous ferons courber la tête
Plier genoux sous le vent
J'irai au bout de mes rêves...*

Mes larmes discrètes sont des larmes d'interrogation. Mais sensibilité ne veut pas dire fragilité. À l'heure où nous devons engager notre pays dans un avenir incertain, à l'heure où nous devons décider, il est important de regarder ces enfants dans les yeux. Qu'est-ce qui nous manque pour être unis ?

Notre pays est divisé à tous les niveaux, que ce soit sur le plan politique, social ou sociétal. Les clivages entre les différentes classes sociales, les régions du pays et les opinions politiques sont de plus en plus marqués. La peur est omniprésente, la peur de l'autre, la peur du changement, la peur de tout.

Ces moments d'union

Ils sont si rares, les moments où nous parvenons encore à nous unir. Noël ? La célébration est ternie d'année en année, et bientôt cela devien-

dra une insulte de fêter Noël. La fête des mères ? Ce moment est jugé discriminant pour beaucoup, tout comme la fête des pères. Le 31 décembre ? La fête de la musique ? Ces moments d'union et de

joie sont devenus des instants de division. Des moments de violence.

Tous ces instants où nous étions unis, le regard tourné au même moment vers le même objectif, la même célébration, tous ces instants se sont envolés. Nous les avons laissés se détériorer. Lorsque nous parvenons à nous unir, à tout oublier pour penser ensemble, pour penser à la nation, c'est lors de la Coupe du monde de football, lors de grands matchs où l'équipe de France est engagée. Nous parvenons également à former une nation lors de tragédies nationales comme les attentats terroristes, après *Charlie Hebdo*, après le Bataclan. Nous parvenons également à former une nation lors de catastrophes naturelles, où soudainement les Français se montrent solidaires. Solidaires et unis.

Qu'attendons-nous pour être unis ? Pour rester unis ? Des tragédies ? Des catastrophes ? Les Israéliens étaient si déchirés avant le 7 octobre et, depuis, se sentent unis

à jamais. Faut-il des tragédies pour nous souder ? Ne sommes-nous pas suffisamment ancrés pour reconnaître que nous avons intérêt à être solidaires, à être rassemblés et unis pour être forts ? Et s'il y a une chose que nous avons en commun, c'est la France. S'il y a une chose qui doit nous unir, c'est la France.

Sinon, qu'est-ce qui nous unit réellement en tant que Français ? Est-ce le drapeau tricolore, symbole de notre patrie ? Est-ce le fait de partager une histoire commune, des valeurs et une culture unique ? La France est notre refuge, notre héritage, notre identité. Nous sommes tous liés par ce lien invisible qui nous connecte, nous attache à notre pays, à notre histoire et à notre avenir commun.

Il est temps pour les citoyens français de se rassembler derrière le drapeau français, de mettre de côté nos différences et nos divergences pour former un front commun. En nous unissant derrière notre pays, nous pourrions surmonter nos divisions et construire demain pour ces enfants, sourire aux lèvres, si confiants dans l'avenir que nous leur offrons.

Il est temps de faire taire nos doutes et nos préjugés pour nous concentrer sur ce qui nous unit. En nous drapant dans notre drapeau, nous pourrions enfin trouver l'unité et la solidarité qui nous manquent pour avancer ensemble vers un avenir plus ensoleillé.

Faire nation ?

Faire nation, faire France, est une notion complexe et profonde qui a été abordée tant par des politiques que par des philosophes et écrivains. Selon le général de Gaulle, la nation repose sur l'idée de souveraineté et d'indépendance nationale. Il considérait que la nation française devait s'unir autour de valeurs communes et d'une identité partagée. François Mitterrand, quant à lui, voyait dans la démocratie et la solidarité des piliers de la nation française. Emmanuel Macron, de son côté, insiste sur une vision inclusive de la nation, où chaque citoyen a sa place, quelle que soit son origine. Encore faut-il avoir un Etat fort, une France fière d'être la France.

Ernest Renan, en 1882, dans *Qu'est-ce qu'une nation ?* la définissait comme un « plébiscite de tous les jours », une communauté de destins, forgée par la volonté de vivre ensemble et par des sacrifices partagés. La notion du vivre-ensemble a été détruite. La notion des sacrifices partagés a été bannie. Peu sont prêts à sacrifier leur moi pour un destin commun et pour la France. Mettre de côté ses petits egos personnels, son individualisme assoiffé, et mettre tous les autres à ses pieds au nom de ses désirs, tout mettre de côté pour une vision commune, pour avancer ensemble.

Dans *Du Contrat social*, Jean-Jacques Rousseau explique que la nation est formée par un pacte social dans lequel chaque individu renonce à une part de sa liberté au profit de l'intérêt commun. Un intérêt commun qui a été détricoté d'année en année. Chaque politique s'est empressé de satisfaire les uns au détriment des autres, au lieu de garder le cap de la France, le cap de l'intérêt commun.

L'écrivain Maurice Barrès insiste, pour sa part, sur l'importance de la culture, de la tradition, de l'histoire et du sol pour définir l'identité nationale.

Il faut savoir qui nous sommes, qui nous voulons être, pourquoi nous sommes en France et pourquoi nous aimons la France.

Tout a déjà été dit, mais évidemment, l'éducation est le pilier puissant pour véhiculer et ancrer ces principes. C'est bien la raison pour laquelle dès que notre système d'éducation flanche, le reste suit, la nation se détériore à grande vitesse. L'historien et pédagogue Ernest Lavisse soulignait l'importance de l'éducation dans la construction de la nation. Il voyait l'enseignement de l'histoire nationale comme un moyen de forger un sentiment d'appartenance et de patriotisme. Nous avons peut-être tous un morceau d'histoire nationale qui nous gêne, mais c'est Notre histoire. On la regarde en face, on la regrette peut-être, mais on ne la rejette pas, justement pour mieux construire demain et pour ne pas reproduire nos erreurs.

En somme, « faire nation » est une adhésion à la France. Qu'est-ce qui nous manque pour être unis ? ●

**Il faut savoir
qui nous
sommes,
pourquoi
nous sommes
de ce pays**

Actualité Économie & Business

Jean-Laurent Granier

« L'année 2022 a été une des pires de l'histoire pour les assureurs »

INTERVIEW

ASSURANCE Generali France poursuit sa croissance et se réorganise pour faire face à de nombreux enjeux de société

Leader en Europe, le groupe international d'assurance et de gestion d'actifs, fondé en 1831, est présent dans 50 pays. Il compte 82 000 collaborateurs et 70 millions de clients pour un chiffre d'affaires de 82,5 milliards d'euros en 2023. La branche française, dirigée par Jean-Laurent Granier, réalise 15,5 milliards de chiffre d'affaires – répartis pour moitié entre l'épargne et la retraite, et l'autre moitié sur l'assurance dommages et la santé-prévoyance – et compte 9 300 collaborateurs et agents généraux. Generali est aussi le propriétaire d'Europ Assistance, qui intervient toutes les trois secondes dans le monde.

Quels sont vos grands enjeux du moment ?

En tant qu'assureur, nous devons protéger et anticiper. Face au dérèglement climatique qui entraîne la multiplication des catastrophes naturelles, face aux problématiques de protection sociale et d'accès aux soins médicaux ou face à l'allongement de l'espérance de vie qui impacte la santé et les retraites, nous répon-

dons présents. Aujourd'hui, on compte par exemple 1,4 actif pour un retraité contre 5 actifs pour un retraité quand les systèmes de retraite par répartition ont été développés. C'est un vrai défi.

Justement, Generali est un acteur majeur en France dans le domaine de la retraite... Observez-vous une montée en puissance de ces placements ?

Protéger les personnes, c'est aussi les accompagner dans la gestion de leur épargne dans un contexte d'inflation et de réforme des retraites. Nous nous

« En tant qu'assureur, nous devons protéger et anticiper »

appuyons sur le cadre offert par le Plan d'épargne retraite (PER), qui fonctionne très bien. Generali France compte plus de 20 milliards d'euros d'encours, pour 340 000 particuliers et 77 000 entreprises couverts, dont de nombreux indépendants ou PME.

Ce besoin croissant de protection individualisée, le retrouvez-vous aussi dans vos produits Prévoyance et santé ?

C'est effectivement l'un de nos secteurs les plus dynamiques qui se développe très vite du fait du vieillissement de la population et de la cherté des soins. Le système

français de soins aujourd'hui, c'est une combinaison entre la sécurité sociale qui, malheureusement, année après année, se révèle de plus en plus déficitaire et des assureurs complémentaires auxquels on demande de plus en plus d'apporter des solutions.

Estimez-vous qu'on vous en demande trop ?

En tout cas, on a tendance à oublier que plus l'État nous demandera de contribuer à la prise en charge des soins et à limiter le reste à charge des Français, plus il va falloir qu'on prélève des cotisations complémentaires en santé. C'est une conséquence directe. Et lorsque les pouvoirs politiques nous exhortent à ne pas répercuter dans les cotisations l'aggravation du coût des soins ou les transferts de charges de la sécurité sociale vers les complémentaires santé, je réponds qu'il faudrait au moins diminuer les taxes. En France, quand vous payez votre complémentaire santé 100 euros, vous payez 13 euros de taxes au budget de l'État. En Allemagne, c'est cinq, en Espagne, c'est zéro ! La santé est un bien essentiel et prioritaire, elle doit être traitée comme tel.

Cela veut dire que les Français doivent s'attendre à de nouvelles augmentations de cotisations ?

L'année dernière, l'évolution des cotisations de santé oscillait entre 8 et 10 % sur le marché. Il faudra s'attendre à des hausses si les pouvoirs publics décident de transférer à nouveau des dépenses

de la sécurité sociale aux complémentaires. Cela a, par exemple, été le cas avec le 100 % Santé, pour financer la nouvelle Convention des dentistes ou la future consultation des médecins généralistes à 30 euros.

Les risques liés aux catastrophes naturelles, aux intempéries ou au contraire à la sécheresse se multiplient... Comment rester compétitif tout en offrant

les meilleures garanties de protection à vos clients ?

L'année 2022 a été une des pires de l'histoire pour les assureurs avec 10,5 milliards d'euros de dégâts assurés sur le marché français, contre 2,5 milliards par an habituellement. Personne ne peut nier l'évolution du risque. Le dérèglement climatique est tel qu'il est nécessaire de garantir un partenariat public-privé qui se matérialise par le régime des catastrophes naturelles. Mais le régime est déficitaire depuis 2015, c'est pourquoi il est nécessaire d'augmenter la quote-part spécifique à ce risque dans les contrats habitations. De 12 %, on passera à 20 % au 1^{er} janvier prochain, c'est une augmentation qui représente en moyenne 2 euros par mois par ménage. Par ailleurs, il est fondamental que les risques restent assurables. Cela signifie également qu'il faut développer la prévention.

Par quels moyens ?

Nous avons une unité de recherche, le Generali Climate Lab, dans laquelle nos experts étudient les endroits les plus exposés et les différents types de risques. Ils ont notamment développé le site EFAR (<https://ensemble-face-aux-risques.generalifrance.fr/>) gratuit et ouvert à tous. Chaque diagnostic personnalisé sur la base de la géo-intelligence, permet de connaître l'exposition aux risques de son adresse. En 2023, on a eu 200 000 visites sur le site. Mais il revient aux pouvoirs publics de ne pas donner des permis de construire n'importe où. ●

Jean-Laurent Granier, PDG de Generali France.



Jean-Marc Juramie « 2 500 œuvres disponibles en permanence »

LANCEMENT Le directeur général adjoint de Canal+ France chargé des Antennes et des programmes décrit au JDD la nouvelle offre Ciné+ OCS qui arrive mercredi

De quoi s'agit-il exactement ?

Après l'acquisition d'OCS le 1^{er} février 2024, le groupe Canal+ a regroupé dans cette offre le meilleur de Ciné+ et d'OCS. Elle est principalement axée sur le cinéma et sera accessible partout dès le 3 juillet. Six chaînes et un service à la demande permettront de profiter d'un catalogue de films américains et français très riche dont certains dès six mois après leur sortie en salle : environ 2 500 œuvres seront ainsi disponibles en permanence. On pourra également y retrouver des « séries signatures », c'est-à-dire des créations hexagonales.

Qui peut y avoir accès ? Et à quel prix ?

Les abonnés Canal+ pourront en bénéficier dans l'offre Ciné Séries. Autrement, l'offre sera disponible chez tous les opérateurs : Orange, Bouygues, SFR, Free et même Amazon. Le tarif pourra différer d'un opérateur à

INTERVIEW



FRANÇOIS ROELANTS/CANAL+

un autre, mais il restera aux alentours de 10 euros par mois, soit moins qu'une place de cinéma.

De quoi cette offre est-elle composée ?

D'un service à la demande et de six chaînes, chacune thématisée. OCS regroupera les séries et les films de première exclu-

sivité. Les six autres chaînes sont purement cinéma : Ciné+ Émotion pour les romances et les comédies dramatiques ; Ciné+ Frisson pour les films d'action et de genre ; Ciné+ Classic pour les œuvres cultes ; Ciné+ Family pour les productions à regarder avec nos enfants ; Ciné+ Festival pour les créations d'auteurs, indépendantes et iconoclastes.

Quels en sont les avantages ?

Son prix est extrêmement accessible et complémentaire de toutes les autres offres. De Canal+, puisqu'elle la complète par des milliers de films par an, mais aussi des plateformes comme Netflix ou Amazon davantage centrées sur les séries. Ciné+ OCS apporte une riche offre à dominante cinéma dans un marché dominé par des offres centrées sur les séries.

Quels sont les enjeux d'un tel lancement ?

Partager avec le plus grand

nombre notre amour du cinéma. Cette offre est unique, il n'existe aucun équivalent. Nous apportons un produit inédit sur ce marché en pleine expansion. L'offre est pléthorique, avec beaucoup de films récents. Il y aura toujours quelque chose à regarder.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les programmations de cet été ?

Le diptyque *Les Trois Mousquetaires : D'Artagnan* et *Milady* sera disponible dès juillet sur OCS. Pour compléter, il y aura tous les films sur les mousquetaires qui sont sortis depuis cinquante ans. L'intégrale de *Hunger Games* arrivera à la rentrée, comme *Maison de retraite 2* qui a cumulé 1,6 million d'entrées. OCS accueillera également la série américaine *Twisted Metal*, drôle et un peu violente, adaptée du jeu vidéo éponyme. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR HÉLÈNE ROUÉ

PROPOS RECUEILLIS
PAR STÉPHANIE DE MURU

Actualité Économie & Business

INTERVIEW

TOURISME Hôtel emblématique de Cannes, le Carlton s'est offert l'an dernier une cure de jouvence... et mise sur 37 nouvelles résidences

Depuis 1913, le Carlton s'est imposé comme la référence hôtelière de la Riviera. Entièrement rénové, il a rouvert il y a un an avec 369 chambres, 52 suites et 37 nouveaux appartements indépendants. Son nouveau directeur général, Pierre-Louis Renou, nous détaille les nouveaux atouts du Carlton et ceux, indémodables, de Cannes et de sa région.

Quel bilan pouvez-vous faire un an après votre réouverture ?

La rénovation de l'hôtel est un succès auprès de notre clientèle. Ce projet représentait un défi considérable, car il fallait préserver l'essence même de ce lieu historique tout en le modernisant. Il y a toujours un risque à intervenir sur une icône. Et le Carlton en est une, parmi les hôtels les plus emblématiques au monde.

« Ce qui ne changera jamais, c'est l'âme de l'hôtel »

Qu'est-ce qui a le plus changé et qu'est-ce qui ne changera jamais au Carlton ?

Ce qui a le plus changé, c'est que nous avons ajouté une partie de résidence hôtelière, avec une offre totalement inédite dans la région de 37 suites indépendantes très haut de gamme. Nous avons rénové tout en conservant la structure et la façade du bâtiment, qui est unique. On dit souvent que le Carlton Cannes est l'hôtel le plus photographié au monde et c'est probablement vrai. Et bien sûr, ce qui ne changera jamais, c'est l'âme de l'hôtel et l'atmosphère très particulière que l'on trouve ici. Il y a une alchimie qui fait que vous savez immédiatement que vous êtes au Carlton. Cela tient aussi à l'équipe : nous avons rouvert avec toute l'équipe qui avait fait la fermeture. Cela signifie que les employés ont attendu, que nous nous sommes occupés d'eux pendant la durée des travaux, et qu'aujourd'hui, nos clients et habitués sont heureux de les retrouver.

Qui sont les clients aujourd'hui du Carlton ?

Nous avons une grande diversité de clientèle, un panel très large. Cela commence par les locaux, qui viennent par exemple prendre un verre au Bar°58 le soir ou au Camélia Tea Lounge, notre salon de thé. Nous les accueillons aussi pour notre brunch le dimanche, et toute l'année sur notre plage. C'est très important pour nous que les habitants de la région puissent eux aussi profiter de l'hôtel, et nous avons pour cela des offres attractives. Ensuite, nous avons évidemment une part importante de clientèle de loisir qui vient de France et d'Europe pour de longs



ROMEO BALANCOURT

Unique, le Carlton Cannes serait l'hôtel le plus photographié au monde.

Carlton Cannes Entre business et loisirs

week-ends, et une clientèle de saison qui vient en général de plus loin et pour des séjours plus longs.

La clientèle business représente-t-elle toujours la moitié de votre chiffre d'affaires ?

Elle est, elle aussi, très diversifiée, ce qui justifie notre ouverture à l'année. La ville de Cannes accueille de nombreux événements parmi les plus prestigieux au monde et le Palais des festivals est d'ailleurs devenu en 2023 le premier en France. Il y a bien évidemment le Festival de Cannes, mais aussi le Cannes Lions, le Mipcom, le Tax Free, le Mipim ou encore l'ILTM ou l'Ipem. Et en dehors de ces grands rendez-vous, la ville est aussi très attractive

pour les séminaires d'entreprises et les conventions. Nous avons d'ailleurs un nouveau centre de conférence de 2 000 mètres carrés au sein de l'hôtel avec de nombreuses salles. Nous bénéficions de la proximité avec l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, avec des liaisons régulières vers de nombreuses destinations et une grande diversité de compagnies aériennes.

Qu'est-ce qui entretient encore aujourd'hui le mythe de la French Riviera aux yeux des touristes étrangers ?

Il n'y a pas de recette pour le glamour ! Il est l'association de nombreuses choses : un climat, une élégance, une végétation, une lumière,

une histoire, et la possibilité de vivre des expériences très variées sur le plan culturel, sportif, maritime, gastronomique, festif...

Côté table et gastronomie justement, que proposez-vous ?

Nous avons plusieurs restaurants, dont celui de la plage, ouvert toute l'année, où le chef privilégie les produits de la région. Il se fournit à moins de 100 kilomètres de l'hôtel, le poisson vient des pêcheurs de Cannes et les maraîchers sont dans l'arrière-pays. Et puis nous avons le restaurant Riviera, avec sa célèbre terrasse qui surplombe la Croisette et un restaurant plus festif, le Rüya, qui propose une cuisine anatolienne moderne,

dans une ambiance de partage décontractée le soir.

Ces dernières années, quelles sont les évolutions que vous avez pu noter dans les attentes de la clientèle des palaces ?

On voit par exemple de plus en plus de voyages multigénérationnels : des grands-parents qui viennent avec les enfants et petits-enfants. C'est notamment pour eux que nous avons ouvert ces 37 nouvelles suites indépendantes avec tout le service hôtelier. Certains s'installent ici pour plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Ils bénéficient de tous les services de l'hôtel, mais avec une certaine indépendance et une grande liberté. Et la liberté, c'est le luxe.

Combien coûte une chambre au Carlton ?

Nous avons une offre de prix très diversifiée, avec des chambres disponibles à partir de 450 euros en hiver et des suites qui peuvent être vendues plusieurs dizaines de milliers d'euros en haute saison. Nous faisons très attention à conserver une offre attractive pour les séjours sur les longs week-ends d'automne ou d'hiver.

Comment jugez-vous la satisfaction de vos clients ? On imagine que ce ne sont pas les avis sur Booking ou Tripadvisor qui comptent pour un établissement comme le vôtre...

Ce qui me fait le plus plaisir, c'est lorsqu'un client décide de prolonger son séjour, de modifier son calendrier, son billet d'avion, pour rester un peu plus longtemps... Cela veut vraiment dire beaucoup ! De même lorsque des clients me demandent, lors des ponts du mois de mai, de leur réserver une chambre pour les fêtes de fin d'année, je sais que nous avons créé de l'émotion. Ces clients qui reviennent de génération en génération et qui connaissent l'hôtel font aussi partie de l'âme du Carlton Cannes. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR LOMIG GUILLO

Immobilier Les feux repassent progressivement au vert

EXCLUSIF Yann Jéhanno, président du réseau immobilier Laforêt, dévoile le bilan du semestre 2024 qui confirme la légère reprise des transactions



DR

INTERVIEW

Sur ces six premiers mois, vendeurs et acquéreurs de logements sont-ils de retour sur le marché de l'ancien ?

Le frémissement observé au premier trimestre dans nos agences s'est confirmé au second. Dans le détail, les volumes de ventes progressent de 0,5 % entre janvier et mars. Sur un an, de juin 2023 à aujourd'hui, les transactions sont même en hausse de 0,9 %. S'agit-il d'une situation conjoncturelle ou d'une tendance durable ? L'avenir nous le dira. Dans les faits, les feux repassent progressivement au vert, sauf en Île-de-France, où les transactions reculent de 1 %.

Quelles sont les régions où cette reprise semble être la plus significative ?

La dynamique est globale mais à Paris, les transactions ont progressé de 6 % en un an, c'est considérable. C'est la conséquence

de la baisse des prix dans la capitale, puisque nous sommes passés en deux ans de 11 000 euros du mètre carré en moyenne à 9 500 euros. Autour de Paris, en Île-de-France, les prix reculent de plus de 8 %, à 3 945 euros en moyenne, du jamais vu depuis 2017. Du côté des grandes métropoles, les prix à Bordeaux sont en recul de 3,65 %, à 4 536 euros le mètre carré, Lyon -4,90 % (4 730 euros), et la surprise, c'est Marseille, où les prix résistaient jusque-là, mais c'est terminé. Sur un an, les prix y régressent de 1,40 %, à 3 759 euros le mètre carré en moyenne.

Cette baisse des prix et ce redémarrage progressif des ventes profitent-ils davantage aux maisons ou aux appartements ?

Au niveau national, le volume de vente des appartements progresse de 1,2 % et seulement de 0,6 % pour les maisons. Cela prouve que le pouvoir d'achat immobilier des Français s'est réduit notamment du fait de la montée des taux de crédit, car ache-

ter une maison et l'entretenir coûte nettement plus cher qu'un appartement. D'ailleurs, 72 % des logements que nous avons vendus sur le premier semestre avaient une valeur inférieure ou égale à 300 000 euros. Cela étant, avec la baisse des taux et des prix, nous assistons à la reconstitution progressive du pouvoir d'achat immobilier des Français.

Les primo-accédants sont-ils de retour sur le marché immobilier ?

En 2019, ils représentaient un achat sur deux. Désormais, ce n'est plus qu'un achat sur quatre. Leur situation reste très préoccupante. Et la suppression des frais de notaire proposée par Gabriel Attal ne suffira pas pour relancer l'activité immobilière. Il faudrait concevoir une politique globale pour soutenir les jeunes acquéreurs, notamment avec le prêt à taux zéro en supprimant les contraintes géographiques et de travaux. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTOPHE BORDET

Actualité Sport

Tour de France

L'empereur Romain Bardet

INÉDIT Pour la première fois de son histoire, la Grande Boucle s'est élancée hier d'Italie, couronnant l'inattendu Français

COCORICO Le maillot jaune sera porté aujourd'hui par le grimpeur auvergnat, qui pourrait l'emporter jusqu'en France mardi

Envoyé spécial, Rimini (Italie)

Mais à quoi pensait donc le natif de Brioude, en Haute-Loire, lorsqu'il a attaqué à plus de 50 kilomètres de l'arrivée, dans la cinquième des sept difficultés de la journée, la côte de San Leo ? S'est-il cru dans la peau d'un Tadej Pogačar, habitué des offensives lointaines ? Non, Romain Bardet avait juste envie de se faire plaisir. Comme s'il était libéré d'un poids après avoir annoncé la semaine dernière qu'il arrêterait sa carrière professionnelle l'an prochain et que, cet été, il disputerait son onzième et ultime Tour de France sans velléité de jouer le classement général.

Avec le soutien dévoué de son coéquipier néerlandais Frank van den Broek (DSM-Firmenich PostNL), le Français va résister au retour du peloton dans la longue ligne droite finale, sur le bord de mer de Rimini, pour s'imposer avec cinq secondes d'avance. Suffisant pour que l'Auvergnat,

visage baigné de bonheur, ait le temps de célébrer sa victoire en levant les bras et en remerciant d'un geste de gratitude le sacrifice de Van den Broek, qui lui a offert cet inoubliable moment.

À 33 ans, Romain Bardet s'offre le quatrième succès d'étape sur la Grande Boucle et une cure de jouvence, après Saint-Jean-de-Maurienne en 2015, Saint-Gervais-Bains en 2016 et Peyragudes en 2017. Deux fois sur le podium final, une fois maillot à pois en 2019, il revêt la tunique de leader au moment où, de son propre aveu, il en avait « fait le deuil ». Tout sourire, sans exubérance, fidèle à son caractère réservé, il raconte devant les micros : « Je suis enfin moi-même », ou encore, « J'étais

dans un état d'esprit différent des précédentes éditions, plus relâché ».

Si la France est à la fête en ce début d'épreuve, l'Italie, elle, accueille avec enthousiasme cet historique « Grande Partenza ». À Florence hier, la splendide cité renaissance, d'habitude noire de touristes, était pleine de... cyclotouristes. Les armoiries florentines avaient disparu sous une nuée de drapeaux aux couleurs du Tour accrochés le long du défilé effectué par les 176 coureurs dans « la città più bella del mondo », comme disent les locaux.

L'étape du jour est propice aux attaques tranchantes

Sous une chaleur accablante, les passionnés se sont rués sur les bus, garés près de la ligne

de départ, pour apercevoir les champions. Le public est dense devant les véhicules des favoris : le Slovène Tadej Pogačar, son compatriote Primož Roglič, le Danois Jonas Vingegaard ou encore le Belge Remco Evenepoel (lire la chronique de Richard Virenque). Dès que l'un des - rares - concurrents italiens engagés sur l'épreuve se rend au podium de présentation, c'est l'effervescence. L'organisation est vite dépassée, des barrières sont bousculées et la foule devient encore plus compacte, dans une ambiance joyeusement bruyante que ceux qui maîtrisent la langue de Dante qualifieront ainsi : « Che Scompiglio ! » Ce que l'on pourrait traduire par « Quel bazar ! »

Les 206 kilomètres de cette étape inaugurale, à travers les paysages romantiques et vallonnés de Toscane, puis d'Émilie-Romagne, passent par des villes et villages qui se sont tous parés de jaune. Ballons de baudruche accrochés aux grilles des maisons, fanions suspendus au-dessus des rues, draps étendus aux balcons, tout rappelle la tunique de leader. Mais

« Je suis enfin moi-même »

Romain Bardet

puisque l'Italie, c'est avant tout le Giro et son « maglia rosa », certains spectateurs taquins ajoutent des touches de rose. Sur la route fleurissent des hommages au « pirata » Marco Pantani, resté pour beaucoup de tifosi une idole, lui qui a connu la lumière du succès et l'ombre du dopage. L'arrivée dans la station balnéaire de Rimini, où il est mort d'overdose dans un hôtel sans âme il y a vingt ans, est un autre hommage.

Après l'étape de départ et ses plus de 3 500 mètres de dénivelé positif, le peloton va connaître un parcours dominical à peine moins compliqué, marqué par la double ascension de la terrible côte de San Luca, sur les hauteurs de Bologne. Si Romain Bardet sauve son maillot jaune, alors il pourra espérer le conserver jusqu'à l'entrée en France mardi, la 3^e étape (lundi) ne présentant pas de difficultés majeures. En attendant, « avanti » ! Ce Tour est bien parti. ●

AXEL MAY



Pour son dernier Tour, Romain Bardet endosse le maillot jaune, alors qu'il en avait fait le deuil.

THOMAS SAMSON/AFP

CYCLISME

111^e TOUR DE FRANCE

3 498

km de parcours

176

coureurs

150

véhicules publicitaires

22

équipes

21

étapes
Dont 7 de montagne
et 2 contre-la-montre



LÉGENDE

- Grand Départ
- Ville ou site départ
- Ville ou site arrivée
- Repos
- Arrivée finale
- Étape en ligne
- C.I.M. individuel

ASO 2023 © GEOATLAS.FR

BELGA/ICON SPORT

Actualité Sport

Quintuple vainqueur du Tour de France, Bernard Hinault a aussi gagné trois fois le Giro et deux fois le Tour d'Espagne.



PASCAL BONNIERE/LA VOIX DU NORD/MAXPPP

Bernard Hinault « J'ai mangé des pâtes pendant vingt-et-un jours »

SOUVENIRS Triple vainqueur du Giro, la légende française du cyclisme raconte au JDD sa riche histoire italienne

INTERVIEW

Si le maillot jaune était comme une seconde peau pour le quintuple vainqueur de la Grande Boucle, la tunique rose de leader du Tour d'Italie lui seyait tout autant. Le natif d'Yffiniac, dans les Côtes-d'Armor, qui fêtera en novembre ses 70 ans, a remporté à trois reprises le Giro d'Italia dans les années 1980. Mieux encore, en 1982 et 1985, le « Blaireau », ainsi qu'il était surnommé, s'était également imposé sur le Tour de France. Un doublé seulement réussi par six autres coureurs dans l'histoire (Fausto Coppi, Jacques Anquetil, Eddy Merckx, Ste-

« Les montagnes en Italie sont plus coriaces »

phen Roche, Miguel Indurain et Marco Pantani). Avec l'universitaire Jean Cléder, il vient de publier *Hinault, 1975-1986* (éditions Mareuil), qui revient sur son immense carrière. Si l'année prochaine, on célébrera les quarante ans de son ultime maillot jaune, il l'assure, aucun ouvrage n'est prévu pour marquer l'événement. « J'ai assez donné », sourit le dernier vainqueur français du Tour, qui décrit pour le JDD ses liens avec le pays qui accueille cette année les premières étapes de la plus grande course cycliste du monde.

Quand on vous dit « Italie », à quoi pensez-vous ?

C'est la terre du vélo. Chaque dimanche, vous voyez partout des personnes qui font du vélo. C'est fabuleux !

Vous avez participé à trois Tours d'Italie (1980, 1982, 1985) pour

autant de victoires finales. Vous avez également gagné deux fois le prestigieux Tour de Lombardie (1979 et 1984). Qu'est-ce qui vous a le plus marqué lors de vos courses transalpines ?

(Sourire.) On mange bien. C'est déjà pas mal. Sur le Tour d'Italie, j'ai mangé des pâtes pendant 21 jours. À chaque fois, elles étaient différentes. On n'est jamais dégoûté. Et puis, ils ont des bons vins aussi.

L'ouvrage *Hinault 1975-1986* évoque la « commedia dell'arte » dans le peloton. Qu'avez-vous voulu dire ?

Quand vous courez ici, surtout ma génération, vous avez toute l'Italie contre vous. Vous êtes perçu comme l'étranger qui vient manger la laine sur le dos des Italiens. Même des coureurs qui ne sont pas dans une grande équipe, s'ils peuvent te faire une vacherie, ils te la font. Mais ça fait partie de la course, il faut l'accepter. On vient chez eux.

Là, c'est le Tour de France qui vient « chez eux ». Quelles différences notez-vous entre le Giro et la Grande Boucle ?

En Italie, vous avez cette chance d'avoir les Alpes au nord, et au centre les Apennins. Vous pouvez donc alterner plus facilement qu'en France les étapes de plaine et de montagne. Et ça, c'est grandiose. C'est toute la différence entre les deux tours. Et puis, les montagnes en Italie sont plus coriaces, plus dures.

Quand la presse et les fans vous demandent : « À quand un Français pour vous succéder au palmarès du Tour ? », vous répondez qu'il n'y en a pas actuellement dans le peloton. Mais que pensez-vous des Italiens d'aujourd'hui ? Possèdent-ils un futur maillot jaune ?

Il n'y a pas vraiment de coureurs italiens au-dessus du lot, de « costauds » comme Vincenzo

Nibali [dernier lauréat transalpin du Tour, en 2014, NDLR]. Sans compter qu'il n'y a plus de grosses équipes en Italie. Filippo Ganna est très bon en contre-la-montre [double champion du monde de la spécialité], mais à part lui, il n'y a pas de champion qui se détache.

Vous faites partie du club très restreint des coureurs ayant réalisé le doublé Giro-Tour de France la même année.

Le Slovène Tadej Pogacar, vainqueur du Tour d'Italie 2024, a-t-il les moyens de réussir ce défi ? Bien sûr ! Tout le monde dit que ce n'est plus possible. Pourquoi ce ne serait pas possible, cela voudrait-il dire que les coureurs d'aujourd'hui sont moins bons que nous ? À moins d'un accident, Pogacar remportera le Tour de France.

L'Italie succède à l'Espagne (Bilbao 2023) et au Danemark (Copenhague 2022). On entend souvent les esprits critiques s'étonner de ces Grands Départs de l'étranger. À votre époque, sur les huit Tours de France que vous avez courus, vous avez connu trois départs hors des frontières : les Pays-Bas en 1978, l'Allemagne en 1980 et la Suisse en 1982. C'est donc loin d'être une tendance nouvelle...

Ça existe depuis Amsterdam en 1954... Quand le Tour de France va dans un autre pays, c'est une fête fantastique. Quand on voit la foule, la joie que ça procure aux spectateurs, on ne peut pas les priver de ça.

L'an prochain, avec un départ de Lille, pensez-vous que le tracé empruntera vos routes bretonnes, après trois ans d'absence ?

Si tu pars du Nord, tu descends par la Normandie avant d'aller rechercher la Bretagne. Y aura-t-il ensuite un transfert en avion de la Bretagne vers les Pyrénées ou vers les Alpes ? On verra bien... ●

PROPOS RECUEILLIS PAR AXEL MAY

Dans la roue

« Pourquoi Tadej Pogacar est le grand favori »

EXPERT Le septuple maillot à pois de meilleur grimpeur du Tour de France, un record, livre chaque dimanche au JDD son analyse de la course

Le Slovène est favori, parce qu'il a déjà gagné le Tour de France et qu'il est très fort depuis le début de la saison. Il s'est imposé sur le Tour de Catalogne, sur les Strade Bianche et sur Liège-Bastogne-Liège. Il a pris la troisième place sur Milan-San-Remo. À 25 ans, Pogacar est n° 1 mondial et vient de remporter le Tour d'Italie. Ici, l'adversité sera plus relevée.

Jonas Vingegaard, après sa chute sur le Tour du Pays basque, sera frais comme un garçon, mais le Danois risque de souffrir physiquement. Je vois bien revenir Primož Roglič en grande

forme. C'est un outsider qui peut rebattre quelques cartes. Remco Evenepoel ? C'est son premier Tour. Moi, je l'aurais déjà aligné l'année dernière pour qu'il le découvre. Là, il va entrer dans une course qu'il ne connaît pas. Gagner dès sa première année, je n'y crois pas. Peut-être plus tard. Remco a besoin de s'imprégner du Tour et il verra si c'est une course qui lui plaît. Et je pense qu'elle lui plaira, qu'il va en devenir fou. Quand on a vécu une fois le Tour de France, on est transformé. On met le curseur beaucoup plus haut sur le Tour que sur les autres courses.

Même si c'est difficile de réussir le doublé Giro-Tour de France, Pogacar a les moyens de le faire. Il a une équipe très forte et sait se sublimer. Il a l'air très détendu. Quand on a dit ça, le Tour est long, on peut être touché par la malchance, la maladie, et il faut être physiquement à 100 %. Sur le Giro, il a gagné six étapes. Là, s'il en décroche deux ou trois, ce sera déjà exceptionnel. S'il en prend davantage, je dirai « Waouh ! »

Le dernier doublé a été réalisé par Marco Pantani en 1998. Mais

c'était des années, on va dire, un peu compliquées. Quinze ans après, on a su ce que prenaient les coureurs du Tour 1998, quand une commission d'enquête sénatoriale a publié un rapport sur le dopage.

Beaucoup de noms ont été identifiés. Moi, je n'y étais pas. J'ai été le dindon de la farce de l'affaire Festina !* L'année d'après, j'étais sur le Giro avec Pantani et ils l'ont sorti parce qu'il avait un taux d'hématocrite de 52 % [très au-dessus des normales, NDLR]. On n'est pas dans le même cyclisme avec Pogacar, tant mieux.

Je pense que c'était plus facile à mon époque de réussir le doublé. L'intensité du cyclisme moderne est vraiment très haute. Il y a la vitesse moyenne très élevée, le stress, la médiatisation... Tous ces ingrédients ont explosé. Et la

« C'était plus facile à mon époque »

concurrence vient de partout. Dans les années 1970, ça se passait entre la France, l'Espagne, l'Italie et la Belgique. Aujourd'hui, on n'a plus simplement quatre ou cinq nations qui s'affrontent, mais des dizaines. Donc, oui, c'est plus compliqué de faire un doublé en 2024 qu'avant. Mais je pense que Pogacar y parviendra. ●

*Richard Virenque et toute l'équipe Festina avaient été exclus du Tour 1998 après la découverte de produits dopants, notamment de l'EPO, dans les bagages d'un soigneur.



PAR RICHARD VIRENQUE

JAN DE MEULENEIR/PHOTO NEWS/PRESSE SPORTS



Tadej Pogacar, à Florence, le 27 juin, deux jours avant la première étape du Tour de France.

Actualité Sport

Franck Raviot

« La seule vérité appartient au tireur »

COUPERET L'entraîneur des gardiens de l'équipe de France décrypte le délicat exercice des tirs au but, qui ne réussit plus aux Bleus depuis 1998

INTERVIEW

Ce sera peut-être le juge de paix du 76^e France-Belgique de l'histoire : la séance de tirs au but, un supplice pour le foot tricolore depuis des décennies, avec trois échecs consécutifs pour les Bleus (finale des Coupes du monde 2006 et 2022, huitièmes de l'Euro 2020) – et on pourrait étendre le constat à toutes les sélections. Cet hiver, le directeur technique national Hubert Fournier a jeté un conteneur d'encumes dans la mare en recommandant une « vraie stratégie » (avec des idées tout à fait recevables). Sous-entendu, elle n'existait pas jusque-là. Colère noire de Didier Deschamps, qui jugera publiquement la sortie « déplacée et irrespectueuse », signe que le sujet est inflammable. Les tirs au but sont-ils une « loterie » ou nécessitent-ils un travail spécifique ? Éléments de réponse avec l'entraîneur des gardiens de l'équipe de France depuis 2010, Franck Raviot, qui possède en Mike Maignan, le successeur de Hugo Lloris, l'un des spécialistes mondiaux de l'exercice.

Quelles leçons avez-vous tirées des échecs aux tirs au but de 2021 face à la Suisse et 2022 face aux Argentins ?

À l'époque, on s'était préparé le mieux possible pour l'échéance. On n'avait rien laissé au hasard grâce à nos analystes vidéo. Ce sera la même chose pour l'Euro 2024. Ensuite, il y a la vérité du moment : le joueur qui frappait 95 % du temps en bas à droite tirera cette fois en haut à gauche... Il y a des choses qui ne sont pas maîtrisables.

Les tirs au but sont-ils, selon vous, une loterie ou un exercice à part entière ?

Lorsqu'un gardien de but prépare une séance sur un match à élimination directe, toutes les données et les informations doivent lui être transmises. Il y a une préparation, un visionnage, tout un travail en amont qui est effectué. Mais la seule vérité, ou la seule décision, appartient *in fine* au tireur.

Pourquoi certains gardiens sont-ils meilleurs que d'autres ?

Un gardien de but est un joueur d'analyse, de réflexion et d'instinct. Il peut aussi avoir ce jour-là la réussite avec ou sans lui. Mais à partir du moment où vous avez tout pensé et tout préparé, vous ne pourrez pas vous dire *a posteriori* : « Merde (sic), j'aurais dû, on aurait pu... » Tout aura été fait, et la finalité sera belle ou cruelle. En 2022, malgré tout le travail d'observation et de décryptage avec Hugo, on sait comment ça s'était terminé [défaite de la France quatre tirs au but à deux, NDLR].

Cela peut-il mieux se terminer avec Mike Maignan, qui détourne un pénalty sur quatre environ, ce qui est considérable ?

Il y a une continuité avec Hugo [Lloris] sur l'approche du métier, des séances, le choix et le poids des mots, le leadership. Mike est performant dans cet exercice, c'est vrai. Mais à lui comme à Hugo, on donnera toutes les données sur les potentiels tireurs : droitiers, gauchers, courses d'élan et temps d'arrêt, regards avant de frapper, position du corps et des bras... Tout sera analysé. ● **J.-F.P.**



Didier Deschamps donnant ses consignes lors de France-Pologne mardi.

Euro 2024

De la friture sur la ligne

DERBY Dans une atmosphère étrange et incertaine, les Bleus affrontent demain (18 heures) leurs voisins belges pour une place en quart de finale

Envoyé spécial, Paderborn (Allemagne)

« Comment va le coach ? Il va très bien. Je ne vois pas ce que ma réponse va t'apporter. » Dans la salle de presse de Paderborn jeudi, la voix de Dayot Upamecano se fait soudain cassante. Quelques mots convenus plus tard, le défenseur central français tourne ostensiblement la tête à son interlocuteur pour enchaîner sur un thème moins urticant. On ne sait pas si Didier Deschamps « va très bien », mais depuis son arrivée en Allemagne, de multiples poils à gratter, sportifs, politiques et logistiques irritent son épiderme de technicien obsédé par la performance.

Deschamps agacé par l'organisation minimaliste

Si le terrain conditionne le reste, les Bleus n'ont pour l'instant que la sécheresse des résultats à opposer aux critiques, et encore : en douze ans de magistère de « DD », c'est la première fois qu'ils ne terminent pas en tête de leur groupe. Un succès arraché à l'Autriche (1-0), deux nuls pré-occupants face aux Pays-Bas (0-0) et surtout face à la Pologne (1-1), aucun but inscrit par un tricolore dans le jeu et, malgré des performances individuelles à la hauteur de l'événement (Maignan et ses défenseurs, Kanté, voire Raviot), un sentiment de lassitude, voire d'usure, que les principaux intéressés nient pourtant la main sur le cœur, y compris les remplaçants patentés qui trouvent le temps de plus en plus long dans la verte campagne rhénane.

La plupart des internationaux évoluent dans les écuries majeures du foot européen et sont arrivés lestés du poids d'une exigeante saison. On ne parlera pas de préparation, il n'y avait pas le temps pour ça, ni des joueurs débarqués

convalescents à Clairefontaine, comme Coman ou Tchouaméni. Mais sur les trois premiers matchs, impossible d'écrire ici que des cadres aussi cardinaux que Mbappé – nez cassé ou pas – Griezmann, Giroud ou Dembélé étaient à 100 %. Or, comme par hasard, c'est sur eux que repose l'essentiel de l'efficacité offensive. Selon les outils statistiques de pointe, les champions du monde 2018 auraient dû inscrire six buts en trois matchs ; ce fut trois fois moins. « Tant qu'on se crée des occasions, je ne suis pas inquiet », tempore le sélectionneur qui met en avant, et à juste titre, la solidité de son arrière-garde. Du Deschamps pur jus, pragmatique absolu, imperméable aux contempteurs de son jeu souvent restrictif (« chiant », dirait Griezmann) et à l'éventuelle idée d'un mandat de trop pour lui et son fidèle staff.

Les Bleus remontent dans l'avion

Une équipe de France parcourue de débats plus contradictoires qu'on ne l'imagine sur le message à transmettre avant les élections législatives. Depuis la déclaration claire de Kylian Mbappé au JDD en conférence de presse le 16 juin (« En tant qu'équipe, on a beaucoup échangé sur ce qu'on pouvait faire, personne ne s'en fout, on fera quelque chose très bientôt »), aucun communiqué collectif n'a vu – et ne verra pour l'instant – le jour, malgré les nombreuses prises de parole (dont celle de l'émouvant Ibrahima Konaté hier, appelant à l'unité autour de l'histoire de ses parents maliens, éboueur et femme de ménage à Paris, qui ont « donné leur santé pour la France »). On ne peut pas dire que le dossier ait pollué la vie du groupe, mais il a occupé les esprits. Et le Basque, très attaché à la liberté d'expression de ses hommes, a dû se contenter d'un appel (au vote) et d'un rappel (une supplique ?) : les Bleus sont en Allemagne pour conquérir le seul trophée qui manque à cette génération.

Sans être le guet-apens de l'Euro 2021 (tests et restrictions Covid, hôtels bondés en centre-ville, voyages incessants, terrain d'entraînement impraticable...), la sixième phase finale de l'ère « DD » n'est pas la plus relaxante pour ce maniaque du détail. Suivant les souhaits du très progressiste directeur du comité d'organisation, l'ancien latéral allemand Philipp Lahm, le tournoi se veut « écoresponsable » et les moyens minimalistes. Depuis bientôt trois semaines, on a vu l'ancien coach de l'OM s'agacer contre l'absence d'escorte policière, la longueur des trajets en autocar, l'inconfort de celui dévolu aux Bleus et les retours en pleine nuit. Certains stades ne sont plus au niveau (le vestiaire caché par une toile à Leipzig) et leurs pelouses fragilisées ont parfois contraint les équipes à se réfugier sur des terrains annexes. Le staff des Bleus s'est adapté : ce matin, il effectuera la mise en place de veille de match à Paderborn avant de prendre la direction de Düsseldorf en avion – au premier tour, c'était par la route.

Comme le dit Deschamps, « c'est un nouveau tournoi qui commence ». Il peut s'achever dès la première séance de tirs au but mal négociée (lire ci-contre) ou réveiller les bêtes de compétition bleues endormies lors d'un premier tour émollient. Si l'aventure devait s'arrêter avant les demi-finales, le technicien serait protégé par contrat jusqu'en 2026, même si sa relation avec Philippe Diallo, le président de la FFF, n'est pas aussi granitique qu'avec Noël Le Graët. L'honorerait-il jusqu'au bout ? Il y a deux semaines, Zinedine Zidane a donné le départ des 24 heures du Mans et provoqué un brin d'ironie grinçante chez les proches du sélectionneur. Le drapeau bleu-blanc-rouge de « Zizou », libérant les bolides tout sourire, avait quelque chose d'un passage de témoin à court ou moyen terme, lui qui piaffe d'impatience de conduire les Bleus depuis plus de trois ans. ●

JEAN-FRANÇOIS PÉRÉS

ALEXIS REAU/PRESSE SPORTS



Mike Maignan face au Polonais Lewandowski, le 25 juin à Düsseldorf.

Actualité Sport

Euro 2024

Hystérie chez les Belges

TENSION Après un premier tour inquiétant, sifflés par leurs fans et vilipendés par la presse, les Diables Rouges préparent leur revanche

Envoyé spécial, Ludwigsburg (Allemagne)

427 kilomètres séparent le camp de base de l'équipe de France à Bad Lippspringe de celui de la Belgique à Ludwigsburg, au nord de Stuttgart. Le prochain adversaire des Bleus a hérité du Schlosshotel Monrepos, situé au cœur d'un parc verdoyant de 250 hectares, avec terrain de golf et spa. À l'extérieur du complexe, ils sont plusieurs dizaines de supporters à patienter pendant des heures pour tenter d'apercevoir leurs idoles. En vain, à l'exception de leur passage en milieu d'après-midi, lorsqu'un bus emmène les joueurs belges à Freiberg am Neckar, 4 kilomètres plus loin, pour une séance d'entraînement. Mais avec les vitres teintées, leur espoir d'obtenir un signe de Kevin De Bruyne ou de Jan Vertonghen s'amenuise et la frustration ne cesse de grandir.

Ces fans venus de Mouscron, de Bruxelles ou de Liège sont partagés entre la colère née de la pauvreté des trois premiers matchs (une défaite contre la Slovaquie, une victoire contre la Roumanie et un nul poussif contre l'Ukraine qui a provoqué des bordées de sifflets en tribunes) et le fait d'apporter leur soutien pour tenter de faire chuter les Bleus et prendre ainsi une éclatante revanche sur la demi-finale de la Coupe du monde 2018 (1-0 pour les joueurs de Deschamps). « Nous sommes vraiment furieux des prestations livrées jusque-là, confie Ruddy, venu de Namur. Mais contre la France, qui est un adversaire particulier, l'équipe aura besoin de nous. La tentation est davantage à lui accorder une nouvelle chance et oublier jusqu'à la fin de ce huitième de finale les sifflets qui ont accompagné son nul



Arthur Theate, Kevin De Bruyne et Maxim De Cuyper à l'entraînement, le 14 juin dernier.

BRUNO FAHY/BELGA/ICON SPORT

contre l'Ukraine, car si nos joueurs éliminent la France, tout leur sera pardonné ! » À ce sujet, les supporters ont envoyé une lettre ouverte à leur sélection pour justifier leur mécontentement.

Sous une chaleur étouffante avec un thermomètre avoisinant les 35 degrés, les Diables Rouges (un surnom issu d'une écrasante victoire face... à la France, au début du XX^e siècle) ont effectué ce samedi une séance intense à l'abri des regards après un échauffement d'un quart d'heure ouvert aux médias. Domenico Tedesco a veillé à ce que le huis clos soit parfaitement respecté ensuite, lui qui connaît parfaitement les lieux pour y avoir déjà effectué quelques mises au vert lorsqu'il

était l'entraîneur des U17 du VfB Stuttgart (2013-2015), puis du Spartak Moscou (2019-2021). Le technicien italo-allemand ne veut rien laisser au hasard, lui qui est la cible de nombreuses critiques ces jours-ci en Belgique à cause de ses choix tactiques et des performances médiocres de son équipe.

Une vidéo provocante visant Mbappé

Particulièrement tendu, il sait qu'une élimination contre l'équipe de France pourrait considérablement entamer son crédit, bien qu'il ait récemment prolongé son contrat jusqu'en juillet 2026 – comme son homologue Didier Deschamps. Mercredi soir, il a pointé du doigt une escorte poli-

cière prétendument trop lente jusqu'au stade de Stuttgart, qui lui aurait fait perdre plusieurs minutes précieuses. « Je n'avais encore jamais vu de telles circonstances dans lesquelles nous sommes arrivés au stade, a lâché Tedesco. Depuis notre hôtel, nous avons mis une heure alors qu'il n'y a qu'une vingtaine de kilomètres à parcourir. L'escorte policière n'a pas utilisé une seule fois son gyrophare, elle s'est arrêtée à chaque feu rouge et elle a roulé trop lentement alors que la route était libre. Je n'ai eu que deux minutes pour faire mon discours d'avant-match et nous avons dû écourter l'échauffement. C'est vraiment incroyable. » Une sortie qui a suscité l'incompréhension, pour faire dans la litote.

Chez les joueurs, l'heure est à la mobilisation. « Avec cette phase à élimination directe, c'est une nouvelle compétition qui commence, glisse Amadou Onana. Contre la France, c'est un duel qui s'annonce palpitant. » Si le milieu d'Everton n'était pas en Russie il y a six ans lors de la demi-finale dite « du seum belge », d'autres coéquipiers tels que Kevin De Bruyne, Romelu Lukaku ou Yannick Carrasco n'ont toujours pas digéré ce revers. « Quand j'en parle à mes partenaires qui ont joué en 2018, je ressens beaucoup de douleur,

« Si nos joueurs éliminent la France, tout leur sera pardonné »

car cette défaite avait été injuste », confie l'ailier Johan Bakayoko, présent hier en conférence de presse au Jupiler Media Village, au cours de laquelle il a jonglé entre des réponses en anglais, en français et en néerlandais devant une quinzaine de journalistes pendant un gros quart d'heure. « Mais pouvoir affronter de nouveau la France, c'est magnifique. »

En préambule du point-presse, le responsable de la communication de la sélection d'outre-Quévrain a tenu à s'excuser pour une vidéo assez lunaire diffusée par Onana vendredi soir, qui a provoqué les Bleus en lançant : « Qui c'est qui taclera Kylian Mbappé au tibia ? » avant de répondre en chantant : « Onana, Amadou Onana. » Le ton de ce huitième de finale électrique à Düsseldorf est donné... ●

LUTZ HIRSCH

Huitièmes de finale L'Italie à la trappe, l'Allemagne à la fête

SENSATION L'Italie a été logiquement éliminée par la Suisse, tandis que les Allemands ont vaincu le Danemark sous l'orage

Les champions d'Europe en titre italiens ne verront pas juillet en Allemagne : mous comme des linguins oubliés dans l'eau, ils ont été faits chocolat par des Helvètes tout sauf underground. La frétilleuse Allemagne poursuit son bonhomme de chemin...

Les Danois pas gâtés par l'arbitrage

Suisse-Italie : 2-0

Et pourtant, ils n'étaient pas faits pour se retrouver hier à Berlin. Les Suisses avaient cru arracher la première place du groupe A jusqu'à l'égalisation allemande de Füllkrug à la dernière minute (1-1), les reléguant au second rang. Quant aux Italiens, leurs valises retour étaient quasiment bouclées quand Zaccagni les sauva au bout de la nuit d'une frappe magique (1-1, 90+8^e) préci-

pitant l'élimination des Croates. Qui avait fait la mauvaise affaire ? Miraculée mais pas rassurée pour autant, la Nazionale a ressorti les statistiques : dans toute son histoire, elle n'avait été battue que huit fois par sa voisine septentrionale, contre 29 victoires. Et l'album-souvenir : c'est dans ce même stade olympique qu'elle avait remporté la Coupe du monde 2006 au nez et à la barbe des Français, un soir où Zidane avait craqué face aux insultes de Materazzi, présent hier en tribunes. Mais l'histoire ne repasse pas les plats (du pied) et ce sont les joueurs à la croix blanche qui ont brillamment plié l'affaire en dix minutes grâce à Freuler d'un enchaînement d'école contrôle poitrine-reprise du gauche qui a laissé pantois l'excellent Donnarumma – le seul Transalpin ou presque digne de l'événement (1-0, 37^e) – puis sur un superbe enroulé de Vargas, déjà passeur sur l'ouverture du score (2-0, 47^e). Apathiques, les tenants du titre toucheront deux fois les poteaux sans que cela les réveille.

Arrivederci, et bravo à l'émergente « Nati », en quarts de finale de l'Euro pour la deuxième fois d'affilée – soit face aux Anglais, soit face aux Slovaques.

Allemagne-Danemark : 2-0

C'est d'abord un but de la tête de Schlotterbeck refusé pour obstruction, puis une frappe laser de Kimmich superbement détournée par Schmeichel, de nouveau Schlotterbeck qui oblige le gardien danois à protéger sa lucarne, et enfin Havertz qui arme une volée du gauche un poil trop cadrée. En moins de dix minutes, les Allemands ont mis le feu au stade de Dortmund, mais le tableau d'affichage n'a pas bronché et les Danois résistent jusqu'à l'orage. Des trombes d'eau et de grêle s'abattent sur la Ruhr et le match est interrompu durant vingt-cinq minutes. Au retour de la séance d'arrosage, avec des cascades qui tombaient littéralement du toit du Signal Iduna Stadion, le jeu s'équilibre sur une

pelouse forcément fragilisée. En une minute, le conte d'Andersen vire au cauchemar : l'ancien défenseur danois de Lyon voit son but refusé pour un hors-jeu ridicule (un bout de chaussure, véridique) avant d'effleurer le ballon de la main dans sa surface. Pénalty pour la lettre mais contre l'esprit transformé

par l'impeccable Havertz dans un délire indescriptible (1-0, 54^e). Grâce à l'immuable Neuer dans les buts, l'Allemagne préserve son avantage avant de le faire fructifier par Musiala sur un contre express (2-0, 68^e). Elle jouera son quart face au vainqueur d'Espagne-Georgie, ce soir (21 heures). ● **J.-F. P.**



Le gardien italien Donnarumma impuissant face à Freuler, hier à Berlin.

NICK POTTS/ICON SPORT

Actualité Sport

Wimbledon Un tapis vert très convoité

TENNIS Les Internationaux de Grande-Bretagne, qui débutent ce lundi sur le gazon londonien, semblent aussi ouverts que le dernier Roland-Garros

Seule certitude, finalement : Rafael Nadal n'en sera pas. Double vainqueur de l'épreuve (la dernière fois il y a quatorze ans déjà), l'Espagnol a quitté Paris regonflé, après une défaite encourageante (6-3, 7-6, 6-3 en plus de trois heures de jeu) face au futur finaliste Alexander Zverev, persuadé qu'avec un physique apaisé et une préparation adéquate, il aurait encore son mot à dire sur terre battue malgré ses 38 ans. Il a donc logiquement tiré un trait sur la saison gazonnée pour se concentrer sur son défi ultime – les Jeux olympiques dans son Roland-Garros chéri, qu'il disputera en simple et en double aux côtés de son compatriote Carlos Alcaraz. Si l'on en croit les suiveurs assidus du « Taureau de Manacor », ce dernier « tape » de mieux en mieux dans la balle. Mais en attendant, Nadal regardera la quinzaine londonienne devant son canapé entre deux séances d'entraînement.

Alcaraz peut-il viser le doublé ?

La réponse est oui. Étincelant vainqueur porte d'Auteuil au début du mois, le Murcien arrive à Wimbledon dans la peau du tenant du titre, fort d'une démonstration épique face à Novak Djokovic en finale (1-6, 7-6, 6-1, 3-6, 6-4 en près de cinq heures). L'homme au sourire plus grand que les courts bat les records de précocité les uns après les autres : plus jeune n°1 mondial de l'histoire à 19 ans,

plus jeune vainqueur à Wimbledon depuis Boris Becker en 1985 et depuis le 9 juin, plus jeune joueur à s'être imposé en Grand Chelem sur les trois surfaces (US Open sur dur en 2022, Wimbledon sur gazon en 2023 et Roland-Garros sur terre battue en 2024). Origines communes obligent, on parle sou-

Djokovic est déjà de retour, vingt-quatre jours après son opération

vent de lui comme du successeur de Nadal sur l'ocre, mais il rappelle volontiers, palmarès à l'appui, sa polyvalence qui en fait un champion à part, *a fortiori* sur une herbe londonienne qui ressemble de plus en plus à un hydride de moquette et de terre battue suivant la météo.

Djokovic peut-il rivaliser ?

A priori, non. Le Serbe s'est fait opérer du ménisque juste après son forfait à Roland-Garros, alors qu'il venait de se qualifier pour les quarts de finale. À 37 ans, difficile de l'imaginer de nouveau compétitif pour « jouer le titre » aussi vite. Mais c'est compter sans la formidable résilience du recordman de victoires en Grand Chelem (24, devant Nadal, 22),

arrivé à Londres dès lundi et vu à l'entraînement avec son successeur à la première place mondiale, l'Italien Jannik Sinner. « *Si je peux jouer à mon maximum, je m'alignerai* », lançait-il alors. Suspens levé vendredi midi : Djokovic sera bel et bien présent, en ayant évité la partie de tableau de Sinner et d'Alcaraz. Quant aux autres prétendants au dernier carré, on peut citer les Russes Medvedev et Rublev, le très régulier Norvégien Ruud, sans pour autant négliger la « new wave » américaine, les Paul, Fritz, Eubanks et autre Shelton.

Et les Français dans tout ça ?

Comme Corentin Moutet à Roland-Garros (qui a hérité d'un premier tour galère face à De Minaur), les treize Tricolores en lice viseront au mieux – sauf improbable révélation – une présence en deuxième semaine, cette altitude moyenne mais respectable qu'ont déjà humée les deux leaders actuels, Ugo Humbert (tête de série n°16) et Adrian Mannarino (n°22). L'homme qui a fait l'impasse sur les JO sera opposé d'entrée à l'éternel Gaël Monfils, probant cette semaine à Majorque. Pour le reste, hormis le retour de Pouille dans le tableau final, ne pas sous-estimer l'effet « livre sterling » sur le survivant des qualifications, Maxime Janvier (27 ans, 225^e mondial), qui a fait le « buzz » cette semaine en hurlant sur une balle de match

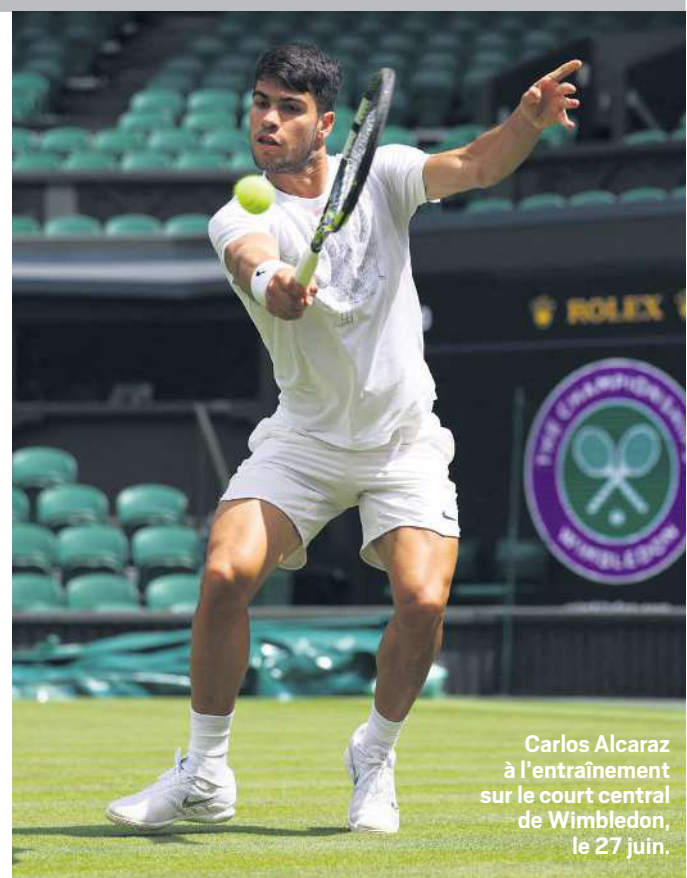
remportée : « *C'est pour la thune, que pour ça !* » Ce « smicard » du tennis, comme il se définit lui-même, ne cache pas ses états d'âme et ses problèmes financiers – à l'instar de la plupart des joueurs classés au-delà de la 150^e place mondiale, il perd de l'argent certaines semaines. Son compte respire un peu mieux avec déjà 70 000 euros (avant impôts et déductions des frais) garantis avant le premier tour face au Chinois Zhang (n°32).

Le sacre de Swiatek, enfin ?

Hormis ses tatouages gribouillis, le grand public a déjà oublié la

gagnante de l'an passé, Markéta Vondroušová, noyée dans une hiérarchie féminine tellement mouvante qu'elle en découragerait les fans les plus hardcore du circuit WTA – on en connaît. On tient pourtant une potentielle reine d'Angleterre en la personne d'Iga Swiatek, quadruple vainqueur à Roland-Garros à 23 ans à peine, mais la Polonaise n'a pas le pied vert : elle n'a jamais dépassé les quarts de finale à Wimbledon ni remporté le moindre titre sur gazon. La bonne année pour tondre les idées reçues ? ●

JEAN-FRANÇOIS PÉRÉS



Carlos Alcaraz à l'entraînement sur le court central de Wimbledon, le 27 juin.

PAUL CHILDS/REUTERS

Rugby L'invincible armada toulousaine

BILAN Le championnat de France s'est achevé vendredi soir à Marseille sur l'éclatante victoire des Rouge et Noir. Voici ce qu'il faut retenir d'une saison marquante

De Toulouse à Toulouse en passant par Marseille vendredi soir, le bouclier de Brennus a vécu des mois particuliers, entre domination totale des coéquipiers d'Antoine Dupont, démonstration offensive d'un joueur hors norme, maintien *in extremis* de Montpellier et irruption historique d'un club breton dans l'élite.

Toulouse, roi de France et d'Europe

Veni, vidi, vici. Pour la septième fois consécutive qu'ils se qualifient pour la finale, les Haut-Garonnais ont soulevé le bouclier de Brennus. Et de quelle manière ! Face à l'Union Bordeaux Bègles, novice à ce niveau, les joueurs d'Ugo Mola ont littéralement marché sur leurs adversaires avec un écart record : 59-3 dans un Vélodrome de Marseille en liesse. « *Le seul plaisir qu'on prend, c'est de gagner, ce n'est pas l'ampleur du score* », assure le manager occitan. Ce 23^e titre national (un autre record) permet à un Antoine Dupont stratosphérique et à ses camarades de réaliser le troisième doublé de l'histoire du club, après avoir décroché, il y a un mois, la Coupe d'Europe aux dépens du Leinster. Capitaine

« Toto » va pouvoir se consacrer à son dernier gros objectif de l'année : devenir champion olympique avec les Bleus du rugby à VII.

Couilloud, « serial-marqueur » lyonnais

Avec 17 essais en 22 matches disputés, Baptiste Couilloud intègre le Top 5 des meilleurs marqueurs de l'histoire sur une saison. Le demi de mêlée lyonnais a inscrit

un quart des essais de son équipe, qui a fini à une triste 11^e place, ne participant même pas aux phases finales. Non retenu pour le Tournoi des Six Nations, le capitaine du LOU (26 ans, 16 sélections) a en revanche été appelé pour la tournée d'été en Argentine où le XV de France est arrivé cette semaine. Le premier match est programmé samedi prochain à Mendoza, face aux Pumas.

Théo Attissogbé, déjà grand

À 19 ans, le natif de Périgueux n'a pas manqué ses débuts en Top 14. Vingt-quatre matches disputés, tous comme titulaires, avec six essais à la clé dont un doublé retentissant face à l'ogre toulousain. L'arrière-ailier de la Section paloise (neuvième de la saison régulière) a logiquement tapé dans l'œil de Fabien Galthié qui l'a emmené en Argentine. Chez

les jeunes, il a été sacré l'an dernier champion du monde. Parmi les autres révélations de la saison, le puissant deuxième ligne de Perpignan, Posolo Tuilagi, le polyvalent arrière du Stade français Léo Barré, ou encore le troisième ligne Lenni Nouchi, élément essentiel d'un Montpellier qui a sauvé de justesse sa place dans l'élite.

Vannes, les Bretons débarquent

La saison est à peine terminée que se prépare la suivante. Avec un petit nouveau : le Rugby club vannetais, champion de Pro D2. Jamais encore une équipe « made in Breizh » n'avait atteint ce niveau. Emblématique entraîneur des Morbihannais – qu'il a rejoints il y a près de vingt ans, alors en 4^e division – Jean-Noël Spitzer prévient : « *On va mettre les pieds dans un environnement dont on ne connaît pas grand-chose. Mais on a envie de le vivre. On va se lancer dans le plus beau championnat du monde.* »

Sur place, l'engouement est déjà immense. ●

AXEL MAY



CHRISTOPHE SIMON/AFP

Actualité Sport

FORME OLYMPIQUE



PAR CÉLINE GÉRAUD

PLONGEON Trois mois après avoir involontairement crevé l'écran devant le chef de l'État, le Lyonnais a été sacré champion d'Europe

Alexis Jandard La tête la première

Nous sommes le 4 avril. Emmanuel Macron inaugure le centre aquatique olympique de Saint-Denis, où vont se dérouler les épreuves de natation synchronisée, de water-polo et de plongeon des JO. Alors qu'il s'apprête à exécuter sa figure aux côtés de deux autres plongeurs de l'équipe de France, Alexis Jandard glisse, rebondit à plat, dos sur la planche, et tombe à l'eau maladroitement. Énorme moment de solitude. La vidéo de cette chute monumentale fait le tour du monde, et la notoriété d'Alexis grimpe en flèche. Malin, le malheureux plongeur se réapproprie sa mésaventure avec humour et autodérision, allant jusqu'à partager un tutoriel « pour bien rater son plongeon », savonnette en main. « Sur le coup, franchement, je n'étais pas bien, me raconte-t-il en souriant. Je fais une énorme boulette au pire moment, devant la France entière. Très vite, j'ai décidé d'en rire, car je ne m'étais heureusement pas blessé. J'ai eu 12 000 messages, tous très sympas, notamment de la ministre des Sports et même du président. C'est dingue ! » Ce coup de projecteur inattendu dynamise son compte Instagram, qui compte désormais plus de 72 000 abonnés. Cela déclenche aussi une nouvelle dynamique. Piqué au vif. « Il me fallait rebondir. Pas question de rester là-dessus. L'après-midi même, j'étais à l'entraînement, concentré sur les Jeux. »

Une stratégie payante. Deux semaines après cet événement, le plongeur d'Écully (à l'ouest de Lyon) s'offre deux podiums lors de l'American Cup à Indianapolis, puis lors de l'épreuve test dans le fameux bassin aquatique de Saint-Denis. La malédiction est brisée avant cet exploit majuscule le week-end dernier dans le bassin de

Belgrade : avec son partenaire Jules Bouyer, Alexis Jandard est sacré champion d'Europe dans l'épreuve du plongeon à 3 mètres synchronisé. « C'est un titre qui marque notre progression, c'est génial, mais c'est juste une étape sur la route des Jeux. Le podium dans notre catégorie se jouera avec huit équipes en finale directement. Tout est possible. »

Il s'imaginait champion de gymnastique

Derrière la paire chinoise qui semble intouchable, le tandem français, médaillé de bronze au mondial en 2023, devra surclasser les Mexicains et les Britanniques pour espérer une médaille. Avec six plongeurs pour faire la différence. De l'arrivée sur la planche à l'entrée dans l'eau, il faut être parfaitement synchrones. Et cela passe par des heures d'entraînement et des répétitions de figures à l'infini. Alexis et Jules exécutent en moyenne 100 plon-

geons quotidiennement dans le bassin de l'Insep, aux portes de Paris. Une routine immuable. « Chaque plongeon est filmé avec quinze secondes de décalage, donc on le regarde sur un petit écran dès que l'on sort de l'eau. Avec le staff, on analyse, on corrige et on recommence encore et encore. C'est le seul moyen d'aller chatouiller les meilleurs. »

Seulement 16° à Tokyo en solo, Alexis, 27 ans, sait qu'il peut frapper fort le 2 août. L'histoire serait belle pour celui qui s'imaginait en équipe de France de... gymnastique. Recalé à 15 ans à l'entrée du Pôle France de Lyon, il décide de basculer vers le plongeon. Grâce à ses aptitudes acrobatiques et son mental de guerrier, il intègre rapidement l'équipe de France. Dix ans plus tard, le voilà prêt à crever l'écran – soixante-douze ans après Mady Moreau, dernière médaille française en 1952, à Helsinki. Mais sans savonnette cette fois. ●



Le 23 juin, à Belgrade (Serbie), avec son partenaire Jules Bouyer (à g.), Alexis Jandard est sacré champion d'Europe du plongeon à 3 mètres synchronisé.

OLIVER BUNIC/AFP



Le 1^{er} août 1996, sur la piste d'Atlanta, Marie-José Pérec décroche l'or sur 200 mètres.

LES JEUX DE MA VIE...

Atlanta 1996 Le sacre de Marie-Jo

Les Jeux du centenaire de l'ère moderne – le véritable acte de naissance remonte à 776 avant Jésus-Christ – se déroulent dans le sud des États-Unis, sur les terres de Martin Luther King. C'est Mohamed Ali qui enflamme la vasque, immense émotion pour les trois milliards de téléspectateurs dans le monde. Championne olympique à Barcelone, Marie-José Pérec porte un drapeau français qu'elle va honorer au-delà de toutes les espérances, conservant son titre sur le 400 mètres avant de s'attaquer au 200 m. La grande difficulté est le terrible enchaînement des courses : huit en sept jours. Couloir 5, la spécialiste du sprint Merlene Ottey est légèrement en tête à l'entrée de la ligne droite. Peut-elle être battue ? Marie-Jo s'accroche sans se crisper, grignote mètre par mètre avec rage grâce à son immense foulée. Plus résistante, elle s'impose sur le fil, déclarant : « Je ne peux pas lutter contre les vraies sprinteuses, mais en fin de course, je suis plus forte. » Triple championne olympique, Pérec est unique.

De l'or pour Jean Galfione

Dans son sillage, le perchiste Jean Galfione va lui aussi faire briller nos couleurs, douze ans après Pierre Quinon à Los Angeles. Un concours d'une incroyable densité, avec trois leaders à la même hauteur, 5,92 m et trois suivants à 5,86 m, du jamais-vu. Je me suis glissé dans la tribune près de Maurice Houvion, l'entraîneur de Galfione. En passant 5,92 m dès le premier essai, Jean va

signer sa victoire – les deux autres auront cumulé plus de tentatives. Maurice se lève de son siège, broyé par l'émotion. Galfione se drape dans un immense drapeau tricolore. Sympa, talentueux et fin stratège, le Parisien, Breton d'adoption, est un magnifique médaillé d'or.

En judo, David Douillet va faire preuve d'une impeccable maîtrise pour dominer un adversaire, le Japonais Okawa, qu'il n'aime pas du tout. Encore un titre fantastique pour le camp tricolore. Atlanta, c'est aussi la fin du règne olympique de Carl Lewis, douze ans après sa démonstration de Los Angeles. Grâce à un bond à 8,50 m, le « Roi Carl » conquiert sa neuvième médaille d'or aux JO. Il est pour moi l'athlète du siècle. Après cette victoire, il déclarera : « Cette victoire m'a demandé plus d'efforts que toutes les autres. »

Chapeau, Monsieur Lewis. Chapeau également à Michael Johnson, la « locomotive de Waco » qui, comme Pérec, réussit le doublé 200 m et 400 m, record du monde à la clé sur le demi-tour de piste. Ce 100^e anniversaire aura été exceptionnel. Les femmes ont représenté pour la première fois un tiers des participants ; c'est le mouvement olympique qui, dès les premiers Jeux de 1896, leur a donné une tribune pour s'exprimer. Atlanta fut une grande réussite populaire, commerciale et sportive, malgré une organisation déficiente. Les Jeux doivent appartenir aux sportifs avant tout, ne l'oublions pas. ●

* Entraîneur historique de la perche française et de l'équipe de France de Coupe Davis, préparateur physique du PSG.

COLLECTION PARTICULIÈRE



PAR JEAN-CLAUDE PERRIN*

L'US Argy vous connaissez ?

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS



JACQUES VENDROUX

autres sont partis pour des raisons diverses et Monsieur Biaunier a envisagé de mettre le club

INSERTION J'adore cette histoire. Vous ne connaissez certainement pas l'Union Sportive Argy. C'est un club de la banlieue de Châteauroux, qui est dirigé par Jean-Marie Biaunier. Il a connu une mésaventure à la fin de la saison 2022. Pour redémarrer la saison 2022-2023, il n'avait plus que six joueurs. Les

en sommeil... Et figurez-vous qu'à Buzançais, à proximité de Châteauroux, il y a un Centre d'accueil des demandeurs d'asile (le Cada). Le président a trouvé une quinzaine de joueurs qui sont venus renforcer l'équipe. Il leur a pris une licence. Le club est sauvé.

Depuis deux ans, Jean-Marie Biaunier renouvelle son effectif, car certains joueurs ont été obligés de quitter le territoire et de retourner dans leur pays d'origine. Il fait systématiquement appel à ce fameux Cada. C'est une belle histoire. C'est une belle histoire d'insertion. Dans cette équipe de quatrième division départementale, il y a huit nationalités différentes. Burkinabè, malienne,

sénégalaise, par exemple. Et tout ça, c'est grâce à un homme qui en est devenu le supporter numéro 1. Michel Denisot, légende vivante de la radio et de la télévision, ancien président du Paris-Saint-Germain et de Châteauroux. Denisot y habite, tout le monde le sait à Châteauroux, il est né là-bas. Il a un attachement viscéral pour sa région. C'est quelqu'un de généreux, il a été sensible à la démarche du président de l'US Argy. Je ne vais pas vous refaire l'histoire de Denisot, mais avec Michel Drucker, ils font partie de ces grandes personnalités fidèles en amitié.

Le budget du club est d'environ 5 000 euros par an. Michel Denisot leur a déjà offert des maillots, et

nous allons venir avec le Variétés Club de France faire un match à la rentrée. Je trouve, dans le contexte actuel, que ce genre d'initiative est formidable. Le club se structure tout doucement, et c'est peut-être un exemple pour d'autres clubs qui voudraient aider des demandeurs d'asile qui souhaitent jouer au football. Ce sera pour eux une magnifique distraction, un signe d'intégration incroyable. Il faut dire que tous les joueurs qui ont signé à l'US Argy sont très appréciés par la population. Michel Denisot et Jean-Marie Biaunier rendent tout simplement heureux des personnes en grande difficulté morale, qui ont fui leur pays pour diverses raisons...

L'un des joueurs, un Guinéen demandeur d'asile qui a joué avec l'US Argy, est tellement bon qu'il a signé à Orléans, après avoir trouvé un emploi. C'est comme ça que les histoires d'amitié se construisent, et c'est pour ça aussi que je suis ami avec Michel Denisot depuis les années 1970. On rit bien, on chambre bien et on dit beaucoup de mal de personnes qui se prennent trop au sérieux et qui tournent un film... Je ne vais pas les nommer, ils seraient trop contents. Bravo Messieurs. Pensées à François Janin et Jean-Pierre Hureau. ●

RÉALISÉ AVEC LA COMPLICITÉ D'HUGO LE VAY

Opinions & Controverses

Réformes En finir avec l'« absolutisme inefficace » de la V^e République

Par Jean-Thomas Lesueur, directeur général de l'Institut Thomas More

DÉPOSSESSION
La France ne peut
plus faire l'économie
d'une réflexion
sur ses institutions

Il a beaucoup été dit, depuis l'annonce de la dissolution, sur la légèreté et la brusquerie de la décision d'Emmanuel Macron. On parle de crise politique, de blocage des institutions, et même de crise de régime. Le risque d'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale le 7 juillet au soir, bien réel, justifie-t-il de telles prédictions ? L'hypothèse d'un gouvernement technique minoritaire, comme en connut l'Italie entre 2011 et 2013 avec Mario Monti, conduirait-elle à une instabilité institutionnelle et à des contestations de toutes formes, périlleuses pour le pays ?

Oui, possiblement, quand le parti du ras-le-bol est de loin le premier de France. Mais non pas à cause de la seule conduite du président de la République. Si délétères et malavisés soient-ils, ses choix ne suffisent pas à expliquer l'inquiétude sourde qui gagne de nombreux Français à la veille d'élections si cruciales. N'en déplaise aux gardiens du temple,

à tous les docteurs tant-mieux qui louent la solidité de la Constitution, la V^e République a sa part de responsabilité dans le temps d'incertitude qui s'ouvre. Poser la question institutionnelle, c'est poser la question démocratique.

Le sentiment diffus d'un système institutionnel à bout de souffle, prêt à rompre, est de plus en plus partagé. Certes, Emmanuel Macron a porté sa décomposition à son stade ultime. Certes, les réformes ou les choix faits depuis vingt ans (quinquennat, inversion du calendrier électoral, non-cumul des mandats, décentralisation recentralisatrice, etc.) ont radicalisé le régime. Mais celui-ci portait en lui des déséquilibres profonds dès son origine. L'« absolutisme inefficace », dénoncé par Jean-François Revel il y a trente ans, est la pente naturelle de la V^e République.

Pourquoi ? Parce que loin d'être semi-présidentiel, comme on le dit trop souvent, le régime est « hyper-présidentiel par nature », selon la très juste analyse de l'historien et avocat Philippe Fabry, qui note qu'il n'existe pas d'autre exemple dans le monde démocratique où le chef de l'État « n'est pas, en pratique, distinct du chef du gouvernement puisqu'il préside le Conseil des ministres » et qu'il est irresponsable devant le

Parlement alors qu'il « tient l'Assemblée nationale sous la menace de la dissolution ».

Ajoutons que si l'article 20 de la Constitution confie au gouvernement le soin de déterminer et de conduire la politique de la nation, le président jouit d'une immense latitude d'action et d'intervention grâce à l'article 5. Bien sûr, c'est Nicolas Sarkozy qui parla du Premier ministre comme d'un « collaborateur », mais la confusion des rôles entre les deux têtes de l'exécutif est inhérente au régime.

**Tout procède
du président
et tout
remonte à lui**

S'il n'est pas le lieu ici de faire l'histoire de la Constitution, il faut rappeler que, dans ses travaux préparatoires, Michel Debré avait sagement prescrit le mode de scrutin majoritaire à un tour qui favorise compromis et coalitions (à l'anglaise) et maintenu l'élection du président de la République au suffrage universel indirect (comme sous la III^e et la IV^e Républiques).



Jean-Thomas
Lesueur,
de l'Institut
Thomas More.

C'est le général de Gaulle qui décida du scrutin majoritaire à deux tours et qui souhaita la réforme de 1962 qui fit passer l'élection du président de la République au suffrage universel direct, qui conféra à celui-ci l'étrange « rôle d'arbitre engagé », selon la formule du constitutionnaliste Dominique Chagnollaud.

Cette décision constitue un véritable cadeau empoisonné au pays. Car, si l'on peut juger que l'économie générale des institutions fut maintenue sous les présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou, elle commença à s'effriter sous celle de Valéry Giscard d'Estaing, empira avec François Mitterrand et Jacques Chirac. Les méfaits de l'hyper-présidentialisme furent avérés avec Nicolas Sarkozy et évidents avec Emmanuel Macron. La fonction présidentielle, tout à son omniscience et à sa prépotence, écrase l'ensemble de la vie politique de la nation. Il est tout de même significatif que Pierre Mazeaud, ancien président du Conseil constitutionnel et dernier gaulliste historique, ait récemment rappelé son opposition à l'élection

du président de la République au suffrage universel direct qui fait de la présidentielle « l'obsession » de la vie politique.

L'hyper-présidentialisme a produit un système dans lequel tout procède du président et tout remonte à lui. Privés de respiration démocratique depuis l'alignement des élections législatives sur les présidentielles, privés de contre-pouvoirs réels (Parlement ou institutions locales), privés de référendums depuis le véritable hold-up de 2005, c'est à lui seul que les Français peuvent demander des comptes. Car ce sont les institutions qui donnent forme et équilibre à la vie démocratique. Les Français veulent être entendus et que leur vote ait un effet sur la vie de la nation. Le sentiment de dépossession, si puissant aujourd'hui, n'est pas seulement économique ou identitaire : il est tout autant démocratique quand les élites font sécession et sont tentées de gouverner sans le peuple. Quel que soient les résultats du 7 juillet prochain, on voit mal comment la France pourrait faire l'économie d'une réflexion sur ses institutions. ●

Retraites, et si l'on arrêta de mentir aux Français ?

DÉFICIT Il n'y a pas d'autres choix que de poursuivre le report de l'âge à la retraite

Par Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation Ifrap

Quatorze milliards d'euros, c'est le déficit de notre système de retraites qui est prévu par le Conseil d'orientation des retraites (COR) pour 2030, et ce malgré la réforme des retraites de 2023, portant l'âge de départ à la retraite non plus à 62 ans mais à 64 ans... Il va nous falloir encore repousser l'âge de départ à la retraite si nous ne voulons pas que le niveau des pensions chute drastiquement dans les prochaines années. Toujours selon le COR, le taux de remplacement dans le privé (non-cadre) devrait passer de 75 % pour la génération 1960 à moins de 70 % pour la génération 1980. En ce moment même, pendant la campagne des législatives anticipées, nous devrions débattre des meilleures modalités pour redresser les comptes des retraites.

Il n'en est rien... Au contraire, le Nouveau Front populaire propose de revenir à la retraite à 60 ans, une folie qui coûterait environ 50 milliards d'euros par an et creuserait le déficit autour des 100 milliards en 2030. De son côté, le Rassemblement national propose de revenir à la retraite à 62 ans, en abrogeant la réforme de 2023 avec un coût de

10 milliards, et de permettre à ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans dans un emploi substantiel de partir à 60 ans à la retraite pour un coût d'environ 4 milliards. Là encore, le déficit à l'horizon 2030 serait aggravé par ces mesures et atteindrait de l'ordre de 30 milliards d'euros par an. On doublerait donc le déficit.

**Il ne faudra
pas travailler
moins longtemps,
au contraire**

Si l'on suit le programme du Nouveau Front populaire, une proposition de loi serait déposée pour faire revenir l'âge légal à 60 ans pour ensuite revenir à une durée de cotisation de 40 annuités. Cette proposition coûte très cher puisqu'il faudrait servir les pensions deux années supplémentaires, et même trois ans si on prend pour référence l'âge légal qui aurait dû être de 63 ans en 2027 avec la réforme Macron ;



et se priver de cotisations pendant deux ans (voire trois). Avec cette réforme, le Nouveau Front populaire nous ramènerait avant la réforme Touraine, la réforme Woerth, et même en partie la réforme Fillon de 2003 ! Le Nouveau Front populaire propose par ailleurs une indexation des pensions sur les salaires, une mesure qui serait très onéreuse, mais comme le NFP propose aussi d'indexer les salaires sur les prix, cela ne changerait rien à la situation actuelle.

Si l'on suit le programme du Rassemblement national, la proposition revient à baisser de deux ans l'âge légal pour ceux qui ont travaillé avant 20 ans. Actuellement, il faut avoir travaillé avant 18 ans pour prétendre partir à la retraite à 60 ans, et ceux qui ont travaillé avant 20 ans peuvent partir à 62 ans. Pour ceux qui ont commencé à travailler après 20 ans, l'âge de départ à la retraite serait de nouveau de 62 ans, mais la durée de cotisation serait ajustée pour atteindre 42 ans pour tous les assurés.

Toutes ces propositions émaille le débat public de ces derniers jours. Sauf qu'elles cachent une réalité : elles ne sont en rien finançables. Elles ne seront ou ne seraient d'ailleurs jamais appliquées. Toutes deux jouent sur l'ambiguïté du retour de la retraite à 60 ans, comme l'avait fait François Hollande dans la campagne présidentielle de 2012. Une promesse qui avait été seulement suivie d'un dispositif carrières longues étendu pour ceux ayant commencé à travailler avant 18 ans...

Et ce, car il y a une face cachée à ces propositions, c'est qu'elles ne sont pas tenables sans augmenter les

cotisations des actifs fortement. Un comble quand on entend défendre le pouvoir d'achat ! Travailler moins dans la durée pour la même retraite à l'arrivée suppose de payer beaucoup plus quand on travaille. Qui peut croire à cette faribole : on pourrait commencer à travailler à 30 ans, partir à la retraite à 60 ans ou 62 ans et avoir un bon pouvoir d'achat et une bonne retraite. Si cela fonctionnait, tous les pays alentour l'appliqueraient. Ils sont plutôt déjà à 65 ou 67 ans pour l'âge de départ à la retraite.

Arrêtons de faire semblant de pouvoir continuer à raser gratis avec de l'argent qu'on n'a pas et disons clairement les choses : si l'on ne veut pas être obligé de geler les pensions des actuels retraités pendant de nombreuses années, il ne faudra pas travailler moins longtemps, mais au contraire plus longtemps ! Il n'y a donc pas d'autres choix que de poursuivre le report de l'âge à la retraite. La question d'après, ce ne sera pas 60 ans et 40 annuités, mais 65 ou 67 ans et 44 ou 45 annuités. Et cela arrivera plus vite qu'on ne le croit et quelle que soit la majorité au pouvoir. ●

Le Journal
du Dimanche

LA FRANCE FACE À SON DESTIN



8
NUMÉROS
OFFERTS**

Les avantages de votre abonnement papier + numérique

- ✓ La livraison de votre journal papier le **mardi** par voie postale,
- ✓ Accès **illimité à tous nos articles** avec publicité allégée,
- ✓ Le journal et **son supplément Version Femina** en version numérique dès 23h45 le samedi,
- ✓ Notre **newsletter quotidienne** Le Journal de Demain, du lundi au samedi à 18h30.

Le Journal
du Dimanche

OUI, je m'abonne 1 AN - 52 N°s
(hors Ile-de-France) à l'**offre intégrale**
papier + numérique pour seulement
96€ au lieu de 114,40€***

Je joins mon règlement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de Le Journal du Dimanche

OU

Je règle en ligne par carte
bancaire (plus sécurisé,
plus rapide), en me connectant
sur lejdd.fr/abo
ou en scannant le QR code ci-contre



BULLETIN D'ABONNEMENT

À RETOURNER DÈS AUJOURD'HUI sous enveloppe AVEC AFFRANCHISSEMENT à :
LE JOURNAL DU DIMANCHE - Service Abonnements - 60647 Chantilly Cedex

PRÉNOM*	NOM*	Code offre : JD845
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
ADRESSE*		
<input type="text"/>		
CODE POSTAL*	VILLE*	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
MAISON* <input type="checkbox"/>	RÉSIDENCE* <input type="checkbox"/>	IMMEUBLE* <input type="checkbox"/>
DIGICODE* : 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/>		
BOÎTE AUX LETTRES* : GARDIEN <input type="checkbox"/> INDIVIDUELLE <input type="checkbox"/>		
Pour bénéficier des avantages numériques, votre email est indispensable. Indiquez aussi votre numéro de mobile pour faciliter la gestion de votre abonnement.		
EMAIL*	<input type="text"/>	
TÉL :	<input type="text"/>	

*champs obligatoires

Le Journal du Dimanche est édité par LMN, RCS Paris 834 289 373 - 2 rue des Cévennes 75015 Paris (tél : 01 87 64 68 10) - TVA FR 23 834 289 373. Offre valable 2 mois et réservée aux nouveaux abonnés de France Métropolitaine.
***Prix de vente au numéro 2,20€. **Avantage calculé sur le prix de vente kiosque. Après enregistrement du règlement, réception du 1^{er} N° sous 4 semaines maximum. L'envoi de votre bulletin vaut prise de connaissance et acceptation des CGV, accessibles sur www.jdd.fr/cgv. Abonnement résiliable à tout moment (remboursement des N°s non reçus). Vous disposez d'un droit de rétractation de 14 jours après réception du 1^{er} N° (cf. formulaire de rétractation sur www.jdd.fr/retractation). En cas de litige, vous pouvez saisir le médiateur de la consommation (CMAP, 39 avenue Franklin D.Roosevelt, 75009 Paris au 01 44 95 11 40 ou email : cmmap@cmmap.fr). Ces données sont destinées à LMN et à ses prestataires techniques afin de gérer votre abonnement, et, si vous y consentez, à ses partenaires commerciaux, à des fins de prospection. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation et portabilité de vos données, ainsi qu'au sort de celles-ci après la mort à l'adresse postale ci-dessus. Voir notre Charte données personnelles sur www.jdd.fr/cdp

Opinions & Controverses

Droit du sol Être et devenir Français

INTÉGRATION La question de l'accès à la nationalité française a fait son grand retour dans le débat public

Par **Nicolas Pouvreau-Monti**,
directeur de l'Observatoire de l'immigration
et de la démographie (OID)

Jordan Bardella et le Rassemblement national ont annoncé leur volonté de mettre fin à l'automatisme de l'acquisition de la nationalité française et au « droit du sol », dans l'hypothèse d'une majorité en leur faveur à l'Assemblée nationale. Cette proposition a suscité des réactions outrées dans une partie du spectre politique, arguant de l'impossibilité juridique de mettre en œuvre une telle mesure ou de la rupture qu'elle représenterait par rapport à une « tradition française et républicaine » immémoriale.

D'une part, le « droit du sol » au sens le plus strict n'est pas en vigueur dans notre pays : le seul fait de naître sur le territoire français ne suffit pas à obtenir la citoyenneté française – contrairement au droit en vigueur aux États-Unis, par exemple. L'acquisition de la nationalité est certes automatique à 18 ans pour tout enfant né en France de parents étrangers, mais seulement s'il réside en France au moment de sa majorité et y a eu sa résidence habituelle depuis au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans. Cette obtention peut être anticipée dès l'âge de 16 ans, par une simple déclaration.

D'autre part, l'histoire moderne du droit de la nationalité française est en réalité beaucoup moins unilatérale que présentée dans le débat public. Le Code civil de 1804 a posé le principe de la filiation paternelle : était Français l'enfant né d'un père français dans le cadre du mariage. Contrairement à une idée souvent répandue, la France post-révolutionnaire a ainsi inventé le « droit du sang » dans sa forme moderne (un concept ambigu car apparaissant renvoyer à des considérations biologiques n'ayant aucun caractère juridique ; le terme de « droit de la filiation » apparaît plus juste). La nationalité était désormais un attribut de la personne, se transmettant comme le nom de famille, sans rapport avec la résidence sur le territoire français.

Ce principe a traversé tous les régimes du XIX^e siècle, jusqu'à l'arrivée des premiers immigrés européens. L'étape majeure a été franchie avec la loi du 26 juin 1889, laquelle disposait qu'étaient Français les jeunes étrangers nés en France et qui, à l'époque de leur majorité, se trouvaient domiciliés en France. Sa mise en place a relevé de circonstances contingentes plutôt que d'un principe absolu, tenant à la perspective d'une guerre européenne jugée probable : il importait que les enfants nés d'un père étranger



COLLECTION PERSONNELLE

ne soient pas soustraits aux obligations militaires.

Aujourd'hui, l'attractivité migratoire du « droit du sol » ne fait aucun doute : elle se constate partout dans le monde, lorsque voisinent des États aux niveaux de développement économique très différents (songeons notamment aux immigrées latino-américaines qui viennent accoucher aux États-Unis). Elle est devenue évidente à Mayotte, comme le gouvernement l'a admis en début d'année.

L'attractivité migratoire du droit du sol se constate partout

Depuis l'an 2000, 700 000 personnes sont ainsi devenues Françaises « de plein droit », sans avoir à remplir d'autres critères vérifiables et notamment sans avoir à démontrer leur « assimilation » à la société française – une notion qui reste présente dans le droit applicable aux naturalisations par décret. Au regard des importants volumes concernés, il est permis de considérer que ce « plein droit » n'est plus adapté à l'ampleur des flux migratoires

ni à notre monde hyperconnecté, propice au maintien de liens culturels et d'allégeance entre les immigrés et leurs pays d'origine.

Par ailleurs, le droit de l'Union européenne – d'ordinaire si riche en contraintes relatives à l'immigration et à l'intégration des étrangers – n'impose aucun régime particulier aux États membres pour l'octroi de leur nationalité (et de la citoyenneté européenne par la même occasion). Ainsi nos voisins italiens se fondent-ils de manière historiquement continue sur le principe de la filiation.

L'article 34 de la Constitution apparaît ouvrir des perspectives claires : « La loi fixe les règles concernant la nationalité. » Des normes de nature législative adoptées en cette matière seraient donc parfaitement conformes à la lettre de la Constitution. Une variable inconnue – mais majeure – concerne néanmoins la position que prendrait le Conseil constitutionnel devant une loi supprimant toute automaticité de l'acquisition de la nationalité pour des individus nés en France de parents étrangers et remplissant certains critères de résidence. Jusqu'à présent, le Conseil n'a pas reconnu le droit du sol comme « principe fondamental reconnu par les lois de la République », ce qui lui aurait conféré une valeur constitutionnelle. ●



PIERRE KITMACHER

Au sein de l'UE L'influence française affaiblie

PARLEMENT Si les droites radicales marquent une progression en Europe, nous sommes loin du raz-de-marée

Par **Joséphine Staron**,
directrice des études du think tank Synopia

Le 7 mai 2017, jour de sa victoire, Emmanuel Macron s'avance sur l'esplanade du Louvre au son de l'hymne européen, *L'Ode à la joie*. Le 26 septembre, il prononce son premier grand discours à la Sorbonne, consacré à l'Europe souveraine. Le ton est donné : l'Europe sera au cœur de ses priorités.

Le 9 juin dernier, à peine une heure après la découverte du résultat des élections européennes, le président de la République annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, suscitant la surprise et l'inquiétude de nos concitoyens, mais aussi celle de nos voisins européens.

Justifiant sa décision par le score élevé et prévisible du Rassemblement national, Emmanuel Macron a amplifié l'idée selon laquelle l'extrême droite serait la grande gagnante de ce scrutin. Une analyse qui, si elle s'inscrit dans un contexte national particulier, ne reflète pas suffisamment la complexité du scrutin au niveau européen.

Les équilibres politiques au Parlement européen n'ont en aucun cas été bouleversés par ce scrutin : les deux partis majoritaires restent le Parti populaire européen (PPE) avec douze sièges supplémentaires et les Socio-démocrates (S&D) qui n'en perdent que trois. À rebours des élections de 2019 où ils avaient créé la surprise, les Verts et les libéraux de Renew – groupe dans lequel siègent les eurodéputés de la majorité présidentielle – sont, quant à eux, les deux grands perdants de ce scrutin : ils perdent respectivement 17 et 27 sièges. Les enjeux climatiques ont donc été bien moins déterminants cette fois, au profit de préoccupations économiques et sécuritaires : la fin du mois l'a emporté sur la fin du monde.

Enfin, si les droites radicales marquent une progression en Europe, nous sommes encore loin du « raz-de-marée » annoncé. Les Conservateurs et réformistes européens (ECR) gagnent quatorze députés et deviennent ainsi la troisième force politique du Parlement. Quant à Identité & Démocratie (ID), où siègent les 30 députés du Rassemblement national, ils obtiennent seulement neuf de plus. Cette montée en puissance n'est toutefois pas de nature à bouleverser les équilibres, puisque ces deux groupes n'entendent pas, à ce jour,

se rapprocher. Deux interrogations subsistent et sont susceptibles de faire encore bouger les lignes : les députés conservateurs du Fidesz du Premier ministre hongrois (chez les non-inscrits) rejoindront-ils les rangs d'ECR ou d'ID ? Et l'AfD, l'extrême droite allemande, sera-t-elle réintégrée à ID, après en avoir été exclue en mai dernier ?

Quoi qu'il en soit, cette recomposition aura des conséquences sur les politiques à venir en Europe, à commencer par le Pacte vert dont la mise en œuvre semble désormais incertaine. Mais elle aura aussi un impact majeur pour la France : même si Valérie Hayer conserve la présidence du groupe Renew, le contingent d'eurodéputés français y passe de 23 à 13, Les Républicains n'envoient que six députés au PPE, et l'influence des 30 députés du RN sera limitée en raison de leur appartenance au groupe ID, marginalisé. Le Parlement européen ne sera donc pas, dans les cinq années qui viennent, un cénacle propice à la défense de nos intérêts nationaux.

La France risque de ne pas être en mesure d'imposer ses choix

En ce qui concerne les deux autres institutions clés de l'UE, la Commission et le Conseil, la France risque de ne pas être en mesure d'imposer ses choix comme elle avait pu le faire en 2019. Rappelons qu'Emmanuel Macron était alors parvenu à imposer Ursula von der Leyen à la tête de la Commission et avait obtenu le plus gros portefeuille de l'institution, le marché intérieur, avec la nomination de Thierry Breton. Affaiblie à Strasbourg, la France parviendra-t-elle, en cas de cohabitation et dans une situation d'instabilité politique possiblement chronique, à convaincre ses voisins et à avancer ses pions ? Rien n'est moins sûr. Il est donc navrant de constater que le plus européen des Français est aussi celui qui, par sa décision du 9 juin, contribue à affaiblir l'influence française au sein de l'UE. ●

Opinions & Controverses

Comment Michel Onfray peut-il être de gauche ?

Par Éric Naulleau



Michel Onfray publie un nouveau livre comme on remonte sur le ring. Ainsi, des origines du *Journal hédoniste* dont « La Foudre gouverne le monde » constitue le huitième tome : « *Le guignol couperosé qui avait pris cette initiative s'est ensuite répandu contre moi. Plus tard, j'ai appris que c'était une langue de vipère, un homme sans foi ni loi, bien que catholique et de droite.* »

Une fois distribués les bourre-pifs réglementaires, le philosophe maintient le cap d'une idée fixe : dire les choses comme elles sont, enraciner la pensée dans la réalité et non dans l'idéologie, cette dimension parallèle où continuent de s'égarer tant de débats contemporains.

Appliquée à la gauche, l'un des grands sujets du livre, la méthode aboutit à des résultats ravageurs. Car de deux choses l'une, soit on considère que la gauche, tel le Port-Salut dans un fameux slogan publicitaire, « c'est écrit dessus », soit on soulève l'étiquette pour vérifier ce qu'elle recouvre. L'auteur de *Cosmos* se réclame de la seconde école : « *S'il faut désormais pour être progressiste, haïr les juifs, mépriser les femmes, salir les homosexuels, encenser les terroristes, je n'en suis plus.* » Ce portrait-robot de La France insoumise et, plus généralement, de l'extrême gauche, est certes fort ressemblant. Mais pareil coup de crayon ne servirait à rien si l'artiste n'éclairait son œuvre de vastes considérations historiques, d'une généalogie des égarements

du camp du bien. Où la Révolution française et Mai 68 figurent en bonne place. Ce qui donne pour la première : « *La révolution russe a célébré cette Révolution française et préféré "1793" à "1789". Voilà pourquoi les guerres de Vendée et la Terreur constituent la matrice des totalitarismes de droite et de gauche du XX^e siècle, Lénine, Staline, Hitler, Mussolini, Franco sont des enfants de cette Révolution française-là.* » Et pour la seconde, au terme de la

Onfray consacre un chapitre flamboyant à Charlotte Corday

dérive libérale de ses principaux acteurs : « *Aujourd'hui, ce qui se présente comme la gauche défend que les pauvresses rendues misérables par le capitalisme (qu'ils ne combattent plus) puissent louer leur utérus à des riches qui veulent que l'on plante leurs fœtus dans des ventres de location – comme on loue une place de parking ou un garage.* »

Précis, clair, informé, ce travail de déconstruction ne néglige jamais d'œuvrer simultanément à une reconstruction, celle d'une pensée de gauche. D'abord par l'exercice d'un droit d'inventaire. Proudhon de préférence à Marx, Mai 68 et non les soixante-huitards, Camus mieux que Sartre ou Badiou, les Girondins

plutôt que les Jacobins, Marat moins que Charlotte Corday, figure à laquelle Michel Onfray consacre un chapitre flamboyant, presque une déclaration d'amour. Par l'affirmation, ensuite, qu'un programme de gauche ne saurait se préoccuper uniquement des besoins matériels du peuple, mais offrir à celui-ci un égal accès aux richesses spirituelles et intellectuelles : « *Dans des conférences données à Genève, Jaurès avoue aimer en Nietzsche le philosophe qui aspire à aristocratiser le peuple. C'est aussi mon projet, c'est celui de l'Université populaire que j'ai créée. C'est le sens de mon nietzschéisme de gauche.* » Une profession de foi autrement plus exaltante que tous les tracts électoraux réunis au fond de nos boîtes aux lettres.

Et puisque, décidément, rien de ce monde ne laisse indifférent le philosophe, signalons aussi d'admirables textes sur Christian Bobin, Joseph Delteil ou Vladimir Veličković. ●



LA FOUDRE GOUVERNE LE MONDE
MICHEL ONFRAY
ALBIN MICHEL
320 PAGES
21,90 EUROS

De la « redoutable vocation d'homme »

« *Il arrive que je voie ce que les autres voient comme moi, mais ne veulent pas voir.* » Bernanos, l'inclassable... Prophète diront certains, chercheur d'absolu radical diront d'autres.

De fait, ses écrits, un siècle plus tard, n'ont pas pris une ride et nous aident à réfléchir au monde d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle Mgr Chauvet s'est attelé à la tâche de faire découvrir ou redécouvrir cet auteur au cœur brûlant qui décida, avant toute chose, d'aiguiser sa conscience, façonnant ses convictions. Travail d'une vie de tout homme libre.

Ce sont les thématiques qui structurent l'œuvre de l'auteur que le prêtre a choisi pour entraîner son lecteur. « *Espérer contre toute espérance* » : c'est la ligne de vie de Bernanos, secoué par les guerres, par le doute, par ses combats intérieurs, mais tenant debout avec cette vision ; c'est cela que l'évêque veut faire goûter, à la jeunesse en particulier, cette radicalité dans la recherche du Bon et du Beau, qui ne peut se faire à moitié, seule façon d'être libre : « *Il ne s'agit pas de savoir si cette liberté rend les hommes heureux, ou si même elle les rend moraux* », cite Mgr Chauvet. « *Il ne s'agit pas de savoir*

si elle favorise plutôt le mal que le bien, car Dieu est maître du Mal comme du Bien. Il me suffit qu'elle rende l'homme plus homme, plus digne de sa redoutable vocation d'homme. » Quelle vocation !

Et qu'il est bon de revenir sur cette différence, non pas de degré, mais de nature entre l'optimisme, dont la société nous rebat les oreilles, comme une litanie morose d'injonctions à être léger, cette faculté à cultiver une « positive attitude », et l'espérance. Cette « *petite fille Espérance* », comme la nomme Charles Péguy, son contemporain, dans son magnifique *Porche du mystère de la deuxième vertu*. Lui aussi a puisé ses réflexions et ses prières dans les psaumes. Et sans nul doute se sont-ils tous deux arrêtés sur celui-ci : « *Ma compagne, c'est la ténèbre* » (Ps. 87).

Mais Mgr Chauvet nous donne à découvrir un auteur qui, loin d'être passéiste ou raidi dans son intransigeance, propose des pistes de réflexion qui élèvent, nourrissent, font grandir, plaçant toujours au centre la douceur infinie de Dieu et l'accueil qu'Il fait aux plus petits, aux plus humbles. Il se montre touché par « *l'esprit d'enfance* », source immuable de « *joie intérieure* ». Mentionnant les travers de notre

société contemporaine : addiction aux écrans, consommation de pornographie, culture de la rapidité ; mais aussi de l'Église, dont il dénonce les abus.

Mgr Chauvet partage le grand secret de l'antidote : le goût d'une vie intérieure. Celle-ci se construit pas à pas, parfois âprement, dans le silence de son âme et de son cœur. Le Saint-Père ne prie-t-il pas une heure, seul, chaque jour, pour relire sa journée ? Le bon curé de campagne ou ses chères carmélites faisaient de même dans les romans de Bernanos. Il ne nous reste plus, sur les conseils de l'évêque, qu'à nous « *servir de nos âmes* ». Exaltant programme d'une vie ! ●

ARMELLE FAVRE



BERNANOS SANS CONCESSIONS
MGR PATRICK CHAUVET
FAYARD
198 PAGES, 20 EUROS



Mgr Patrick Chauvet.

Amandine Cornette de Saint Cyr L'espérance à portée de main

TÉMOIGNAGE Dans les épreuves et le désespoir, une solution simple et accessible existerait : implorer sainte Rita, la patronne des causes désespérées

Lorsqu'elle en parle, Amandine Cornette de Saint Cyr a les yeux qui brillent. Il faut dire que Rita, ou Marguerite Lotti, est devenue pour elle une amie. Cette sainte italienne du XV^e siècle, qui devint religieuse après avoir perdu son mari violent, possède sa propre chapelle latérale en l'église Saint-Augustin, et c'est là que notre rendez-vous a été fixé. Rita eut une vie de douleurs : mort de son époux, puis de ses enfants, difficulté à entrer dans les ordres, épine de la couronne du Christ portée en stigmat sur le front...

Guidée par sa mère, qui a une dévotion particulière pour la figure de la sainte, Amandine la sensible a confié à 25 ans les anxiétés et la mélancolie qui meurtrissaient son cœur, devant cette même statue. La sainte semble l'avoir écoutée, et le lieu est devenu un endroit-refuge où elle peut déposer ses craintes. À la lueur des cierges, les ex-voto tapissent le recoin, fleurissant en toutes langues : « *Reconnaissance éternelle* », « *Muchas gracias* », de nombreux et sobres « *Merci* », et même un très beau dessin sous verre : « *Cadeau à la sainte de la part d'une cousine, exaucée.* » « *Je suis ici un peu en famille* », sourit l'élégante romancière aux grands yeux noisette. Les liens de ses proches avec la sainte sont en effet nombreux : son beau-père, Pierre Cornette de Saint Cyr, en était proche ; il allait régulièrement la visiter avec ses amis, Yves Klein et Pierre Restany, cofondateur du mouvement du Nouveau Réalisme, à l'église Saint-Germain-des-Prés. Ses filles portent une médaille de sainte Rita, « *comme mes neveux, mes nièces, mes amis. Tout le monde a été arrosé par mes soins, et s'en porte très bien !* »

Chez les Cornette, donc, tout le monde est « *ritien* ». Le terme est détonnant. « *Il ne s'agit pas d'une secte, rassure l'auteur, juste d'une communauté de croyants – ou pas tant que ça, d'ailleurs – qui se tournent vers celle qui écoute, quand plus rien ne semble possible rationnellement* » : sainte Rita ratisse large, elle s'occupe des hommes qui ne voient plus d'issues. Ainsi pour Amandine : lorsqu'à 43 ans, à la suite de l'ablation d'un fibrome, son médecin lui annonce qu'elle doit procéder à une hystérectomie – une ablation de l'utérus –, le choc est terrible. Après avoir tenté plusieurs médecines alternatives, la jeune quarantenaire, qui a l'air d'en avoir trente, ne « *sait plus à quel saint se vouer* ». Dans un sursaut, elle décide

d'entreprendre un pèlerinage à Cascia, lieu d'apparition de sainte Rita. C'est cette démarche que l'auteur a mise en mots dans son témoignage romancé, dont le titre est un cri du cœur : *Au secours sainte Rita !* Celle dont la plume acerbe a l'habitude d'étriller, sans avoir l'air d'y toucher, les travers des uns et des autres et le jeu social de la comédie humaine, dans ses romans – *Bonne à rien* (Anne Carrière), *Les Dents de ma mère* (Plon) ou encore *Des plumes sous ma couette* (L'Archipel) –, confesse avoir donné vie, cette fois-ci, à un ovni. Sans abandonner cette patte reconnaissable pleine d'humour et de second degré, sur les autres – les pèlerins, notamment, en prennent gentiment pour leur grade – mais aussi sur elle-même. Elle avoue, espiègle : « *Ma personnalité reprend toujours le dessus.* » Et heureusement !

Les 150 pages se dégustent d'une traite, pleines de drôlerie et de sorties saillantes : « *Si le sujet est sérieux, je voulais rendre les choses légères, comme une bulle de champagne.* » Mais cette fois-ci, Amandine a un but clair en tête : « *Contrairement aux autres romans,*

« Je suis dans une démarche de don. Ce livre, je le veux utile »

cette fois, je suis dans une démarche de don. Je veux rendre – en partie – le trésor que j'ai reçu. Ce livre, je le veux utile. » Utile car, une fois la catastrophe évitée, l'auteur a voulu « *partager* » son cadeau et « *mettre l'espoir à portée de tous* ». « *Pour parler un langage païen, sainte Rita est comme un talisman, et pour les croyants, dont je fais partie, elle est une première marche pour monter jusqu'à Dieu.* » Elle m'apprend que cette sainte, vénérée de façon universelle, demeure, selon Jean Paul II, l'une des saintes les plus priées dans le monde. D'ailleurs, de nombreux artistes, qu'elle cite dans son roman, lui ont fait des clins d'œil, comme Benjamin Biolay, qui lui a même dédié une chanson en 2022 : « *Rita sainte, tout au-dessus du labyrinthe de peuples en peine d'âmes perdues.* » Alors, dans une époque trouble, elle le martèle aux âmes en peine : « *Ce livre est un message*

Amandine Cornette de Saint Cyr dédicacera son livre le 30 juin à Paris (6^e), sur le parvis de l'église Saint-Germain-des-Prés (10 h-19 h).



RYAN ARBILLO

d'espérance à tous les désespérés : vous n'êtes plus seuls ! » D'ailleurs, son premier chapitre n'y va pas de main morte sur la réalité du monde actuel : « *On va tous mourir – ça, on le savait déjà –, mais là, ça se précise : guerres, surpopulation, réchauffement climatique... Pour sauver la planète, ou du moins ce qu'il en reste, il faudrait traverser l'Atlantique à la rame, se nourrir de sauterelles et s'habiller chez Emmaüs [...] Jamais l'expression "Après moi le déluge", ou plutôt "Pendant moi le déluge", n'aura été aussi appropriée.* » Et de conclure ce chapitre, volontairement bravache : « *Notre monde serait-il déjà une cause perdue ?* »

Quand, le regard à la fois franc et curieux planté dans le nôtre, Amandine Cornette de Saint Cyr demande en souriant : « *Êtes-vous mystique ?* », la réponse la concernant est évidente. Cette grande sensible a voulu, « *sans*

proposer un manuel », distiller quelques informations sur les actes à mettre en place pour déposer ses souffrances auprès de la sainte et indiquer la « *possibilité d'être initiée à celle qui mérite d'être connue* » : pèlerinage, église, prières sont

« En France, il existe une culture de la discrétion, du secret »

égrenés tout au long des pages. Pour écrire ce livre, l'auteur s'est trouvée confrontée à un écueil : la difficulté de recueillir des témoignages de personnes exaucées. « *En France particulièrement, il existe une culture de la discrétion, du secret, une grande pudeur.* » L'inverse de

sa propre démarche : si elle a été éditée dans une maison généraliste, c'est justement pour toucher le plus grand nombre, propager ainsi la nouvelle de la grâce reçue et suivre la prière adressée à la sainte : « *Rita, récompense mon espoir en toi et je ferai connaître partout la grandeur de la miséricorde envers les affligés.* »

À l'aube du premier tour des législatives, elle affirme, mutine, ne défendre qu'un seul parti, celui de l'amour. Un peu plus tôt dans l'église, Amandine avait proposé avec délicatesse de déposer dans le secret du cœur une intention qui nous tenaillait aux pieds de sa sainte amie. Deviendrions-nous « *ritiens* » ? Pas de doute pour l'auteur, confiante et déjà joyeuse : « *Vous m'enverrez un message quand votre intention sera exaucée.* » ●

ARMELLE FAVRE

Littérature

Roman sur ordonnance

THÉRAPIE Dans « Médecine douce » de Nicolas Rey, un généraliste au bout du rouleau tombe amoureux d'une de ses patientes. Une fable immorale et réjouissante

Nous aimons vieillir avec Nicolas Rey, avec ses doubles de papier, reconnaissables sous diverses identités depuis *Mémoire courte* (Prix de Flore 1993). Dandies de l'addiction, seigneurs de la déglingue, récidivistes de la noyade en eau trouble et du coup de pied décoché *in extremis* au fond de la piscine pour remonter à la surface. Jusqu'au prochain bouillon. Un autre Nicolas, tout d'abord, Nicolas Royant : « *Il est complètement paumé. C'est une frêle épave perdue dans un grand terrain vague. Il est journaliste. Il a un vieux chagrin d'amour. Il n'a pas envie de le quitter.* » Et puis surtout Martin Faubert, médecin des âmes autant que des corps, qui ne trouve rien de mieux pour séduire une sublime patiente que de lui diagnostiquer une maladie imaginaire. Dès lors, tout est écrit : « *On sait très bien que l'histoire va mal se terminer et qu'on va finir par crever d'amour sous un soleil diabolique avec un dernier sourire aux lèvres malgré tout.* » Médecine douce ou de l'irresponsabilité considérée comme un des beaux-arts. Jamais l'auteur n'avait aussi précisément

démonté la mécanique du désastre existentiel, mieux décrit la fuite d'un homme qui croit courir vers son destin et va chuter du haut de la falaise comme un vulgaire lemming.

Martin et Aurore forment un couple bien connu des amateurs de roman noir : l'homme au bout du rouleau et la femme fatale. *Crédit illimité*, paru en 2022, reprenait déjà quelques codes du

Nicolas Rey écrit-il pour vivre ou vit-il pour écrire ?

polar, signe que l'auteur entend peut-être exploiter une nouvelle veine littéraire. Pour l'heure, la nouveauté tient à l'importance donnée aux personnages secondaires, à l'humanité qui défile dans le cabinet du docteur Faubert. L'occasion d'exposer quelques pathologies contemporaines, depuis l'influenceuse en

herbe victime de la chirurgie esthétique jusqu'au bigot musulman qui voudrait faire exorciser sa femme (car enfin, ne faut-il pas être possédée par le démon pour se maquiller et même aller au cinéma ?) en passant par l'inévitable mère d'un enfant classé Haut potentiel intellectuel : « *À chaque fois que je lui demandais d'éteindre sa PlayStation, il éclatait en sanglots. C'est d'ailleurs ce qui m'a mis la puce à l'oreille. Et dire que je l'ai forcé à faire son lit, à mettre ses affaires au sale, se brosser les dents, à débarrasser la table, non, sans rire Docteur, je crois bien que ça fait des années que je maltraite mon enfant sans même le savoir.* » Reconverti de journaliste et dealer en éditeur, Nicolas Royant déconseille d'ailleurs à Martin d'inclure dans son manuscrit tout ce qui précède car il risque de « *se faire démonter la tête par Sandrine Rousseau sur France 5 en présence d'Anne-Élisabeth Lemoine* ». Ce dont, fort heureusement pour le lecteur, l'intéressé n'a cure. Au milieu du naufrage d'un individu et de son époque surnage une inébranlable foi dans l'écriture, dans l'ouvrage chaque nuit remis sur le métier : « *Il faut que la page arrive sur Terre en bonne santé, qu'elle tienne la route pour des années et des années. On s'accroche. On a mal au dos. On refuse la péridurale.* » Nicolas Rey écrit-il pour vivre ou vit-il pour écrire ? Les deux, sans doute. ●

ÉRIC NAULLEAU



MÉDECINE DOUCE
NICOLAS REY
AU DIABLE VAUVERT
288 PAGES,
20 EUROS



Michel Braudeau
chez lui, à Paris,
en novembre 2023.

PATRICE NORMAND

Boulevard du crépuscule

AUTOBIOGRAPHIE Dans « Le Raspail vert », Michel Braudeau nous entraîne dans une délicieuse promenade poétique, entre ironie et mélancolie

On ne baptise pas sans raison ses mémoires du nom d'un café. Michel Braudeau se tient dans son livre comme à la terrasse de l'un de ses établissements favoris : « *Le vacarme des conversations m'enveloppe d'une douleur confuse, un ciment de rires et de confidences chuchotées à voix forte tandis que la vaisselle grasse se fracasse sans pitié dans les bassins d'acier.* » C'est qu'il faut toujours écouter son cœur, surtout quand il vient de lâcher sur un trottoir du boulevard Raspail. L'écouter battre de nouveau après que six heures d'opération chirurgicale ont tant bien que mal réparé une vie d'excès en tous genres, laisser monter une rumeur familière où se mêlent le bruit du sang et l'agitation « *des particules de mémoire dispersées par le temps et reliées au hasard, sans logique immédiate, dans un brouillard musical* ». Et que distingue-t-on au milieu de la brume ? Des chats, d'abord, beaucoup de chats. Ceux de l'auteur, avec lesquels il partage le don de voir les fantômes. Un autre, plus célèbre, mascotte du Select dont le décès attrista « *ce quartier bienveillant à toutes sortes de gens excessifs* ». Des disparus, ensuite, beaucoup de disparus, depuis l'ami le plus

cher jusqu'à « *des noms d'autrefois qu'on n'a jamais lus, qui restent par leur sonorité, sans orthographe, sans prénom. Des noms d'élèves à leur pupitre* ». Des femmes aussi, beaucoup de femmes. La première s'appelait Nicole, rencontrée passage Saint-Michel, la dernière sera Joaquina, à laquelle sont dédiés ces souvenirs en désordre. Et la vérité d'un homme pour finir : « *Lire m'a fait gagner ma vie et la perdre en même temps. Encore fallait-il en passer par là pour le savoir. On lit, on écrit, on ne vit plus que dans les mots, les siens et ceux des autres, pendant des années. Et un jour on ne comprend plus qu'un petit nombre de gens, de livres.* » Un trouble persiste après avoir refermé *Le Raspail vert*, celui d'avoir ressenti la vie même palpiter dans ses pages. ●

ÉRIC NAULLEAU



LE RASPAIL VERT
MICHEL BRAUDEAU
STOCK
160 PAGES
18,90 EUROS

Le vieil homme et la jeune fille

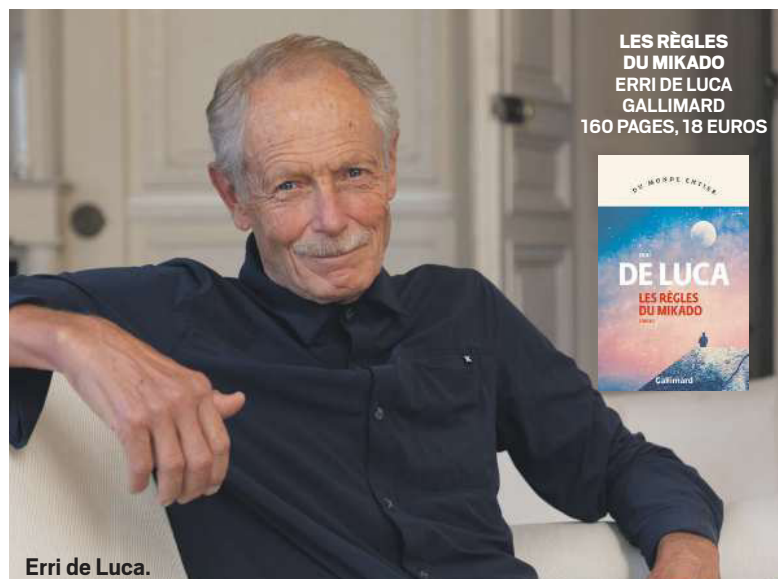
FABLE Le nouvel opus d'Erri De Luca, prix Femina étranger en 2002 pour « Montedidio », met en scène un duo insolite, l'occasion d'une belle réflexion philosophique sur la vieillesse

Dernier roman de l'écrivain italien, *Les Règles du mikado* ne déroutera pas ses lecteurs. Dense et concis comme à son habitude. Tout commence quelque part entre l'Italie et la Slovénie. Là, dans les montagnes, un vieil homme campe en solitaire quand, par une nuit d'hiver, une jeune fille entre dans sa tente et lui demande de l'abriter. « *Leurs noms ne comptent pas pour moi. Ils n'ajoutent rien aux gens. Au contraire ils retirent* », précise d'emblée l'écrivain. Tout juste saura-t-on que la jeune fille a quinze ans, qu'elle est tzigane et viens de quitter les siens pour fuir un mariage arrangé, quand le vieil homme passe le plus clair de son temps en haut des sommets. Là-haut, il s'exerce à un jeu de toute éternité : le mikado. Passée la pre-

mière surprise, ces deux-là vont se mettre à converser. Un dialogue direct au cours duquel chacun des protagonistes va se révéler. La jeune fille s'interroge sur le grand âge de celui qui a décidé de l'héberger. « *C'est comment d'être vieux ?* » lui demande-t-elle. « *C'est quand on te parle et qu'on glisse le mot "encore". Vous travaillez encore ? Vous campez encore, vous faites encore ça et ça ?* » La jeune fille lui apprendra qu'elle ne sait pas lire mais parle cinq langues. Le vieil homme lui révélera qu'il était autrefois horloger en Suisse et qu'il joue au mikado pour conserver son agilité manuelle. Un jeu dont on aura tôt fait de découvrir qu'il est une métaphore de la vie : « *Certains voient la vie comme un fleuve,*

certains comme un désert, d'autres comme une partie d'échecs avec la mort. Moi je la vois sous la forme d'un jeu de mikado en solitaire. » Le montagnard fera découvrir la mer à sa protégée. Elle lui présentera son corbeau et lui parlera de son ours regretté. Chemin faisant, des confidences vont se faire jour. Il sera question d'une femme que le vieil homme a autrefois aimée et d'une activité secrète qu'on ne saurait dévoiler. Tour à tour dialogue, échange de lettres, cahier, ce roman emprunte de nombreuses formes, pour raconter cette amitié qui va perdurer au fil des années. Une fable poétique, profonde et subtile dans une langue ciselée qui va droit à l'essentiel. Superbe. ●

ALEXANDRA LEMASSON



Erri de Luca.

LES RÈGLES DU MIKADO
ERRI DE LUCA
GALLIMARD
160 PAGES, 18 EUROS

F. MANTOVANI/GALLIMARD

JEAN-PHILIPPE BALTET

Plaisirs

Kevin Costner

« LES ÉTATS-UNIS SONT NÉS DE LA VIOLENCE »

INTERVIEW

SAGA La star revient au western pour raconter la conquête de l'Ouest et la guerre de Sécession

CONFESSION L'électron libre explique se tenir délibérément à l'écart de Hollywood

Il a gardé la moustache de son personnage. Après son passage éclair au Festival de Cannes, Kevin Costner a repris le tournage de sa saga américaine *Horizon* dans l'Utah. À 69 ans, il retrouve son emploi préféré de cow-boy solitaire le temps d'un projet au long cours, quatre fois trois heures de cinéma afin de retracer la conquête de l'Ouest, les ravages de la colonisation sur les peuples indiens et la guerre de Sécession. Le western a toujours été son genre de prédilection : *Silverado* (1985) et *Wyatt Earp* (1994) de Lawrence Kasdan, *Danse avec les loups* (1990), récompensé par sept Oscars, et *Open Range* (2003), qu'il a mis en scène, la série *Yellowstone* de Taylor Sheridan. Entretien sans langue de bois avec un homme déterminé, à la fois scénariste, réalisateur, producteur et acteur.

Pourquoi avez-vous entrepris une pareille aventure ?

La première version de mon scénario date de 1988 ! J'allais le tourner en 2003, mais j'ai été lâché par le studio d'alors qui s'était engagé à mon côté pour le produire. Ma déception était immense car *Open Range* avait bien marché en salles la même année. Je ne me suis pas laissé abattre et j'ai écrit trois épisodes de plus. En cela, j'étais très américain car j'agissais instinctivement alors que cela n'avait aucun sens. Sauf qu'en général, quand on regarde un western, la ville est déjà là pour accueillir l'action, et moi, je souhaitais montrer comment elle s'était construite : une cité ne sort pas de terre comme un champignon. Elle s'est fondée sur une guerre entre des gens qui voulaient s'établir là et ceux qu'ils délogaient. J'ai remonté le temps et

j'ai imaginé quatre longs métrages. On me conseillait d'en tourner un premier et de voir ce que cela donnerait. Je me rendais compte que personne n'était enthousiaste... Mais c'était ce schéma que j'envisionnais très clairement, alors je ne me suis pas découragé : j'ai pris les choses en main et j'ai décidé de me débrouiller seul pour trouver le budget. J'ai ainsi hypothéqué ma maison et engagé mon argent personnel pour venir à bout de mon idée, ce qui est de la folie, j'en conviens. Voilà pourquoi j'étais si excité d'être invité au Festival de Cannes, où je voulais solliciter de l'aide. Le film parle de lui-même, il vous touche ou pas. J'assume mes choix et partis pris. Si cela ne vous plaît pas, alors plaignez-vous à moi : je saurai écouter vos critiques et en tenir compte pour m'améliorer.

D'où vient votre passion pour le western ?

Les États-Unis sont une nation jeune. En Europe, vous avez des bâtiments qui tiennent debout depuis des siècles. Quand votre révolution, qui a abattu la monarchie, a traversé l'océan, nous avons découvert un jardin d'Éden : la superficie du territoire, la faune et la flore, les ressources étaient incroyables. Les autochtones, qui occupaient

« Je tiens à raconter l'Histoire sans concession »

les lieux depuis 15 000 ans, n'ont pas compris la soif de conquête des nouveaux arrivants : on avait assuré à ces derniers que, s'ils étaient assez forts, ils pourraient avoir tout ce qu'ils voulaient et déposséder ceux qui étaient là avant eux. Ils n'étaient pas préparés, alors beaucoup ont péri. La vie était compliquée, avec une question de vie ou de mort, soumise au hasard ou à la météo : le simple fait de garder propre toute sa famille était un défi. Voilà pourquoi montrer dans *Horizon* un individu qui se lave était aussi important qu'un duel ou une fusillade. C'est sans doute facile pour nous de juger, mais, à l'époque, le risque existait au quotidien : si vous voliez le cheval de quelqu'un, vous étiez pendu, car on était fini sans sa monture. Je place les femmes au centre de mon intrigue : ce sont des survivantes et il faut entendre ce qu'elles ont à dire.

IMAGESPACE/SIPA USA/SIPA



Kevin Costner, souriant, au 77^e Festival de Cannes.

Cinéma



ALLOUÏNE

Le réalisateur de 69 ans incarne un cow-boy solitaire.

Votre vision des Amérindiens a-t-elle évolué depuis *Danse avec les loups* ?

C'est indispensable de leur rendre justice et de les représenter à l'écran sans commettre d'erreur. Quand les Européens sont arrivés en Amérique, il y a eu une scission entre les pères et les fils au sein des tribus. Ils étaient divisés sur ce qu'il fallait penser de ces étrangers qui débarquaient sans prévenir, mais ils étaient tous d'accord pour protéger leurs femmes et leurs enfants. Même s'ils ne disposaient pas de la même technologie, ils n'étaient pas si différents de nous : ils avaient aussi le sens de l'humour et le cœur brisé. Et on leur a tout pris. Neuf cents tribus ont été supprimées. Pour moi, l'Histoire est une matière vivante et je tiens à la raconter sans concession. Elle est tragique. Elle nous met mal à l'aise. Elle nous remplit de honte. J'essaie de ne rien édulcorer.

Être à la fois devant et derrière la caméra, comment cela se passe-t-il concrètement ?

En tant qu'acteur, je me démène pour plaire au réalisateur. (*Rires.*) Je lui procure autant de versions d'une scène que je peux, même si je m'accorde moins de prises que pour le reste du casting. C'est mon directeur de la photographie qui me dit de prendre plus de temps pour moi, que je vais trop vite pour ma partie. En tant que cinéaste, je dois respecter la cohérence quand on sait qu'il y aura quatre segments.

Vous êtes une star discrète.

Comment vous situez-vous dans l'industrie hollywoodienne ?

J'ai toujours été à l'extérieur, même si j'aime les gens qui sont à l'intérieur ! Si vous voyez un ovni, ne vous en vantez pas auprès vos amis car ils vont penser que vous êtes fou jusqu'à la fin de votre vie. Vous ne pourrez plus revenir en arrière, même si vous vous justifiez ou si vous jurez que vous n'avez pas bu. Dès lors, on vous dévisagera avec méfiance. Il s'est produit

la même chose pour moi. J'avais *Horizon* dans mon cœur et je l'ai couché sur le papier. Pas question de modifier une ligne sous prétexte que je ne partage pas la même approche du cinéma que mon interlocuteur. Quand j'étais enfant, mes parents m'ont envoyé au cinéma car ils estimaient que j'y serais en sécurité. Je les chéris pour cela, comme tous les professionnels qui m'ont considéré. Je préfère l'intelligence à l'écran, pas la bêtise. Alors oui, dans ce cas, je suis un *outsider*. Je refuse qu'un tiers manipule mon scénario : je me lève et je dis « non ». Pas de compromis. J'ai bouclé les épisodes 1 et 2 à la suite, les prises de vue du 3 sont en cours. Et je cherche toujours des financements. Je risque mes propres deniers. Comme Francis Ford Coppola pour *Megalopolis*. Lui et moi, nous avons aperçu des extraterrestres et nous nous entêtons. On veut juste faire nos films et les partager avec les spectateurs. On peut tout me prendre, il me reste ma liberté créative et mon intégrité. Tout va bien. Après, la

question de savoir qui je suis ne regarde que mes enfants.

Travailler en décors naturels, est-ce plus difficile qu'en studio ?

Je jubile à partir en repérages, mais en général personne n'aime m'accompagner. Parce que quand je contemple une montagne, les autres savent que je vais monter au sommet. Pareil quand je suis face à une rivière : ils vont devoir chercher un bateau pour traverser car je veux voir ce qu'il y a au-delà. Je bosse très dur sur site. J'ai concocté un documentaire de six heures pour le making-of afin de montrer quel voyage cela a été pour nous tous. Trouver des endroits à ciel ouvert et immenses, on ne s'en lasse pas. Les panoramas sont magnifiques et vastes, mais ils ne sont rien sans une histoire. L'écrin idéal pour approfondir la notion d'héroïsme.

Vous dénoncez un Far West gangréné par la violence. Qu'en est-il à présent ?

On est une nation régie par les armes, on règle tous les conflits

avec depuis deux cents ans. Vous imaginez la confusion quand les Européens se sont présentés aux Amérindiens avec un vulgaire bout de papier alléguant que les terres leur appartenaient. Ce fut dévastateur. Les États-Unis sont nés de la violence et continuent de la perpétrer aujourd'hui.

La situation actuelle vous rend-elle pessimiste ?

Les femmes devraient diriger plus de pays. Les hommes ont eu leur chance, alors qu'ils passent leur tour ! Car ils n'apportent que la guerre et ont du sang sur les mains. Je me demande pourquoi cela ne tourne pas rond dans leurs têtes. Pourtant, ils sont capables de grandes choses : des œuvres d'art, des inventions, des médicaments. Pourquoi notre monde est-il à ce point déréglé ? Je crois en mon prochain. Mais je sais aussi qu'il peut être malveillant, une tendance qui se confirme aujourd'hui... ●

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE BELPÊCHE

HORIZON UNE SAGA AMÉRICAINE, CHAPITRE 1 ★★

En 1859, dans l'Ouest américain, des colons se heurtent à l'hostilité des indigènes qui défendent leur territoire. Un soir, les Apaches attaquent un village, massacrant hommes, femmes et enfants. Le lendemain, la cavalerie débarque pour constater les dégâts... Voici le premier volet de la fresque ambitieuse et épique de Kevin Costner mettant en scène les destins croisés de migrants qui rêvent d'un nouveau départ, mais provoquent par leur arrogance un conflit sanginaire avec les Indiens. Après une séquence d'introduction qui fait l'effet d'un électrochoc par sa violence impitoyable, on est emporté par ce film choral qui nous propulse dans l'époque fascinante des pionniers et des chercheurs d'or, sauf que le cinéaste dévoile l'envers du décor : l'appropriation de l'habitat des autochtones par l'envahisseur blanc, le racisme, l'anéantissement programmé de toute une population. Tourné dans des paysages somptueux, le récit est cependant très décousu, multipliant les intrigues et les ellipses, au point qu'on s'y perd un peu et qu'on a du mal à éprouver de l'empathie pour la kyrielle de protagonistes surgissant parfois sans être présentés. Osé : Kevin Costner n'apparaît qu'au bout d'une heure. On y verra sans doute plus clair dans le *Chapitre 2* qui sort le 11 septembre. ● S.B.

De et avec Kevin Costner, Sienna Miller, Sam Worthington. 3 h 01. Sortie mercredi.



TERRITORY PICTURES

EN SALLES MERCREDI

On aime Passionnément ★★★★★ Beaucoup ★★★ Bien ★★ Un peu ★ Pas du tout ☆

Elyas ★★★

Un ex-parachutiste des Forces spéciales souffrant de paranoïa depuis son retour d'Afghanistan accepte une mission de vigile auprès d'une famille riche arrivant du Moyen-Orient. Un mystérieux commando les attaque... Florent-Emilio Siri revient à son meilleur dans son genre de prédilection, l'action. Ce thriller ambitieux, qui évoque *Man on Fire* (2004) de Tony Scott, est un régal grâce à sa mise en scène nerveuse, brutale et à l'os qui remplit allègrement son cahier des charges avec ses courses-poursuites, ses fusillades, ses cascades et ses explosions. Sorte de disciple de Liam Neeson (*Taken*) et de Denzel Washington (*Equalizer*), Roschdy Zem, transfiguré, excelle en garde du corps solitaire et taciturne qui ne fait pas de quartier. Jouissif. ● S.B.

De Florent-Emilio Siri, avec Roschdy Zem et Jeanne Michel. 1 h 39.



MICHAEL CROTTO/TS PRODUCTIONS

Pourquoi tu souris ? ★

Wisi débarque à Bordeaux pour tenter de trouver un emploi. Alors qu'il fait la queue à la soupe populaire, il réussit à convaincre une bénévole au (trop) grand cœur de l'héberger. Il prend un accent africain et fait croire qu'il est sans papiers. Très complices, Jean-Pascal Zadi et Raphaël Quenard prennent un plaisir (surtout pas) coupable à faire tourner en bourrique la courageuse Emmanuelle Devos. Dommage que ce qui se veut une comédie sociale, prônant la tolérance et l'entraide, tourne à la farce rigolarde. ● B.T.

De Chad Chenouga et Christine Paillard, avec Jean-Pascal Zadi, Raphaël Quenard. 1 h 35.

Pendant ce temps sur Terre ☆

Elsa ne s'est pas remise de la disparition de son frère lors d'une mission dans l'espace. Des voix extraterrestres lui expliquent qu'elle peut lui permettre de revenir si elle s'engage à sacrifier des vies humaines. On se réjouissait de découvrir le nouveau film de l'auteur de *J'ai perdu mon corps*, mais on ne réussit pas à s'intéresser à cette histoire décousue qui mêle les genres (drame intime, horreur et science-fiction) et appuie sur les effets sans vraiment nous mettre la tête dans les étoiles. Dommage. ● B.T.

De Jérémie Clapin avec Megan Northam, Sam Louwyck. 1 h 29.

Fête du Cinéma

Dès aujourd'hui et jusqu'à mercredi, c'est 5 euros la séance dans tous les cinémas.

À LIRE LES AUTRES CRITIQUES SUR lejdd.fr

Plaisirs Cinéma

INTERVIEW

Ces deux-là se connaissent depuis peu, mais à les voir se donner du « *Cher Pagnol* » et « *Cher Fernandel* », leur amitié semble exister depuis au moins une vie. Nicolas, le petit-fils du célèbre romancier-dramaturge-cinéaste et gardien du temple, et Vincent, celui du mythique comédien au sourire chevalin (il le définissait ainsi) tout à la fois conteur, interprète, producteur et éditeur musical. Ensemble, ils ont notamment monté une lecture mélodieuse, *Marcel Pagnol, variations d'amour*, autour de l'œuvre de l'auteur provençal. À l'occasion des cinquante ans de sa disparition, anniversaire célébré par une rétrospective au Festival de La Rochelle (Fema) et à la Cinémathèque française, ainsi que par la reprise de ses films en salles le 24 juillet, ces deux passeurs nous parlent de leurs grands-pères et de la trace indélébile qu'a laissée le cinéaste dans l'imaginaire collectif. Et pas seulement.

Comment vous êtes-vous rencontrés ?

Nicolas Pagnol : Je vais laisser Vincent raconter cette histoire parce qu'il adore le faire et que je ne voudrais pas le priver de ce bonheur.

Vincent Fernandel : Vous avez vu comme nous sommes déjà un vieux couple, il dit : « *Vas-y raconte, toi, je préfère !* » Il m'a contacté il y a trois ans et demi pour que je valide la façon dont mon grand-père apparaîtrait dans le biopic sur Marcel Pagnol que réalise Sylvain Chomet. On a déjeuné avec son producteur. Au bout d'une heure, Nicolas regarde sa montre, m'informe qu'il a un autre rendez-vous et s'en va. Moi qui suis un chevalier des temps anciens, je me suis dit : « *Tout de même, quel manque de correction de la part de cet homme qui a pourtant l'air si courtois !* » Un an et demi après, je lui ai envoyé un texto sur les conseils de ma productrice qui m'avait donné l'idée d'enregistrer du Marcel Pagnol. Je me rends chez lui, on passe un super moment, et au bout de trois heures il me redit qu'il compte faire un film sur son grand-père. Il ne se souvenait même plus qu'on s'était



SOPHIE D. MALTA

Nicolas Pagnol et Vincent Fernandel « ON EST DÉJÀ COMME UN VIEUX COUPLE »

HÉRITAGE Nicolas Pagnol et Vincent Fernandel perpétuent la mémoire de leurs illustres grands-pères

déjà vus ! Mais cette deuxième rencontre a été la bonne : on ne s'est plus quittés depuis.

Que reste-t-il de Pagnol en Provence et à Marseille ?

N. P. : Une vision magnifiée de ce qu'a pu être la région, qu'on trouve encore dans l'arrière-pays marseillais et les Alpes de Haute-Provence avec les villages agricoles. Il reste aussi un profond attachement à sa personnalité, à sa trajectoire et à son œuvre. Aujourd'hui, pour le monde entier, la Provence, c'est *Marius*, *César*, *La Femme du boulanger*, *La Fille du puisatier*. En ce qui concerne Marseille, c'est plus compliqué, et je ne parle pas de ses habitants. La gauche marseillaise

n'a jamais vraiment aimé Pagnol parce que son cinéma ne parlait pas des ouvriers ni des employés, à l'inverse de celui de Paul Carpita ou de Robert Guédiguian, mais d'hommes libres, à savoir des paysans, des artisans et des commerçants. Et puis il a réussi financièrement et ne s'en est jamais caché. La grande bourgeoisie locale ne l'appréciait guère parce qu'il venait d'une classe moyenne inférieure et qu'il a mis une Fanny aux grandes familles qui essayaient de peser culturellement. C'est toujours la même chose aujourd'hui : pour beaucoup d'élites, mon grand-père a sali l'image de la ville et de ses habitants alors qu'au contraire, il a dressé le portrait d'une cité peuplée de personnages plus vivants que vivants, plus humains qu'humains, des mythes. La seule chose qui rende hommage à Marcel à Marseille, c'est un bout de quai à son nom. Il n'y a pas une place, un buste, un jardin, un monument Marcel Pagnol ! Et quand la municipalité avait son petit-fils, c'est-à-dire moi, qui essayait d'incarner cette histoire au château de La Buzine, un lieu mythique auquel Marcel était très attaché, elle a décidé de le dissocier de la famille Pagnol. Marseille n'aime pas ses enfants qui réussissent : il n'y aucune envie de célébrer Fernandel, Akhenaton ou Zizou.

Il n'y aura donc rien à Marseille pour cet anniversaire ?

N. P. : Ce n'est pas que je n'en ai pas envie, mais je ne veux pas que la mairie soit affiliée à quoi que ce soit. Qu'ils se débrouillent !

Pagnol a-t-il été victime d'une forme de snobisme ?

N. P. : Évidemment, et il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, il a réussi dans plusieurs domaines : ça, ce n'est pas normal ;

deuxièmement, il a eu un immense succès populaire : ça, c'est louche ; troisièmement, personne n'a fait d'argent sur son dos : il était soit son propre éditeur, soit son propre producteur et distributeur ; quatrièmement, il n'appartenait pas au sérail germanopratin. Il est Marseillais le gars, il y a de l'accent, ce n'est pas chic, on n'est pas chez Guitry. Mais pas non plus dans le misérabilisme du réalisme-magique.

Rossellini, De Sica, Godard et Truffaut ne tarissaient pas d'éloges sur lui. Pourquoi était-ce un grand cinéaste ?

N. P. : Il a été reconnu sur le tard. On a dit que Rossellini s'était un peu inspiré de lui. La Nouvelle Vague s'en est aussi réclamé dans un fameux numéro des *Cahiers du cinéma*. Tout comme le néoréalisme en raison d'une certaine écriture presque naturaliste, et parce que dans ses films l'environnement est un personnage. Et puis Pagnol laissait ses comédiens changer les mots : par goût pour la liberté et pour une facilité de tournage.

V. F. : J'ai été journaliste de cinéma pendant des années. Durant mes études, jamais n'a été évoqué l'apport de Marcel Pagnol au septième art. Il y a pourtant quelque chose de précurseur, d'audacieux, quelque chose qui a marqué durablement l'histoire de sa fabrication.

N. P. : Il est l'inventeur d'une certaine manière d'écrire, la parole prenant le pas sur l'image. Il est aussi l'un des premiers à avoir signé un contrat comprenant un intéressement sur les entrées avec *Marius*. Cela lui a permis de créer ses laboratoires, sa société de production, ses sociétés de distribution, son magazine. Il maîtrisait toute la chaîne cinématographique. Il n'y a qu'un seul autre exemple au monde : Charlie Chaplin.

Vos grands-pères ont été fâchés

pendant longtemps à la suite du tournage de *Topaze* (1951).

Quelle relation entretenaient-ils ?

V. F. : Mon grand-père était quelqu'un de très angoissé et rigoureux, alors que Pagnol était plus détendu. Et puis il a acquis grâce au cinéaste un statut qui lui a donné un surplus d'ego. Leur fâcherie est peut-être venue de là.

« Mon grand-père était très angoissé, Pagnol plus détendu »

Vincent Fernandel

N. P. : Fernand avait demandé à Marcel que *Topaze* finisse sur un gros plan de lui. Pagnol lui avait répondu de ne pas s'inquiéter, comme à son habitude, mais le film s'est conclu sur l'image de Pierre Larquey. Ma grand-mère m'a raconté que quand Fernandel est venu déjeuner chez eux, mon grand-père, qui avait eu le coude un peu léger, lui avait asséné qu'il n'avait jamais vu un aussi mauvais comédien et que c'était un con. Fernand était estomaqué. Puis il a reçu un pneumatique de Pagnol où il en rajoutait en affirmant qu'il n'était qu'un pitre et un grimacier. Ils ne se sont pas parlé pendant des années alors qu'ils habitaient à 150 mètres l'un de l'autre. ●

**PROPOS RECUEILLIS
PAR BAPTISTE THION**

Rétrospective en avant-première à La Rochelle, au Fema, jusqu'au 7 juillet. À Paris, à la Cinémathèque française, du 10 au 21 juillet.

AFP



Discussion entre Fernandel et Marcel Pagnol à Paris, en 1951.

Plaisirs Cinéma/Théâtre

Crimes de guerre UNE CHASSE À L'HOMME SANS PITIÉ

CHOC Jonathan Millet signe un thriller captivant sur la traque des bourreaux syriens à travers l'Europe

Les Fantômes ★★★★★

Chaque année, un talent émerge à la Semaine de la critique. Alejandro González Iñárritu, Justine Triet, Jeff Nichols et Julia Ducournau sont passés par cette section parallèle du Festival de Cannes avant de tutoyer les sommets. Il faut désormais compter avec Jonathan Millet, 38 ans, qui a bluffé son monde avec *Les Fantômes*, son premier long métrage stupéfiant de maîtrise, d'intelligence et de subtilité. Hamid, membre d'une organisation secrète qui traque les criminels de guerre syriens cachés en Europe, se lance sur la piste, à Strasbourg, du dénommé Harfaz. Quand il le débusque, il croit reconnaître en lui son ancien bourreau...

Ce thriller français est une déflagration. Sous tension permanente, on suit la trajectoire d'un homme en mission, assailli par le doute quand des souvenirs traumatiques remontent à la surface et brouillent sa perception de la réalité. La mise en scène sensorielle permet une empathie immédiate avec le héros rongé par son obsession, épris de justice et de vengeance. Le réalisateur et scénariste utilise les codes du récit d'espionnage, tout en préférant un traitement minimaliste et le pouvoir de la suggestion, pour parler de courage, de deuil, de sacrifice. Et pour dresser le portrait nuancé et poignant, la caméra au plus près de son visage, d'un individu blessé en quête de réparation et d'apaisement.

Forcément, on songe aux nombreuses histoires qui ont évoqué sur grand écran la chasse aux nazis après la Seconde Guerre mondiale, comme récemment *Le Labyrinthe du silence* (2014) de Giulio Ricciarelli, ou la relation complexe entre la victime et son tortionnaire, traitée notamment dans *La Jeune Fille et la mort* (1994) de Roman Polanski. Jonathan Millet s'est servi de son expérience pour écrire. À 18 ans, au lieu de postuler pour intégrer une école de cinéma, il a choisi d'apprendre en autodidacte en partant aux quatre coins du globe, seul ou pour des ONG, et de produire des stock-shots, des images d'archives susceptibles d'être incorporées à un film, en observant une neutralité

absolue. Ainsi, le globe-trotteur a sillonné une cinquantaine de pays. « En 2004, je me suis arrêté en Syrie pour séjourner au sein d'un camp de réfugiés et étudier les couloirs de migration, dit-il. Là, j'ai perçu que les gens qui ont tout quitté voyagent avec les fantômes de leur passé, car le corps emmagasine la mémoire de la douleur. Bien qu'ayant refait leur vie à l'étranger, il suffit d'un son, d'un geste, d'une odeur pour déclencher la réminiscence de l'horreur qu'ils ont subie. »

Il a d'abord consigné ces témoignages dans un documentaire, avant de se laisser tenter par la fiction. Mais toujours motivé par la volonté d'authenticité et d'immersion. Jonathan Millet a rencontré un chauffeur de taxi, un professeur et un avocat ayant tout perdu pendant le conflit en Syrie. Ils ont créé une cellule clandestine pour retrouver les geôliers qui ont martyrisé leurs compatriotes. « Ils ont compris que la Cour pénale internationale n'allait pas agir de sitôt, note-t-il. Alors, ne pouvant compter que sur eux-mêmes, ils ont formé leurs propres enquêteurs. Leur implication a payé : les premières arrestations ont eu lieu en 2020 en Allemagne. » Aujourd'hui, le groupe, qui a accepté de s'exprimer anonymement lors d'entretiens sur Zoom avec écran noir, est toujours en activité et rassuré de disposer d'une jurisprudence.

En parallèle, le cinéaste a effectué un travail de recherches considérable pour arriver à un résultat remarquable. Ambitieux (en dépit d'un budget de 3,9 millions d'euros), *Les Fantômes*, tourné entre Strasbourg, la Jordanie et l'Allemagne au cours de l'été dernier, vaut aussi pour l'interprétation de l'acteur franco-tunisien Adam Bessa, au regard intense et magnétique. « On ne sait pas s'il va se lever dans un élan de rage et étrangler sa cible, ou s'écrouler de désespoir. » Cerise sur le gâteau, Laurent Sénéchal (*Anatomie d'une chute*) a signé le montage fluide, sans temps mort. Rendez-vous aux César ! ●

STÉPHANIE BÉLPÊCHE

De Jonathan Millet, avec Adam Bessa et Tawfeek Barhom. 1 h 46. Sortie mercredi.



Eric-Emmanuel Schmitt sous les auspices de la marquise de Sévigné.

Éric-Emmanuel Schmitt DE L'ART D'ÊTRE UN HÉROS

LETTRES Le président du Festival de la correspondance de Grignan a choisi de mettre en avant des auteurs au courage exemplaire

Éric-Emmanuel Schmitt a l'art du contrepied. Et de l'audace, toujours de l'audace ! À l'heure où l'obsession victimaire dans les sociétés occidentales prend des allures d'épidémie, l'écrivain a choisi de placer le Festival de la correspondance de Grignan sous le signe des héros. « L'ère de la plainte tire à sa fin », espère-t-il. Pour l'auteur de *La Traversée des temps*, une impressionnante histoire de l'humanité en huit tomes, ils nous apportent l'espoir, le rêve et la force. « Je crois que chacun de nous, au fond de son cœur, a besoin de héros pour vivre. L'enfant pour se construire, l'adulte pour se réparer », résume-t-il en reprenant la formule de Boris Cyrulnik qui sera lui aussi présent au château de Grignan, le magnifique palais Renaissance et classique de madame de Sévigné.

Héros parmi les héros, c'est de Gaulle qui ouvre le festival

La « résilience » dont le psychanalyste a forgé le concept passe par la défense des héros. « C'est un peu à contre-courant de l'époque, admet l'auteur de *Monsieur Ibrahim* et les fleurs du Coran, mais en même temps, vous savez, j'ai fait des rencontres qui m'ont bouleversé il n'y a pas longtemps avec des jeunes fous de lecture, – et oui, ça existe ! –, en France, en Suisse et en Belgique. » Quand le romancier leur a demandé quels étaient leurs deux écrivains préférés du XX^e siècle, ils ont répondu Romain Gary et Joseph Kessel. « Ils se sont justifiés en me disant : "Pour l'héroïsme". » C'est cette jeunesse-là, qui se nourrit d'un écrivain comme l'auteur



Jean Cocteau et Jean Marais à l'honneur en 2023.

de *L'Armée des ombres* qui prenait tous les risques pour aller sur les théâtres de guerre du monde, qui l'a convaincu. « On a besoin de se retremper dans le bain de ces gens-là pour nous donner le courage de vivre et d'affirmer aussi des valeurs, d'affirmer ce à quoi nous croyons. »

Lancé à Grignan, dans la Drôme provençale, à l'initiative de son maire Bruno Durieux en 1996, année du tricentenaire de la mort de madame de Sévigné, le festival qui célèbre l'art épistolaire connaît depuis trois ans un engouement sans précédent sous la direction d'Éric-Emmanuel Schmitt. L'écrivain y est d'abord venu en spectateur, puis comme auteur et interprète, avant finalement de devenir le directeur artistique et le président de cette manifestation singulière, idéalement située sur la route d'Avignon où il se rend chaque année. « Quand on me l'a proposé, je me suis dit : "Ça tombe bien, je n'ai rien à faire !" lance-t-il dans un grand rire. J'ai accepté parce que le désir commande ma vie. Je n'avais jamais dirigé de festival, et celui-ci que j'aime beaucoup réunit mes deux passions : la littérature et le théâtre. »

Héros parmi les héros, c'est Charles de Gaulle qui ouvrira les

festivités mardi dans la cour du château, avec *La France à partir de rien*, un spectacle interprété par Valentin de Carbonnières et Élodie Navarre. Parmi les temps forts de la semaine, Lara Suyeux lira les lettres d'Henri Tardieu, un poilu de la guerre 1914-18, adressées à Rose, sa fiancée, tandis que Thierry Frémont se plongera vendredi dans la correspondance d'Alexandre Marius Jacob, le modèle historique d'Arsène Lupin. Parmi les dizaines de lettres de héros qui seront lues, dont Louise Michel, Lawrence d'Arabie ou encore l'abbé Pierre, Éric-Emmanuel Schmitt en a personnellement retenu trois : Charles de Gaulle, Beethoven et Nelson Mandela. « Ce qui me touche dans la correspondance, c'est que les textes n'ont pas été pensés en termes de publication : il y a donc une vraie intimité avec la pensée, on sent la respiration de l'auteur. En se plongeant dans les écrits intimes de personnages célèbres, on peut les percevoir sans déguisement, sans l'apparat social de l'uniforme ou de la fonction. On peut y trouver le souffle de l'âme. » ●

PASCAL MEYNADIER

Festival de Grignan, du 2 au 6 juillet.
grignan-festivalcorrespondance.com

FILMS GRAND HUIT/KRIS DEWITTE



Adam Bessa (à g.) et Tawfeek Barhom.

Plaisirs Séries

À VOIR

On aime Passionnément ★★★★★ Beaucoup ★★★
Bien ★★ Un peu ★ Pas du tout ☆

Such Brave Girls ★★

CANAL+ Une mère célibataire endettée jusqu'au cou pense avoir trouvé l'homme idéal, riche et attentionné, pour lui offrir une vie enfin confortable. Malheureusement, elle craint (à raison) que ses deux filles, l'une névrosée et l'autre déprimée, ne fassent fuir la poule aux œufs d'or... Nouvelle venue dans le monde des auteures qui jouent dans la série qu'elles écrivent, la Britannique Kat Sadler fait la différence en poussant encore plus loin le curseur de l'humour noir et trash. On rit des mésaventures familiales et sentimentales de ces héroïnes en total décalage avec la réalité, tout en étant scandalisé par l'égoïsme pathologique et le désintérêt total des autres, presque malsains, dont elles font preuve. On a envie de les gifler autant que de les rassurer. Étonnant. ● **B. T.**

De Kat Sadler avec elle-même, Lizzie Davidson. Six épisodes de 30 minutes. À partir de mercredi à 22 h 15.



A24 FILMS

Tour de France : au cœur du peloton, saison 2 ★★

NETFLIX Le Tour de France s'est élancé hier de Florence. Le succès de la première saison de cette série documentaire avait ouvert le cyclisme au grand public comme *Drive to Survive* l'avait fait avec la Formule 1, malgré des choix discutables (chronologie chamboulée, dramaturgie appuyée...). Cette deuxième salve est moins surprenante mais plus aboutie : la production sublime toujours la plus grande course du monde et son décor fabuleux, avec une prime aux moments d'émotion et de vérité glanés hors des plans médiatisés, comme le désarroi de l'ancien chouchou Julian Alaphilippe, l'incrédulité devant les performances du vainqueur Jonas Vingegaard ou « la dernière danse » de Thibaut Pinot, champion contrarié et paradoxal... À déguster en apéritif de l'édition de cet été ! ● **H. A.**

Huit épisodes de 45 minutes. Disponible.



ALLOCIÉ



Tchéky Karyo
le 17 juin,
à l'hôtel Lutetia
de Paris.

ANTHONY QUITTOT

Tchéky Karyo

« JE NE ME SENS NI PREMIER, NI SECOND RÔLE »

MÉCHANT Le comédien incarne un chef de gang sadique et attachant dans un thriller anglais. Un registre qui l'intéresse, parmi d'autres

INTERVIEW

Après avoir séduit les Britanniques avec le détective Julien Baptiste dans la série *The Missing* et son spin-off *Baptiste*, Tchéky Karyo retrouve Jack et Harry Williams dans leur nouvelle création, *Boat Story*, où il renoue avec un rôle qu'il connaît bien, le méchant de service. Et celui-ci n'a rien à envier au Fouchet de *Bad Boys* (1995) ou au commissaire Cristini de *Doberman* (1997). Rencontre avec un homme au demeurant gentil comme tout.

Comment expliquez-vous qu'il y ait autant de rôles de méchants dans votre filmographie ?

Je ne sais pas pourquoi j'aime les jouer, il y a sans doute un côté cathartique : c'est comme un exutoire, on se nettoie à travers eux d'une certaine manière. Les cinéastes m'ont souvent offert ce genre de personnages parce que je donnais le change comme il fallait, ce qui les a amenés à rejeter les dés avec moi. Mais j'ai toujours essayé de faire résonner une fibre humaine chez chacun. Celui qui est surnommé « The Tailor » dans *Boat Story* est un peu spécial : c'est un méchant amoureux, romantique et en même temps très perturbé, mais, comme dit Shakespeare, il est né d'une mère et il a été enfant. Après, je n'ai pas joué que ça au théâtre : j'y ai souvent incarné, et j'aime le faire, des naïfs, un peu comme ceux qu'on retrouve dans les sketches de Karl Valentin ou dans les pièces de Marieluise Fleisser. Cette dernière met souvent en avant des personnages simples, ballottés par les événements, des gens pas vraiment cultivés, mais qui ont un instinct étonnant.

Quel méchant iconique auriez-vous adoré incarner au cinéma ?
Hans Beckert dans *M le mau-*

dit de Fritz Lang. C'est un film incroyable sur la perte de soi, le déséquilibre, la folie. Essayer de comprendre tous ces mécanismes à l'œuvre chez un individu est fascinant.

Et au théâtre ?

Richard III de Shakespeare. C'est le premier qui me vient à l'esprit, mais est-ce vraiment un méchant ?

Si certains personnages secondaires ont marqué votre carrière, regrettez-vous de ne pas avoir joué davantage de premiers rôles au cinéma ?

J'en ai eu quelques-uns quand même... Comme Nostradamus, dans le film de Roger Christian. Je n'ai aucune frustration. « *Quand on est à l'image, on est le premier rôle* », disait Jean Carmet. Et j'en ai interprété beaucoup au théâtre. Je ne me sens ni premier, ni second rôle. Je pratique juste ma passion.

Votre groupe de musique s'appelle Les Bienveillants, ça peut sembler ironique...

C'est une manière de faire un pied-de-nez à l'image qu'on peut avoir de moi. Mais c'est surtout parce que ce projet est né du désir de parler de bienveillance. Si je compose une grosse partie

des musiques, je n'écris pas les textes. Ce sont des poètes qui le font, des gens que j'aime et qui me touchent par leurs mots. J'ai peu de pudeur à propos de beaucoup de choses. Sauf concernant l'écriture.

« Je préfère alimenter le beau que le laid »

Notre société manque-t-elle de bienveillance ?

Je ne sais pas trop comment parler de ça. J'ai une nature ouverte et bienveillante, c'est ce que j'ai envie de faire rayonner autour de moi. Je préfère alimenter le beau que le laid. J'attache beaucoup d'importance à l'émotion et à la passion, mais il y a un moment où il est nécessaire de se calmer pour essayer de mieux comprendre ce qui se passe et de ne pas se jeter systématiquement des insultes au visage. Avec les réseaux sociaux, il y a une agressivité dans les échanges. Il est aussi vrai qu'on vit une crise mondiale très inquiétante.

Que vous apporte la musique ?

Elle m'évite de fumer, de boire et de me droguer.

Ce n'est pas très rock'n'roll...

Au contraire ! En ce moment, je joue beaucoup de piano. Je m'y suis mis il y a un an et demi grâce à *Boat Story*. Les frères Williams m'ont fait prendre des cours avec une prof exceptionnelle qui m'a ouvert l'esprit sur les harmonies. Depuis, je veux absolument réussir à chanter au piano.

Passer derrière la caméra ne vous a jamais tenté ?

On me l'a proposé une fois, au début des années 1990. J'avais décliné le rôle principal d'un film canadien en expliquant précisément les raisons de mon refus à son producteur. Il m'a rappelé peu après en me disant que j'en parlais tellement bien qu'il voulait que je le réalise. Mais c'était une période où j'étais constamment à droite et à gauche, un peu partout dans le monde. Ça aurait pu provoquer un déclic, peut-être en aurais-je réalisé d'autres derrière... C'est le seul regret de ma carrière. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR BAPTISTE THION

BOAT STORY ★★

Une ouvrière et un avocat endetté se rencontrent sur une plage du Yorkshire où ils découvrent un bateau échoué contenant des dizaines de kilos de cocaïne. Ils décident de vendre la marchandise. Se situant quelque part entre l'univers des frères Coen et celui de Guy Ritchie, ce thriller concocté par les créateurs de *The Tourist* (2022) pêche par excès de gourmandise avec son mélange des genres et son intrigue ayant tendance à se disperser, mais son ton trempé dans l'humour noir séduit, comme ses dialogues ciselés et ses personnages bien dessinés qu'incarnent des comédiens impeccables. ● **BAP. T.**

De Harry et Jack Williams, avec Daisy Haggard, Paterson Joseph. Six épisodes de 52 minutes. À partir de jeudi sur Canal+.



CANAL PLUS

Plaisirs Musique

Hellfest BOUCAN D'ENFER

MÉTAL Le festival célèbre sa 17^e édition dans un esprit bon enfant

Envoyé spécial, Clisson (Loire-Atlantique)

Quel temps fait-il en enfer ? Oh, extrêmement beau, à en croire la 17^e édition du Hellfest, dès l'ouverture de ses portes, jeudi, sous le fronton d'une église déjouant malicieusement les codes liturgiques du Bien et du Mal. Un grand ciel bleu, sans l'ombre d'un nuage et sous la protection de ses saints immortalisés sous forme de vitraux, tel Lemmy Kilminster, dont une partie des cendres furent confiées au festival après la disparition soudaine du pilier de Motörhead, le 28 décembre 2015, quelques mois seulement après s'y être produit une dernière fois.

Dans cette vaste étendue au milieu des vignes nantaises, transformant le douillet village de Clisson en un lieu de pèlerinage pour tout métalleux qui se respecte, le tumulte du monde extérieur est couvert par les sourdes basses et pointes rebelles d'une giclée de décibels offrant paradoxalement la plus apaisante bande-son d'une époque traversée par des injonctions idéologiques contraires. Quatre jours durant, dans une étourdissante alternative au réel, 65 000 heureux élus – les tickets se sont vendus en moins d'une heure pour des forfaits à 329 euros – auront vécu totalement déconnectés des débats politiques menés sur les chaînes d'info à quelques jours d'un scrutin explosif. Mais, ici, en enfer, c'est le paradis : la bière coule à flot, on plane à moitié dévêtu sur de grandes étendues de verdure dans un décor à la *Mad Max*. Si l'on veut, on peut même porter le kilt. On en a vu d'autres, des étudiants revêtus de chasubles et des mères de famille arborant des tenues bondage. Cuir, bas résille et semelles compensées se fondent dans un décor carnavalesque de torsos tatoués témoignant du grand besoin d'expurger le temps d'un week-end toutes les angoisses d'un monde que l'on pressent crépusculaire. Certes, certains ont pu pointer une dérive à la Disneyland dans cette vaste machine à cash née des cultures underground – 35 millions d'euros de chiffre d'affaires d'après Mediapart. Mais, à cette manifestation accueillant 200 groupes sur ses six scènes, on pourra aussi trouver un parfum délicieusement Woodstock, où les bikers

s'avèrent être de gros nounours faisant gentiment la queue pour s'acheter un tee-shirt (25 euros le bout de tissu à l'effigie du festival) dans la boutique Sanctuary s'imposant sur 50 mètres de long et 15 mètres de hauteur comme un des pôles convoités au sud des 70 hectares du site. On les retrouvera ensuite en train d'admirer la Gardienne des Ténèbres, dernière œuvre acquise par le Hellfest, une

Le tumulte du monde extérieur est couvert par les basses

impressionnante déesse aux huit pattes de scorpion cédée pour 4 millions d'euros par l'artiste nantais François Delarozière.

Tous ont ressorti leurs vieux tee-shirts Iron Maiden. « On sait bien qu'on vit les derniers feux d'un âge d'or, mélancolise un festivalier aux tatouages défraîchis. AC/DC, ils ont 75 ans. On sait bien qu'on ne les reverra bientôt plus. » Nico, un jeune entrepreneur d'une quarantaine d'années, tempère cet esprit nostalgique. « Le Hellfest, c'est une de nos dernières zones de liberté. On est arrivés à huit copains, sans femme, sans enfant, sans contrainte. Bien sûr, tout cela a un coût : entre le pass, le cashless, les frais de séjour et les produits dérivés, on brûle un billet de 1 500 euros. Malgré tout, le jeu en vaut la chandelle. C'est la quatrième fois que je viens et j'y retournerai ! » Nico croque dans son burger, sous le regard de deux de ses amis. L'un est aide-soignant, l'autre travaille à l'Insee. « On ne va pas se mentir, on est ici sur une catégorie de CSP++, remarque ce dernier. Mais quand tu peux passer quatre jours sur un festival sans aucun débordement, c'est bien qu'il s'agit d'un public éduqué. » Un peu plus tôt, Guillaume, un directeur technique en informatique, partageait ce diagnostic. Tandis qu'Alex Terrible, le terrifiant Russe à la tête du groupe de deathcore Slaughter to Prevail, s'appêtait à faire un mur de la mort – deux parties du public s'affrontent à la façon d'un combat inspiré du film *Braveheart* (1995), de Mel Gibson –, voici ce que ce trentenaire nous

disait : « Curieusement, alors que le métal est censé être une musique violente, il n'y a aucune agressivité, aucun accrochage, aucune animosité ici. Les types sortent les muscles, mais c'est bon enfant. »

Aux hurlements d'Alex Terrible succèdent les poussées non moins gutturales de Spencer Charnas, leader du groupe de metalcore américain Ice Nine Kills. Camisole de force, (fausse) tronçonneuse prolongeant le bras du chanteur et polos blancs tachés de (faux) sang de boucher, on retrouve les mises en scène d'Alice Cooper dans ce show citant la séquence avec Hannibal Lecter, le dangereux psychopathe du *Silence des agneaux* (1991) de Jonathan Demme, dévorant un

policier à la gorge. « Ce genre de spectacle importe tout autant que la musique », estime Richie. Ce comédien franco-péruvien est venu avec deux amis, Joan, un cuisinier vénézuélien, et Eduardo, un informaticien mexicain. « Après le Covid, on cherchait un bon festival et on est tombé par hasard sur la programmation du Hellfest. C'était dément ! » relate Joan. En 2022, sortant de deux éditions reportées pour cause de pandémie, le festival joue son va-tout avec un double programme s'échelonnant sur deux semaines : 420 000 spectateurs y retrouveront leurs idoles d'antan, Metallica, Guns N' Roses et autres Scorpions. « Depuis le Covid, on sent une envie très forte du public, le live n'a jamais

été aussi chaud », nous confirme Fred Duquesne, du groupe Mass Hysteria.

Ce besoin d'électricité s'accompagne d'une soif de nouveauté. La salle du Temple ne désemplit pas devant la prestation de la chanteuse Sylvaine alors que Megadeth est attendu sur la grande scène. Cette Norvégienne née en Californie mais vivant à Paris réveille les tranchants féminins des rockeuses à la Cranberries avec son rock éruptif. On peut aussi compter sur les valeurs sûres avec le show de Shaka Ponk qui nous rappelle les grandes heures de la Mano Negra, chaudron brûlant avec une reprise de *Smells Like Teen Spirit* (Nirvana) embrasant le public dans ce qui est annoncé comme leur tournée d'adieu. Qu'importe alors l'empreinte énergétique pour ces fervents défenseurs de la planète, ces âmes militantes auront su rappeler une vérité en cette période de discours polarisés : la meilleure façon de ne pas être divisé, c'est de se rencontrer. « Ce qui nous réunit, c'est notre amour du métal, lance un jeune festivalier. On a envie de se changer les idées en buvant un coup, pas de s'engueuler autour de la politique. » L'enfer, ça repose. ●

LUDOVIC PERRIN



L'arbre du Hellfest est depuis 2012 la sculpture emblématique du festival.



La Gardienne des Ténèbres a fait sa première sortie jeudi.



MASS HYSTERIA LES COUSINS FRANÇAIS DE METALLICA

« On est très fiers, c'est le concert d'une vie. » Vendredi, la veille de son passage sur scène avant Metallica, Fred Duquesne, producteur et guitariste du groupe Mass Hysteria, ne cachait pas son enthousiasme à partager l'affiche avec les maîtres du métal américain. « C'est un grand honneur. On a grandi avec ce groupe qui nous a donné envie de nous lancer dans la musique. » Conscient que leurs fans peuvent se

montrer intransigeants, il sait qu'il peut compter sur un bon attelage capable d'avoir transposé l'esprit du métal dans la langue de Bernie Bonvoisin. « Longtemps, le métal a souffert de préjugés et de raccourcis idiots. Par son succès, le Hellfest a montré que l'underground pouvait être mainstream. » ● L. P.

En tournée et le 31 janvier 2025 au Zénith de Paris.

Queens of the Stone Age, Foo Fighters, The Offspring ce soir. hellfest.fr.

Plaisirs Mode

DIOR►

L'HÉRITAGE EST ROI

Se concentrer sur l'âme de Dior à travers les savoir-faire des ateliers et des artisans était le souhait de Kim Jones, le directeur artistique des lignes masculines. Il a fait cohabiter le workwear et les archives de la haute couture féminine. Volumes arrondis, couleurs douces et sobres, Kim Jones a bien intégré les envies du moment.



▲ LOUIS VUITTON HABILLE LE DANDY GLOBE-TROTTEUR

Pharrell Williams, le directeur de la création de Louis Vuitton Homme, a bien intégré le voyage comme ADN de la marque. La collection, présentée à la Maison de l'Unesco, illustre les degrés de similitude qui nous lient à travers le monde. Un vestiaire définitivement actuel et universel.

GIORGIO ARMANI

LE CONFORT DU LUXE

S'inspirant de l'île de Pantelleria, Giorgio Armani, qui fêtera ses 90 ans le 11 juillet prochain, a présenté une collection tout en fluidité dans des couleurs sourdes et subtiles. Le détail à noter ? Les pantalons sont très amples et tombent largement sur les souliers, tandis que les vestes n'ont plus de revers ni de col. Le maestro Giorgio a toujours su remettre en question son style. Le secret de sa longévité ?

Défilés

QUE RETENIR DES COLLECTIONS HOMME PRINTEMPS-ÉTÉ 2025 ?

TENDANCES Couleurs sobres, vêtements pour globe-trotteur ou écusson en signature...
On vous raconte les moments marquants de ces dernières semaines

SOPHIE GACHET

◀ AMI EST ESSENTIEL

Un pantalon large et une chemise, c'est le combo que maîtrise Alexandre Mattiussi à la perfection. Tous ses looks sont faits de pièces essentielles très bien coupées avec un petit côté « chic sans effort » et saupoudrées de quelques imprimés tout en finesse. Tout le monde aime Ami !

ALDO CASTOLDI



◀ FENDI SE DOTE D'UN ÉCUSSON

L'année prochaine, Fendi fêtera ses 100 ans. L'occasion pour la maison d'imaginer des codes qui marqueront cet anniversaire. Comme l'écusson Fendi, que l'on retrouve sur un blazer et qui donne l'impression qu'on est membre d'un club très prisé.

MONIC



PRADA►

REND ROCK BERNARD BUFFET

Miuccia Prada et Raf Simons ont proposé un défilé qui questionne notre idée de la perception des choses. Un tableau du peintre Bernard Buffet imprimé sur un tee-shirt noir est porté avec un petit blouson et un pantalon de costume. Une œuvre qui devient un t-shirt ? C'est tout l'art de la mode.

BERLUTI►

L'ÉLÉGANCE DEMEURE INTÉMPIRELLLE

Toutes les silhouettes sont conçues en partant des chaussures qui sont au cœur de l'histoire de Berluti et sont toujours réinventées en gardant cette dimension quasi éternelle. Côté vêtements, on est dans le tailoring chic. Pour la saison printemps-été 2025, de nouvelles couleurs de patine pour les souliers ont été créées, comme le bleu minéral ou l'orange vermillon.

DANIELE OBERRAUCH/LAUNCHMETRICS.COM

Plaisirs Gastronomie



ON LA MANGE AUJOURD'HUI : LA CERISE

Histoire

On situe son origine en Asie, sans en être persuadé. Et la légende attribue aux oiseaux (qui sont friands de ce fruit) le transport des noyaux dans le monde entier. On sait aussi que trois mille ans avant Jésus-Christ, les cerisiers poussaient déjà en France. Leurs fruits sont sur les tables françaises depuis le Moyen Âge, époque à laquelle on les mangeait crus ou cuits. De nombreuses variétés offrent des goûts différents mais aussi des couleurs qui vont du jaune clair, parfois même rosé, au noir.

Leur consistance aussi varie : certaines sont tendres, d'autres plus croquantes. La cerise est très sucrée, donc très énergétique. Sa belle couleur lui vient de la vitamine P et des caroténoïdes. Certains fruits sont bons à croquer (les bigarreaux, la Summit ou la burlat), d'autres s'exposent à la cuisson (les griottes, la Napoléon et toutes les acidulées). Les puristes laissent les noyaux dans les clafoutis car ils donnent un goût d'amande amère. ● É. L.



À SAVOIR : la cerise est fragile, elle perd son parfum après deux jours au réfrigérateur et, une fois lavée, elle se conserve mal.

À L'ACHAT : les différentes variétés se succédant sur une courte période, le mieux est de les goûter sur les étals pour être sûr de leur qualité.

À ÉVITER : ne pas acheter le fruit après la fin du mois de juin. Au-delà de cette date, il y a des risques qu'il soit mou et sans saveur. ●

Les Délices d'Aphrodite TOUTE LA GRÈCE À PARIS

FOLKLORE Les trois frères Mavrommatis proposent un voyage culinaire venu de l'Olympe à travers des saveurs entre tradition et modernité

La saga Mavrommatis commence en 1981 lorsque les trois frères achètent dans leur quartier, au pied de la montagne Sainte-Geneviève, une petite épicerie où ils proposent des plats cuisinés à emporter. Très vite, l'adresse acquiert un succès fulgurant. En 1988, ils ouvrent une boutique traiteur où les préparations à servir dans la journée, et l'établissement d'origine devient Les Délices d'Aphrodite, un restaurant dirigé par Dionysos, le plus jeune de la fratrie. C'est alors que l'histoire s'emballe à travers ce bistrot aux couleurs de la mer bleue de là-bas, tables de bois partout, affiches et photos des paysages des Cyclades sur les murs. La famille est bien décidée à faire la promotion de la cuisine hellénique dans la capitale française. Et ça marche !

Paris découvre de nouveaux plats, des saveurs inédites, des terroirs inconnus à travers des recettes simples. En 1989, les récompenses commencent à honorer le travail des frères : leur restaurant est élu Meilleure table étrangère de Paris au Salon de l'agriculture. La force du clan est de marier la tradition avec la modernité, tout en choisissant les produits phares de la Méditerranée. Sur la carte, en entrée, pas moins de 19 propositions froides et chaudes typiques du pays, comme ces tzatzikis et dolmades, ces émincés de poivron grillé, les taramas, les houmous et la salade grecque, les cromesquis de légumes, les bouchées aux courgettes, la fêta ou encore les feuilletés en pâte phyllo, les salades de calamar ou du poulpe grillé.

Les plats chauds sont au nombre de quinze et se présentent sur le menu papier en grec et en français, mais toujours avec l'accent du soleil : galettes d'aubergine (mélitzanokeftédès), rissoles d'épinards, poireaux, oignons, fromages grecs (spanakokeftédès). Bien sûr, il ne manque pas la poêlée de poulpe, les calamars grillés et les feuilletés en pâte phyllo, incontournables de la gastronomie hellénique. Les puristes pourront commander un Pikilia Mikri (assiette de dégustation pour une personne à 17 euros), qui met en avant un poisson ou une viande accompagné de légumes de saison.

Du côté des desserts, place au miel, bien évidemment, avec le baklava, une pâtisserie feuilletée aux amandes, un kataifi, un rouleau de cheveux d'ange aux amandes et glace vanille, ou un simple fromage de brebis à l'huile d'olive et origan. Pour accompagner ce voyage culinaire, le sommelier saura suggérer un délicieux muscat de Rio de Patras domaine Parparoussis, une liqueur de mastiha de Chios, des vins retsina du domaine Papa- giannakos, un rouge du domaine Mercouri ou un rosé des Cyclades. ●

ÉMILIE LAURIER

Les prix : formule Aphrodite (entrée/plat/dessert) à 29,50 euros. Assiettes de dégustation : Pikilia (8 entrées froides) à 26 euros et Méga Pikilia (4 entrées froides et 6 chaudes) à 27 euros. Les Délices d'Aphrodite : 4, rue de Candolle, 75005 Paris. Tél. : 01 43 31 40 39.



LA RECETTE DE GRÉGORY COHEN

Fils de chef, sportif puis informaticien, celui qui eu mille vies retourne finalement à ses premières amours, la cuisine. Il lance son restaurant et ouvre une pâtisserie. Aujourd'hui, le quinquagénaire est un consultant renommé

RECETTE FACILE

POUR 4 PERSONNES

Temps de préparation : 10 minutes

Temps de cuisson : 30 minutes

INGRÉDIENTS

2 belles aubergines non traitées coupées en cubes d'environ 2 cm de diamètre (tout en gardant les 2 cuillères à soupe de pâte miso blanche), 2 cuillères à soupe de mirin (alcool de riz légèrement sucré), 1 cuillère à soupe de sauce soja, 1/2 cuillère à café d'huile de sésame, 1 cuillère à soupe de miel (si possible de fleurs de printemps).

AUBERGINES CARAMÉLISÉES CONFITES AU MISO



Couper les aubergines dans la longueur et vider la chair en la coupant en petits dés, garder la peau. Dans un bol, mélanger la sauce soja avec le mirin, l'huile de sésame, le miel, la pâte miso, ainsi que 2 cuillères à soupe d'eau. Bien battre tous les éléments ensemble jusqu'à ce que la pâte miso soit parfaitement dissoute et incorporée aux différents liquides.

Ajouter les dés d'aubergine et mélanger pour bien les enrober et les faire mariner. Les remettre dans les peaux. Placer tous les éléments dans un plat à gratin puis enfourner à 200 °C pendant 10 minutes. Baisser alors le four à 170 °C et laisser cuire encore de 10 à 15 minutes. Les aubergines sont prêtes, elles seront bien fondantes. Les passer (en option) au grill du four 5 minutes pour caraméliser légèrement la fin de cuisson.

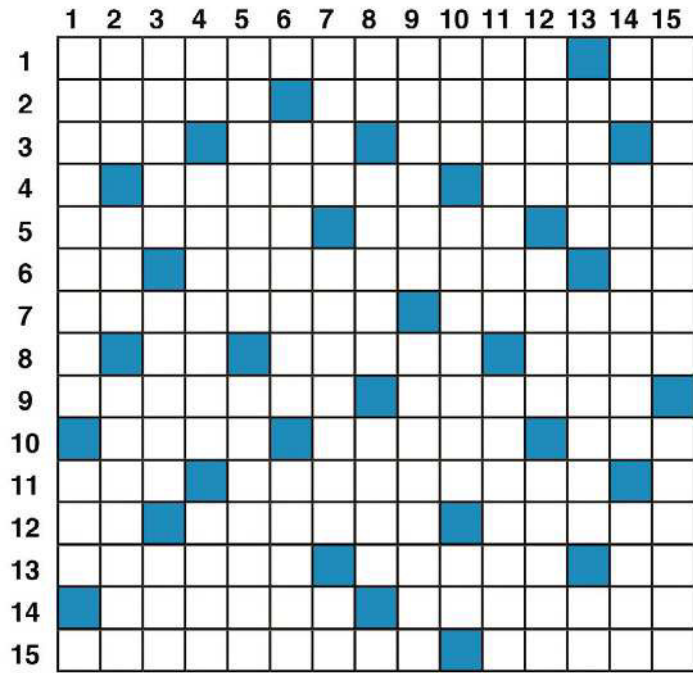
Terminer en versant un filet d'huile d'olive, qui donnera ce goût de la Méditerranée tellement attendu au regard de ce plat qui parle de soleil.

Au moment de servir, ajouter des graines de sésames ainsi que des feuilles de persil plat. ●

Plaisirs Jeux

MOTS CROISÉS

JEAN-PAUL VUILLAUME jpvuillaume@sfr.fr



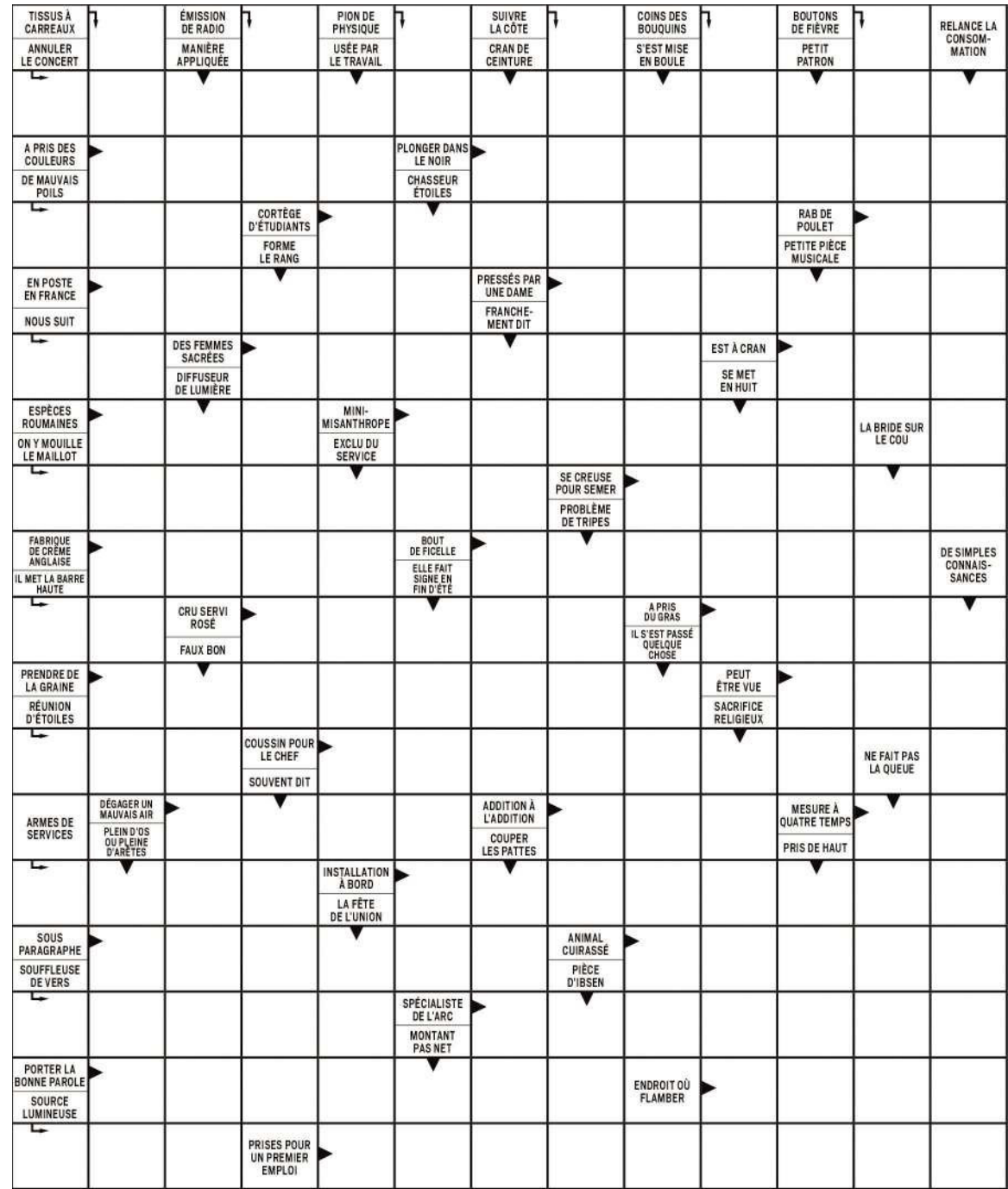
HORIZONTALEMENT
1. Dérive des continents. De l'eau très oxygénée. - 2. Poire avec des salades. Va dans l'au-delà. - 3. Label de production. Voile d'avant pour vent arrière. Ont terminé leur temps de service. - 4. Des endroits feutrés en Mongolie. Culmine dans les Pyrénées en Espagne. - 5. Apporte une couverture. Point de chute. Responsable d'un transport de ronds. - 6. Participe pour pouvoir. Garantie de l'emploi. Ne peut être répété que par un enfant. - 7. Un travail qui vise à obtenir du galon. Une partie des pots cassés. - 8. Lettre grecque ou chiffre romain. Augmente l'intérêt d'une affaire. Cette ville le devint en 1927. - 9. Une petite pièce pour le tronc. Voie à grande circulation. - 10. Se débarrassa d'une mouche. C'est avoir échoué dans le fond. Va pouvoir passer. - 11. Résultat partiel d'une division. Réactivation du tirage. - 12. Se fait symboliquement prier. Amener à un régime plus dur. Se met à tourner la tête. - 13. Arrivé à la fin du concert. Occupation assise. Prend un bain dans les Caraïbes. - 14. Une cellule pour la vie. Fréquenté par des extraterrestres. - 15. Pie à grosse tête. Œuf au citron.

VERTICALEMENT
1. Ils ont raté la correspondance. Agent de voyages hallucinants. - 2. Avancée espagnole en Méditerranée. S'oppose à tout ce qui est sous. Patronne. - 3. Demeures sur la réserve. Permission de sortie. Pêche de Méditerranée. - 4. Exclusion de la distribution officielle. Animaux de poches. Montagnes qui se rencontrent. - 5. Parcourus par un étalon. Soigner le profil. - 6. Hors d'œuvre présenté en entrée. Ne peut voir personne et réciproquement. - 7. Ce que le roi veut. Couper le sifflet. Un coin de Normandie très pris. - 8. Est à la portée de tous. Effectuer un déplacement gratuit. Journées particulières à Rome. - 9. Telle une poire prise pour une pomme. On s'en moque. - 10. Attestation de multipropriété. On en veut pour notre argent. Supplément de bagage. - 11. Morceau d'ardoise. Cru et salé. - 12. Lieu d'une faute sans précédent. Point de suspension. Préparée à l'huile ou au beurre. - 13. Agents de fermentation. Noms d'oiseaux pour des vieux nigauds. Au cœur de l'Angleterre. - 14. À l'origine de la nouvelle vague. Réduire la force de frappe. Langue de bœuf. - 15. Canapé à la turque. En haut de l'arbre.

Solution la semaine prochaine

MOTS FLÉCHÉS

DAVID MAGNANI magnanid@sfr.fr



MOTS CROISÉS

Solution
du numéro 4041

HORIZONTALEMENT
1. Ridiculisé. Épar.
2. Écime. Inégalité.
3. Pin. Ram. Roulé.
4. Étuvage. Dégel.
5. Écrémé. Ripe. Épi.
6. Ha. Terminale. Os.
7. Éreintée. Sacrum.
8. Nèpe. Infus. Rose.
9. Sterlet. Remous.
10. Léa. Attrouper.
11. Blé. Celui. Usité.
12. Li. Remercié. Leu.
13. Éploré. Cantal.
14. Peseur. Notions.
15. Résistant. Ennuï.

VERTICALEMENT
1. Répréhensible.
2. Ici. Caret. Lippe.
3. Dîner. Épelé. Lès.
4. Im. Têtère. Rosi.
5. Cérumen. Lacérés.
6. Avertie. Émeut.
7. Lima. Mentale. Râ.
8. In. Grief. Turc.
9. Serein. Urticant.
10. Ego. Passer. Ino.
11. Au-delà. Mouette.
12. Elle. Écrous. Ain.
13. Piégé. Roupillon.
14. At. Épousseté. Nu.
15. Réalisme. Réussi.

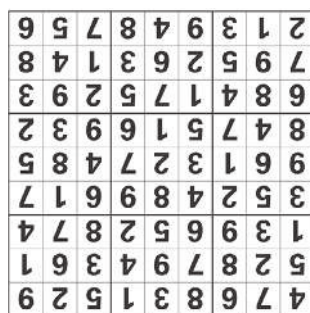
MOTS FLÉCHÉS

Solution



SUDOKU

Solution



SUDOKU

moyen



ÉPHÉMÉRIDE

Saint Martial († III^e siècle)

Martial de Limoges, également appelé l'apôtre des Gaules ou d'Aquitaine, est le premier évêque de Limoges et fondateur de l'Église d'Aquitaine au III^e siècle. Probablement originaire d'Orient, il fait partie des sept missionnaires envoyés par les évêques de Rome pour évangéliser la Gaule vers 250, durant les persécutions de Dèce. Installé à Limoges, il fonde un centre chrétien et installe un sanctuaire. Ses reliques, conservées à l'église Saint-Michel-des-Lions, sont vénérées lors des ostensions qui se déroulent tous les sept ans à Limoges. ●

Lundi : saint Thierry. **Mardi** : saint Othon de Bamberg.
Mercredi : saint Thomas. **Jeu** : sainte Élisabeth du Portugal.
Vendredi : saint Antoine-Marie Zaccaria. **Samedi** : sainte Marietta Goretti.

Le Journal du Dimanche

LE JOURNAL DU DIMANCHE est édité par : LAGARDÈRE MEDIA NEWS, société par actions simplifiée unipersonnelle (Sasu) au capital de 2 005 000 euros. Siège social : 2, rue des Cévennes, 75015 Paris. Standard : 01 80 20 30 00. RCS Paris 834 289 373. Associé : Hachette Filipacchi Presse. Présidente : Constance Benqué.

Directeur de la rédaction : Geoffroy Lejeune.
Directrice de la publication : Constance Benqué.
Président d'honneur : Daniel Filipacchi.
Directeur général chargé du digital et de la presse : Pierre-Emmanuel Ferrand.
Directrice déléguée chargée de la presse : Justine Bachette-Peyrade.
Ventes : Laura Felix-Faure.
Contact diffuseurs : 01 80 20 31 68.
Imprimé en France par Paris Offset Print 93120 La Courneuve, CIMP Toulouse, MIP Gallargues, CILA Nantes, CIRALyon et Nancy Print.

N° de commission paritaire 0425 C 86 368. Numéro ISSN 0242-3065. Dépôt légal : juin 2018.
Renseignements lecteurs : 01 80 20 31 03.
Recherche documentaire et vente d'anciens numéros : flongeville@lagardere.com
Publicité : Lagardère Publicité News 2, rue des Cévennes, 75015 Paris.
Présidente : Marie Renoir-Couteau.
Directrice de la publicité : Anne Demulder. Tél. : 01 87 15 49 18.
Tarif France : Le JDD papier + numérique + Version Femina (Ile-de-France) : 1 an 119 €. Le JDD papier + numérique : 1 an 96 €.

Papier provenant majoritairement de France, 100 % de fibres recyclées, papier certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot 0,06 kg/t.



RELATIONS ABONNÉS

Internet : www.lejdd.fr
E-mail : jdd@relationclient.lagardere.com
Téléphone : (+33) 1 87 64 68 11 ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 19h, le samedi de 9h à 13h et le dimanche de 8h à 12h
Courrier : Le JDD Abonnements 60643 Chantilly Cedex

Opinion

LA CHRONIQUE DE

Pascal Praud
Deschamps, le professionnel

Didier Deschamps possède une vertu que les sportifs abonnés à atteindre le Saint Graal connaissent : l'humilité. Elle n'est pas un mépris de soi ou une fausse modestie. Deschamps sait qu'il est un grand champion. Il ne doute pas qu'il soit un grand entraîneur. En revanche, il a su très tôt qu'il n'était ni Platini, ni Zidane. Il n'a jamais tenté de dribbler cinq adversaires les uns après les autres ou de frapper des coups francs à 30 mètres des buts. Il a fait mieux. Il est devenu la sentinelle des équipes qui l'accueillaient, positionnée au milieu du terrain. Il organisait le jeu et distribuait les rôles. Je l'ai connu à Nantes, à Marseille, à Bordeaux, à Monaco, à la Juventus, à Chelsea, à Valence, à chaque fois avec le brassard de capitaine. Tous les entraîneurs qu'il a connus avaient compris qu'il était un chef de bande et d'orchestre pour le meilleur et jamais pour le pire. L'humilité est un état d'esprit. Humilité et lucidité cohabitent. Humilité et orgueil ne vont pas ensemble. À

l'Élysée, Deschamps n'aurait pas dissous l'Assemblée nationale. Il n'est pas Dieu. Il le sait.

Je me demande si les grands champions ne seraient pas les plus doués pour gouverner un pays, précisément parce que plus que les autres, ils connaissent leurs limites.

Ils savent aussi perdre sans envoyer tout balader. La compétition ne ment pas. Elle sanctionne le péché d'orgueil. La pratique d'un sport renvoie comme un miroir chacun à son étage. Et chacun admet sans broncher qu'il ne soit pas Federer, Maradona ou Merckx.

Aux âmes bien nées

Je connais Didier Deschamps depuis qu'il a 14 ans. J'en avais 17. Il était au centre de formation du FC Nantes. J'écrivais mes premiers articles pour le journal *Ouest-France*. J'avais poussé la porte de l'antenne nantaise du premier quotidien de France. Il y a quarante ans, il suffisait qu'un lycéen interpelle un homme aux cheveux blancs assis derrière un bureau, « *Monsieur, je voudrais être journaliste...* », pour qu'il lui donne sa chance. Ce n'est pas ma jeunesse que je pleure. C'est la vie d'aujourd'hui que je regrette. Avec badge magnétique pour entrer dans les entreprises. Avec contrat d'alternance pour travailler dans une rédaction. Je traversais la ville sur un 103 Peugeot de couleur orange. J'avais perdu l'antivol. Ma mère conserve ce 103 dans son garage comme une pièce de musée. Il n'a pas roulé depuis quarante ans. « *De toute façon qui en voudrait ?* » dit-elle.

Les samedis et les dimanches, j'écumais les stades de Nantes et des environs. J'écrivais des comptes rendus de vingt lignes. Football, basket, handball, cyclisme, athlétisme, peu importait la discipline. J'étais payé 232 francs par week-end. Nous étions en 1981. Je n'ai jamais eu le sentiment d'être plus riche qu'à cette époque. Ma tirelire a explosé. Je gagnais à peu près 1 000 francs chaque mois. Didier Deschamps jouait dans les équipes cadets, juniors du FCN. Il avait 14, 15, 16 ans. Les oracles du foot prédisaient le meilleur pour cet enfant de Bayonne qui avait préféré Nantes à Bordeaux, quoique Bordeaux fût plus proche de sa vie, de

sa maison, de ses parents. « *Si les petits cochons ne le mangent pas, il ira loin* », disaient quelques anciens, toujours les mêmes, ceux qui suivaient les entraînements et les matchs des jeunes, appuyés sur la main courante ou assis dans une tribune du 1^{er} janvier au 31 décembre. Ils avaient le jugement sûr des maquignons un jour de marché. Nantes garantissait l'excellence de la formation pour les apprentis footballeurs. À 13 ans, Deschamps a choisi. Il n'y a pas de hasard. Il n'y a que des rendez-vous.

Je voyais Deschamps les jours de match plus fort, plus déterminé, plus mature que ses coéquipiers. Je le croisais aussi dans ce café du centre-ville que les Nantais fréquentent de père en fils et de grand-mère en petite-fille, Le Molière, là où les jeunes

gens buvaient en fin d'après-midi des diabolos menthe et donnaient rendez-vous à leur premier flirt. Didier était accompagné de Claude. Elle était son amour de l'époque. Elle est devenue la femme de sa vie. Ils ne se sont jamais quittés. J'envie ceux qui ont trouvé leur âme sœur à l'âge des premières amours avec la certitude que la vie serait ce qu'elle est, que le ciel bleu, la Terre et toutes les chansons de Piaf seraient

oubliés, qu'ils convoleraient toujours ensemble.

Quand je pense à Deschamps, je me souviens du dimanche 18 novembre 1984, de la pluie qui tombe sur la Loire-Atlantique et du malheur qui frappe la maison jaune. Seth Adonkor avait 23 ans et connaissait une gloire précoce quand il fut tué dans un accident de voiture sur la route qui conduit Nantes à Saint-Nazaire. Seth Adonkor était le frère de Marcel Desailly, et Marcel Desailly, l'ami de Didier Deschamps. Didier et Marcel formaient un couple comme seules les années d'adolescence unissent les hommes. Ils ne se quittaient pas. À la ville comme sur le terrain. « *C'est à moi de lui dire* », répondit Deschamps à Robert Budzynski lorsque le directeur sportif des années de gloire du FCN prévint le jeune homme du drame. Deschamps avait 16 ans.

L'horloger du Saint Graal

Le métier de sélectionneur n'est pas l'antichambre de la retraite. Deschamps n'est pas là pour faire joli comme une ancienne gloire sur le retour que la fédération exposerait dans une vitrine avec ses médailles. Deschamps est un professionnel. Un des meilleurs du monde. Le choix de retenir N'Golo Kanté illustre son expertise. N'Golo Kanté a quitté l'Europe pour l'Arabie saoudite il y a un an. Aucun journaliste ni observateur n'a imaginé qu'il soit sélectionné pour le championnat d'Europe. N'Golo Kanté est en Allemagne. Il est le top des joueurs français.

Deschamps et ses adjoints parcourent la planète pour tout savoir des joueurs qu'ils supervisent. « *Si vous choisissez le meilleur à chaque poste, vous n'aurez pas une bonne équipe mais onze numéros un* », expliquait Johan Cruyff. Deschamps réussit les assemblages. Il respire un vestiaire. Le grand public a une idée lointaine du football de haut niveau. Si tout le monde sait lire l'heure, il existe peu d'horlogers. Il suffit de dîner un soir avec Arsène Wenger, Aimé Jacquet ou Didier Deschamps pour comprendre qu'ils parlent une autre langue que celle des journalistes.

Je ne sais si les Bleus enverront demain à 18 heures les Belges en vacances à Knokke-le-Zoute. L'équipe de France dégage énergie, puissance et talent. Elle manque d'efficacité. À l'image d'un Euro sans éclat, elle traverse le championnat sans briller. Deschamps est l'horloger du Saint Graal. Tic-tac, tic-tac, tic-tac, le réveil est programmé ce lundi. ●

Notre chroniqueur
se demande si les grands
champions ne seraient pas
les plus doués
pour gouverner un pays

CNEWS/AUGUSTIN DÉTIENNE



BVLGARI

ROMA 1884